

le COURRIER de l'UNESCO



L'INTROUVABLE
PASSÉ ALLEMAND
ENTRETIEN AVEC HINNERK BRUHNS

AVRIL 1990

SI L'HISTOIRE
M'ÉTAIT CONTÉE

*penser
le passé*



M 1205 - 9004 - 15,00 F



3791205015001 90040

confluences

Pour cette rubrique « Confluences », envoyez-nous une photo (composition photographique, peinture, sculpture, ensemble architectural) où vous voyez un croisement, un métissage créateur, entre plusieurs cultures, ou encore deux œuvres de provenance culturelle différente, où vous voyez une ressemblance, ou un lien frappant. Accompagnez-les d'un commentaire de deux ou trois lignes. Nous publierons chaque mois l'un de vos envois.

Le trou dans l'eau ou Toussaint, Toussaint Louverture

27 x 36 cm, encre de chine
de Josette Verbestel.

« (TOUSSAINT,
TOUSSAINT LOUVERTURE)

c'est un homme qui fascine
l'épervier blanc de la mort
blanche

c'est un homme seul dans la
mer inféconde de sable blanc

c'est un moricaud vieux dressé
contre les eaux du ciel. »

Ces vers du *Cahier d'un retour
au pays natal*, du grand poète
martiniquais Aimé Césaire, ont
inspiré à une lectrice belge de
notre revue ce dessin en noir
et blanc. « Il marque, écrit-elle,
la volonté de comprendre et de
traduire une idée suggérée par
une poésie d'un autre
continent. »



Josette Verbestel.



11

Ami lecteur,

L'aventure n'a plus d'horizon géographique. Il n'y a plus de continents vierges, plus d'océans inconnus, plus d'îles mystérieuses. Et cependant, les peuples demeurent par bien des côtés étrangers les uns aux autres, et les coutumes, les espérances secrètes, les convictions intimes de chacun d'eux continuent d'être largement ignorées par les autres...

Ulysse n'a donc plus d'espace physique à parcourir. Mais il a une nouvelle odyssee à entreprendre, d'urgence — l'exploration des mille et un paysages culturels, de l'infinie variété des pensées et des sagesses vivantes ; la découverte des multiples de l'homme.

C'est cette odyssee que vous propose *Le Courrier de l'Unesco* en vous offrant chaque mois un thème d'intérêt universel, traité par des auteurs de nationalités, de compétences, de sensibilités différentes. Une traversée de la diversité culturelle du monde avec pour boussole la dignité de l'Homme de partout.

4

Entretien avec
HINNERK BRUHNS
L'introuvable passé allemand



47

SI L'HISTOIRE M'ÉTAIT CONTÉE
PENSER LE PASSÉ

HISTOIRE ET IDENTITÉ

Mommsen, l'ardent patriote <i>par Hinnerk Bruhns</i>	14
Michelet le prophète <i>par Christian Amalvi</i>	15
Braudel, maître de l'espace et du temps <i>par Christian Amalvi</i>	16
LA PLACE DE L'HISTOIRE EN FRANCE. A la conquête du public <i>par Christian Amalvi</i>	18

MONDES ANCIENS ET MONDES NOUVEAUX

INDE. De l'épopée à l'historiographie <i>par Claude Markovits</i>	23
INDONÉSIE. Rassembler les fils du temps <i>par Denys Lombard</i>	26
MEXIQUE. Y a-t-il un destin en histoire ? <i>par Miguel León-Portilla</i>	29
ÉTATS-UNIS. Une certaine idée de l'Amérique <i>par Olivier Zunz</i>	32

PHILOSOPHIES DE L'HISTOIRE
ET HISTOIRE UNIVERSELLE

De Hegel à Marx ou les aventures de la dialectique <i>par Emmanuel Terray</i>	37
L'HISTOIRE COMME TOTALITÉ. Un même arbre <i>par Robert Bonnaud</i>	40

DOCUMENT

TEXTE INTRODUCTIF À L'HISTOIRE DE L'AFRIQUE La tradition orale comme source historiographique <i>par Joseph Ki-Zerbo</i>	43
--	----

EN BREF DANS
LE MONDE... 47

PORTRAIT

Anna Akhmatova
poète du courage
par Elena Béliakova 48

LE COURRIER
DES LECTEURS 49

Notre couverture :
Le poète, huile sur toile du
peintre français Jean-Louis
Meissonier (1815-1891).

Couverture de dos :
*L'avenir ? Quel avenir ? D'après
le Caravage* (1984), acrylique sur
toile du peintre péruvien
Herman Braun-Vega.

Consultant spécial pour ce
numéro : François Hartog,
historien et directeur
d'études à l'Ecole des
hautes études en sciences
sociales (Paris).

Quel rapport les Allemands entretiennent-ils avec leur passé, en particulier avec le nazisme ? L'historien Hinnerk Bruhns explore ici, à travers la toute récente « querelle des historiens » de la RFA, les zones d'ombre de la mémoire allemande. Dans la perspective d'une unification des deux Allemagnes, il esquisse les conditions d'une identité véritable.

L'introuvable passé allemand

Hinnerk Bruhns

« Un passé qui ne veut pas passer » : ce titre d'un article publié en 1986 dans la République fédérale d'Allemagne par Ernst Nolte, historien et philosophe allemand, y a déclenché une polémique longue et passionnée qu'on appelle la « querelle des historiens ». Elle portait sur le caractère unique de l'extermination des Juifs par les nazis. Singularité que Nolte contestait. Jürgen Habermas, le sociologue et philosophe, l'accusa, lui et d'autres historiens, de tendances apologétiques envers le III^e Reich. Quelle signification attachez-vous à cette controverse ?

— Ce qui était en cause, en fait, c'était le comportement des Allemands d'aujourd'hui face à cette époque de leur histoire. C'était le lien entre la mémoire collective et l'identité nationale en RFA quarante ans après la fin de la guerre.

Il faut replacer cette querelle, qui n'a rien de rhétorique, dans son contexte : c'est une réponse aux efforts répétés de certains dirigeants pour faire de l'histoire allemande un instrument politique, pour infléchir l'image de l'histoire aux yeux des Allemands. L'objectif est d'améliorer la relation tourmentée des citoyens avec leur passé récent et avec leur histoire en général. Une identité allemande perturbée constitue en effet un facteur de déstabilisation à l'intérieur comme à l'extérieur du pays.

Quelles sont les racines historiques de cette identité ?

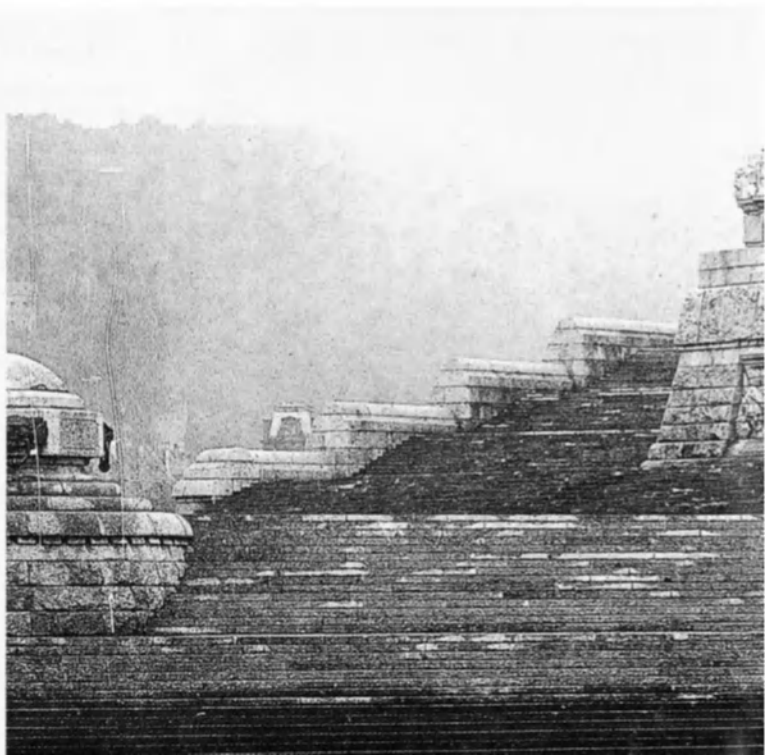
— Là réside le problème. Il y a, sur cette question, deux points de vue en présence, deux positions antagonistes. Pour les uns, il faut sauter par dessus le III^e Reich et se relier directement à la période qui précède. Pour les autres, la période 1933-1945 constitue un phénomène unique dans l'histoire mondiale. Mais elle ne peut être gommée. Elle marque une brisure qui interdit, à jamais, aux Allemands d'entretenir une relation simple avec leur histoire.

Il faut, pour comprendre ce clivage, remonter à la situation des Allemands en 1945. Après avoir capitulé sans conditions, l'Etat allemand avait cessé d'exister, politiquement, militairement et moralement. En 1949, deux Etats allemands, aux ordres politiques et sociaux diamétralement opposés, furent bientôt incorporés dans des systèmes

d'alliance également opposés. La ligne de front de la guerre froide passa ainsi au beau milieu de l'Allemagne et de son ancienne capitale. La RFA ne put s'édifier qu'en se démarquant totalement du passé et en se référant à des traditions démocratiques occidentales jusqu'alors rejetées en Allemagne.

Quelle fut l'attitude des historiens devant ce drame historique ?

— Ils furent tout d'abord très démunis. Depuis le 19^e siècle, ils étaient, dans leur grande majorité, convaincus que leur rôle était de travailler à l'édification d'un Etat national allemand. L'unité allemande avait été proclamée comme le but de l'histoire allemande et on avait investi la Prusse de cette mission. Cela explique pourquoi, avant la Première Guerre mondiale, l'histoire allemande ne s'est pas ouverte, comme d'autres pays, aux sciences sociales et humaines : elle se voulait histoire politique de l'Etat national et rien d'autre. Cette tendance n'a fait que se renforcer après le traité de Versailles, signé au lendemain de la guerre. Ainsi la majorité des historiens allemands s'est-elle trouvée prête à faire



sienne la perversion par le nazisme des concepts de race, de peuple, d'Etat et de politique de puissance.

Après 1945, la plupart des historiens ont choisi de s'intéresser à des questions d'histoire universelle, plutôt qu'à des sujets contemporains. On trouve cependant quelques réflexions critiques sur la tradition historique allemande, comme celle de Friedrich Meinecke. Mais on a ressenti, le plus souvent, le drame allemand comme une fatalité. On a préféré chercher l'explication dans l'inexplicable, le démoniaque, ou encore dans la psychologie des masses. A part quelques historiens émigrés, tel Sigmund Neumann, la communauté des historiens allemands était totalement dépourvue d'instruments appropriés pour étudier le nazisme. Il fallut donc dans un premier temps les inventer.

Jusqu'où s'est étendue cette rupture avec le passé historique allemand ?

— La RFA, ainsi que la République démocratique allemande, se sont édifiées sous le contrôle des puissances victorieuses, en se distançant de leur passé et de ses traditions politiques. Il leur était impossible de se référer à la

République de Weimar : on l'analysait alors comme une expérience négative, on suspectait ses institutions d'avoir facilité la prise du pouvoir par Hitler. Seule la vieille tradition fédéraliste allemande fut reprise dans un sens positif.

L'effondrement était tel que ce nouveau départ ne rencontra aucune opposition. Constitutionnellement, la jeune République fédérale se voulut lavée de tout vestige du nazisme, alors que le nazisme imprégnait toute la haute fonction publique. Un tabou officiel fut alors mis sur le passé nazi de nombreux individus et institutions ; il répondait au souci d'intégrer dans le nouvel Etat démocratique, non le passé des individus, mais des individus qu'on voulait trépaner de leur passé.

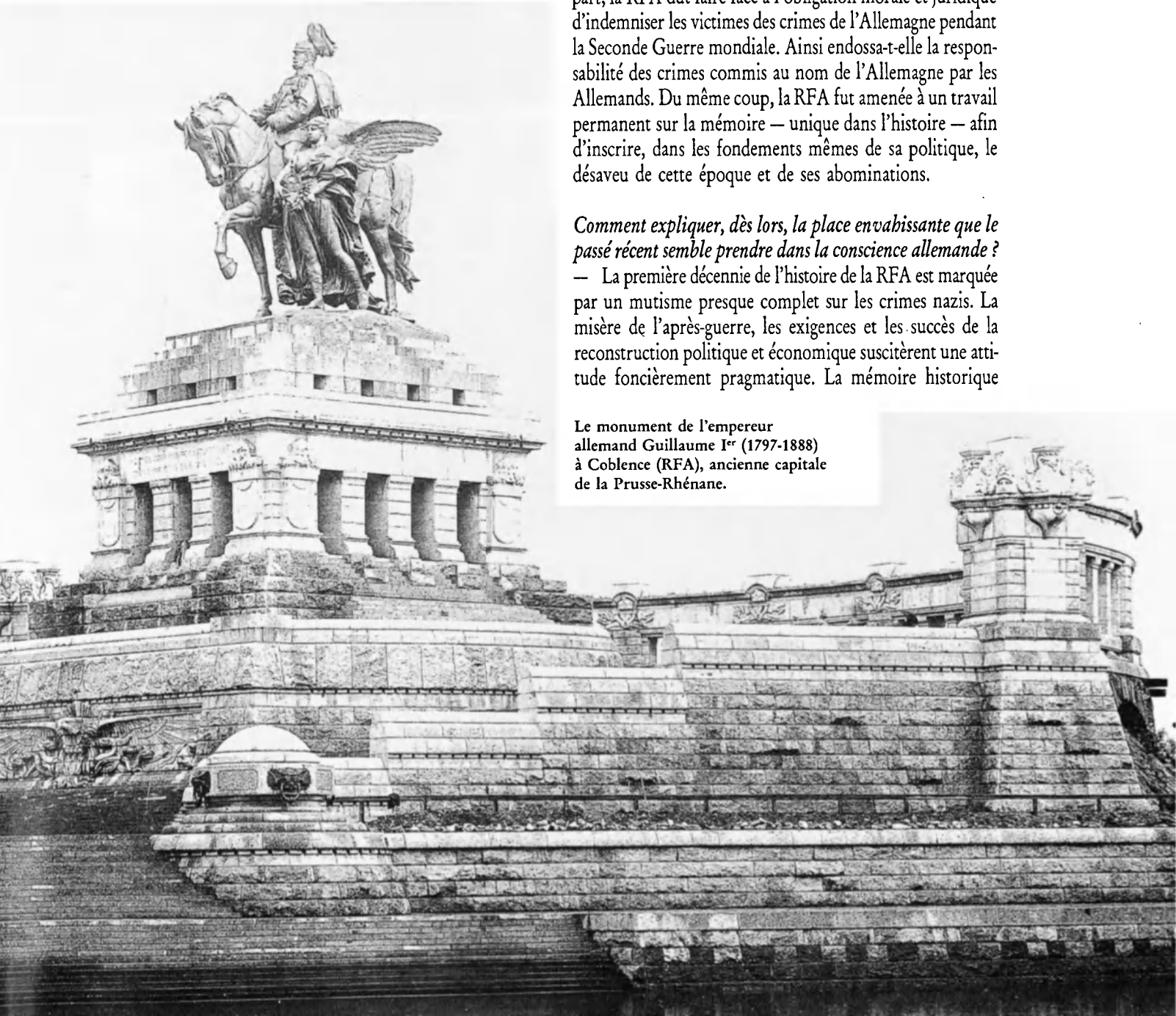
Par ailleurs, la politique d'intégration politique et militaire de la RFA dans le camp occidental supposait que la « question allemande » — la revendication de la réunification — restât sans réponse. D'où une situation très ambiguë. Pour préserver cette intégration, la RFA dut renoncer à se présenter comme un Etat souverain à part entière, alors même qu'elle se proclamait l'héritière en droit du Reich.

D'une part, on conserva la fiction des frontières de 1937 — et, donc, d'un hypothétique retour à ses frontières. D'autre part, la RFA dut faire face à l'obligation morale et juridique d'indemniser les victimes des crimes de l'Allemagne pendant la Seconde Guerre mondiale. Ainsi endossa-t-elle la responsabilité des crimes commis au nom de l'Allemagne par les Allemands. Du même coup, la RFA fut amenée à un travail permanent sur la mémoire — unique dans l'histoire — afin d'inscrire, dans les fondements mêmes de sa politique, le désaveu de cette époque et de ses abominations.

Comment expliquer, dès lors, la place envahissante que le passé récent semble prendre dans la conscience allemande ?

— La première décennie de l'histoire de la RFA est marquée par un mutisme presque complet sur les crimes nazis. La misère de l'après-guerre, les exigences et les succès de la reconstruction politique et économique suscitérent une attitude foncièrement pragmatique. La mémoire historique

Le monument de l'empereur allemand Guillaume I^{er} (1797-1888) à Coblence (RFA), ancienne capitale de la Prusse-Rhénane.

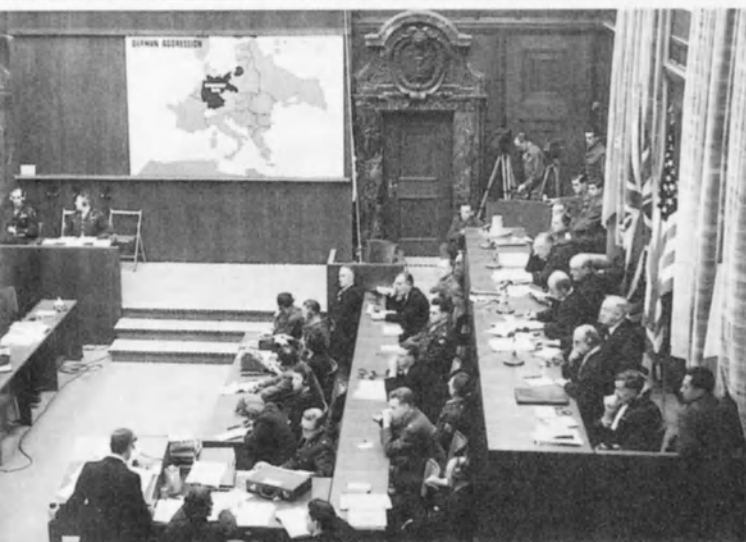
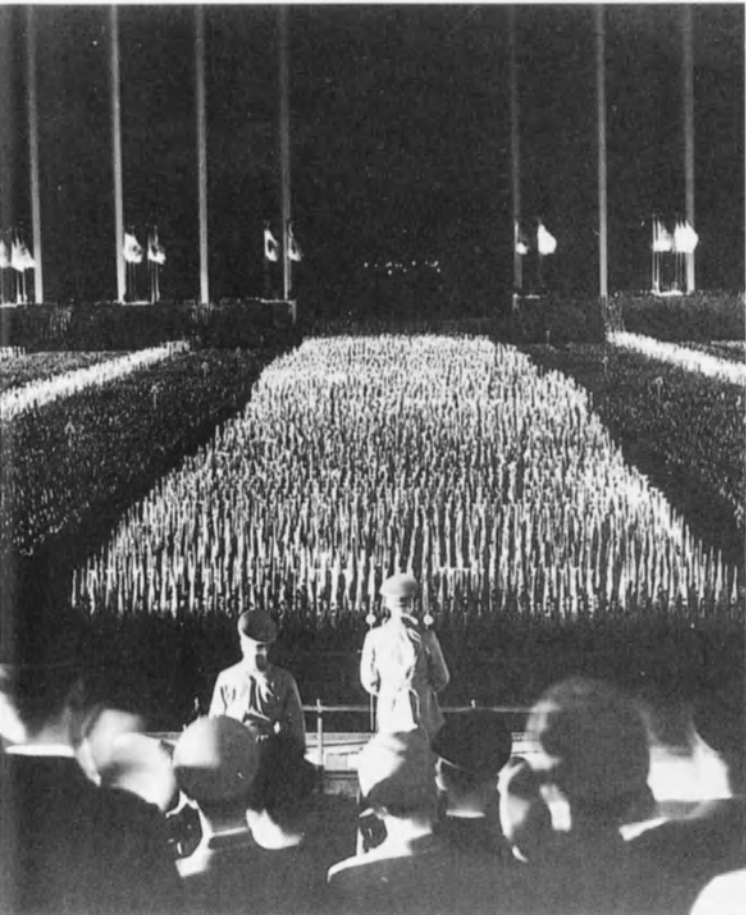


avait, du moins en apparence, perdu de son importance. En politique extérieure, les Allemands passèrent de la situation de vaincus et d'accusés à celle de partenaires au sein de l'alliance occidentale. Les citoyens et les groupes d'intérêt accordèrent un soutien inconditionnel au nouvel Etat. La RFA était qualifiée de solution provisoire, la RDA n'était pas reconnue, et la réunification devenait un objectif à atteindre dans le cadre de l'intégration dans le camp occidental. A la faveur de la guerre froide, la division de l'Allemagne fit de l'ancrage à l'Ouest et de l'anticommunisme des éléments constitutifs de l'identité de la RFA.

Quarante ans après, on peut dire que l'expérience démocratique de la RFA est un succès : les Allemands s'identifient à leurs institutions, à leur système économique et aux valeurs démocratiques occidentales. La Loi fondamentale est devenue un objet de patriotisme. La perspective d'une Europe unie a également renforcé le désir de tirer un trait sur le passé. Ainsi le choc de la « perte » d'une histoire récente, si lourde à porter, a-t-il été fortement amorti.

Au cours des années cinquante et soixante, on expliqua l'échec de la République de Weimar par un excès de formalisme démocratique, et non par la mentalité antidémocratique des élites dirigeantes traditionnelles. Puis la thèse du totalitarisme, qui assimilait, historiquement et idéologiquement, le nazisme au communisme stalinien, contribua à justifier qu'on exclue de l'histoire allemande la période du





En haut, à Nuremberg, Hitler, le « Führer » (conducteur, guide), s'adresse à la foule nazie. Ci-dessus séance du procès de Nuremberg (1945-1946). On aperçoit au fond la carte des territoires annexés ou occupés par l'Allemagne nazie.

En haut à gauche, affiche de propagande hitlérienne, au début des années trente, portant ces mots : « Plus jamais de guerre ! » Ci-contre, baraquements d'Auschwitz, le plus grand des camps nazis d'extermination, situé au sud de Cracovie (Pologne).

III^e Reich. Celle-ci fut classée comme un « régime arbitrairement imposé au peuple allemand et explicable par le démoniaque talent de séduction d'Hitler, par le succès avec lequel il manipula les "masses atomisées" », thèse dénoncée par l'historien contemporain Hans Mommsen.

Il faut attendre la fin des années cinquante pour voir la science historique procéder à une révision déchirante de l'image que l'Allemagne se faisait de son histoire. On commence alors à mettre en lumière les éléments autoritaires inhérents au système politique allemand, la mentalité antidémocratique des élites politiques traditionnelles, l'immobilisme politique du mouvement ouvrier, le nationalisme exacerbé et l'aspiration à un Etat puissant, les formes particulières prises par l'évolution industrielle en Allemagne.

Pour la première fois surgissent les causes profondes de l'évolution qui a conduit la politique allemande aux crises du 20^e siècle. Il n'était plus possible de faire dériver le nazisme de la seule crise économique de 1929, d'en faire un système de domination totalitaire imposé au peuple allemand, et de l'abstraire de la continuité de l'histoire allemande.

Quelles conséquences eut cette prise de conscience des historiens sur la masse de leurs concitoyens ? L'appréhension qu'avaient ceux-ci de l'histoire allemande en a-t-elle été transformée ?

— Dans les années soixante, la présentation du nazisme dans les débats publics et dans les médias changea radicalement. Le procès Eichmann et la reprise des procès contre les criminels de guerre brisa la chape de silence qui pesait sur l'extermination des Juifs. Les Allemands ont été rattrapés par leur histoire.

Plus l'holocauste, dans toutes les dimensions de sa monstruosité, parvenait à la conscience de l'opinion publique, plus s'imposait la singularité de cet événement et plus s'accroissait le rejet de cette histoire et le refus de chacun de s'identifier à elle. L'historien Eberhard Jäckel a ainsi souligné le caractère unique de l'assassinat des Juifs par les nazis : « jamais auparavant un Etat n'avait décidé et annoncé, sous l'autorité de son responsable suprême, qu'un certain groupe humain devait être exterminé, autant que possible dans sa totalité — les vieux, les femmes, les enfants et les nourrissons inclus —, puis n'avait tenté d'appliquer cette décision avec tous les moyens qui étaient à sa disposition ».

A partir des années soixante, le souvenir très prégnant d'Auschwitz devient une « réalité objective » de l'Allemagne. Mais du fait de la volonté des Allemands de fuir cette période de leur passé, ils n'ont pas tout de suite été submergés par l'ombre morale qu'elle faisait à leur histoire. Auschwitz pesait lourdement sur le théâtre et la littérature, mais ce n'est qu'à partir de 1979, avec la diffusion par la télévision de la série « Holocauste » que le grand public en est touché de plein fouet. Par ailleurs, avec les mouvements contestataires et leur rejet global de l'ordre bourgeois, le soupçon de nazisme a commencé à gangrener l'histoire de la RFA tout entière. Mais en assimilant idéologiquement le capitalisme au fascisme, ces mouvements ont fini par banaliser le nazisme.

A la fin des années soixante-dix, comme le montre le succès de la grande exposition de 1981 sur la Prusse à Berlin

(Ouest), le public marque un intérêt renouvelé pour l'histoire. Même s'il ne s'agit pas d'abord d'un intérêt pour le passé nazi, on en vient, notamment en s'interrogeant sur l'histoire quotidienne, à s'interroger sur le nazisme au quotidien. L'ombre du passé semble s'allonger encore davantage...

La réflexion des historiens sur la façon dont le pouvoir nazi s'était imposé et sur sa structure finit par avoir des implications politiques. Beaucoup ont insisté sur la responsabilité des élites conservatrices et ont relativisé le rôle d'Hitler. Celui-ci n'aurait pu s'imposer, selon eux, que grâce à la présence, à l'arrière-plan, d'un vaste courant anti-libéral et anti-socialiste. Ce débat dure encore aujourd'hui. Ceux qui reprochent à cette analyse de mettre hors de cause Hitler se voient reprocher à leur tour de le tenir pour seul coupable et, à l'inverse, de mettre hors de cause les couches dirigeantes conservatrices.

Mais à mesure que se précisent les ramifications sociales de la machine de mort hitlérienne et l'étendue des responsabilités impliquées dans son fonctionnement, apparaît la compromission de la bureaucratie allemande et des forces militaires avec Hitler. Il devient de plus en plus difficile d'exclure le nazisme de la continuité de l'histoire nationale allemande.

Cependant, on entend de plus en plus de voix réclamer une « identification positive au passé allemand ». Comment interprétez-vous cette attitude ?

— Dans l'intérêt de la stabilité politique, estiment de nombreux historiens conservateurs, l'identité devrait s'ancrer dans l'histoire, mais cet ancrage devrait être orienté de telle sorte qu'il aboutisse à un consensus. Dans cette perspective, on est prêt à ruser, à tricher avec le passé. Mais il y a une autre manière de s'identifier à l'histoire — en choisissant la lucidité et le courage. C'est celle du président Richard von Weizsäcker déclarant : « coupables ou non, nous devons tous accepter le passé. Nous sommes tous concernés par ses conséquences, et nous sommes tous tenus d'en rendre compte ». C'est celle aussi de l'historien C. Meier, qui va plus loin et considère Auschwitz comme un élément important de notre identité sociale.

La revendication d'un patriotisme sélectif ou « sain », qui éliminerait Auschwitz de l'histoire allemande, dissimule des tentatives, délibérées ou inconscientes, de mettre en cause les fondements mêmes de l'identité historique de la RFA. Il est légitime de garder en mémoire les traditions démocratiques antérieures au III^e Reich, voire de souligner telle ou telle virtualité non réalisée de ce passé. Mais ces éléments sont moins lourdement constitutifs de l'identité allemande que ceux qui ont marqué l'avènement et les horreurs du nazisme. Une conception lucide de l'histoire doit intégrer l'ensemble de l'histoire allemande, avec toutes ses époques positives et négatives. Du fait même de sa naissance, la conscience politique de la RFA ne peut avoir de relation univoque, aseptisée, à l'histoire allemande.

La tâche de la science historique n'est pas de fabriquer une tradition qui suscite l'approbation générale, mais d'éclairer les événements et d'en étudier les causes. Cela implique de réviser en permanence, d'historiciser, l'image



que nous avons de l'histoire — non de la relativiser pour des raisons politiques. Il faut comprendre l'identité non comme un donné, mais comme un processus, pluraliste, ouvert, de conciliation des différents intérêts et points de vue. C'est là un des acquis de l'histoire allemande la plus récente : l'identité ne peut plus être commandée par la seule logique de l'Etat national. Au fond l'identité ne peut être qu'une pluralité d'identités.

La spécificité de l'identité allemande est le fruit de l'histoire allemande, laquelle a toujours concerné, à son tour, l'histoire des peuples qui l'entourent. Mais ce n'est pas seulement à ce titre qu'elle les concerne. Le cours effrayant pris par l'histoire allemande après 1933 doit aussi être vu comme une des formes possibles de la destinée de l'homme au 20^e siècle et, donc, comme un élément de l'histoire générale des peuples européens. Aujourd'hui, le rapport nouveau qui s'est créé entre histoire et identité en Allemagne ne peut plus être le problème des seuls Allemands et de leurs historiens. Il doit être intégré à une réflexion sur la façon dont une Europe unie représentera son histoire.

Ce qui s'est passé depuis novembre 1989 en RDA ne pose-t-il pas, d'une nouvelle manière, le problème de l'identité allemande et de son rapport au passé ? Qu'en est-il, par exemple, de la RDA et du nazisme ?

— La RDA, depuis le début, s'est définie comme un Etat antifasciste ; elle s'est voulue comme quelque chose de radicalement nouveau par rapport à l'histoire allemande : l'interruption de l'histoire a été érigée en dogme d'Etat, comme l'a dit J. Rovin. En vertu de quoi, la RDA a refusé de participer avec la RFA à l'indemnisation des victimes de l'ancien



Le mur de Berlin. Avant (à gauche) et après sa « chute » (en novembre 1989).

Reich, ou de faire un travail comparable sur la mémoire, ou de chercher à découvrir et à faire juger des criminels de guerre... Mais après la faillite du système politique instauré dans cette partie de l'Allemagne, la société ne pourra plus se contenter de réfléchir sur le seul stalinisme ; elle devra se poser la question de l'héritage des années 1933 à 1945. La RDA ne pourra plus faire son choix dans l'histoire allemande, ni limiter sa généalogie à celle des « bonnes » périodes et des protagonistes « progressistes ». En se rapprochant de la RFA, elle devra partager avec elle le passé allemand.

Comment deux démarches historiques si différentes pourraient-elles être conciliées, dans la perspective d'une éventuelle confédération ou même d'une union des deux Etats ?

— On peut dire que le 9 novembre 1989, les Allemands vivant dans deux Etats et deux systèmes radicalement différents se sont retrouvés membres d'une seule nation. Mais il ne faut pas pour autant oublier que ces deux populations ont derrière elles quarante années d'histoire, d'éducation et de vie différentes. Il est évident que cela pose et posera pendant longtemps des problèmes. Les Allemands de l'Ouest ne voient évidemment pas de raison de changer de point de vue. Mais d'un autre côté, l'écroulement du régime communiste ne signifie pas que l'identité propre de la RDA ait disparu d'un seul coup. Il y existe un sentiment de communauté, renforcé par les souffrances et les difficultés quotidiennes, et, aujourd'hui, par la fierté d'avoir accompli une révolution. Si la RFA exerce une grande attraction, beaucoup, en RDA, conservent à son égard une attitude critique ; ils rêvent encore d'une autre « bonne » société, d'un

« vrai » socialisme, et croient pouvoir apporter leurs valeurs, leurs idéaux, dans la construction d'une nouvelle Allemagne.

Quelles sont les tâches des historiens en ce moment ?

— En RDA, la libération politique va permettre aux historiens — elle va même les obliger — à examiner de façon critique l'histoire de leur pays, et, par conséquent, à poser de nouvelles questions, à ouvrir des archives jusqu'alors inaccessibles et à en constituer d'autres. L'histoire officielle disparue, il s'agira de récrire l'histoire vraie. Et il sera particulièrement important que les historiens de la RDA, notamment les jeunes, aient l'occasion de travailler en commun avec des collègues à l'étranger.

Le matériau de l'historien ne comprend pas seulement des événements et des faits « matériels », mais aussi des représentations bâties sur l'imagination et la mémoire des peuples. Nous avons aujourd'hui l'impression de voir l'histoire se précipiter, de vivre une heure zéro ou la fin d'une époque, celle de l'après-guerre. Dans de tels moments, l'historien doit à la fois rappeler le poids du passé — la Seconde Guerre mondiale, le génocide — et faire prendre conscience de tous les changements survenus depuis. Il doit intervenir sur la mémoire collective pour mettre en garde contre l'utilisation politique, consciente ou non, d'images ou de représentations figées. En ce sens l'historien, tout en regardant vers le passé, travaille pour l'avenir.

Je voudrais rappeler, pour conclure, ce qu'en 1917, dans un moment très critique de son histoire, Max Weber disait de la patrie allemande, citant un mot d'Alexandre Herzen à propos de la Russie : « Elle n'est pas, et ne doit pas être, le pays de ses pères, mais celui de ses enfants. » ■



PENSER le passé et, plus spécifiquement, penser les identités historiques, tel est le thème de ce second numéro du *Courrier* consacré à une réflexion de l'histoire sur elle-même. Qu'il prenne en charge l'immédiat présent ou le passé lointain, l'historien se trouve incontestablement confronté à la question de l'identité. Au point qu'on pourrait se demander si la place et le rôle de l'historien ne se sont pas largement définis par rapport à cette question.

Quand Hérodote, à la suite des guerres médiques, entreprit ses *Histoires*, il dessina peu à peu une identité « grecque », ou plutôt une double identité formant couple : les Barbares d'un côté, les Grecs de l'autre. Puisqu'il n'est pas d'identité sans altérité.

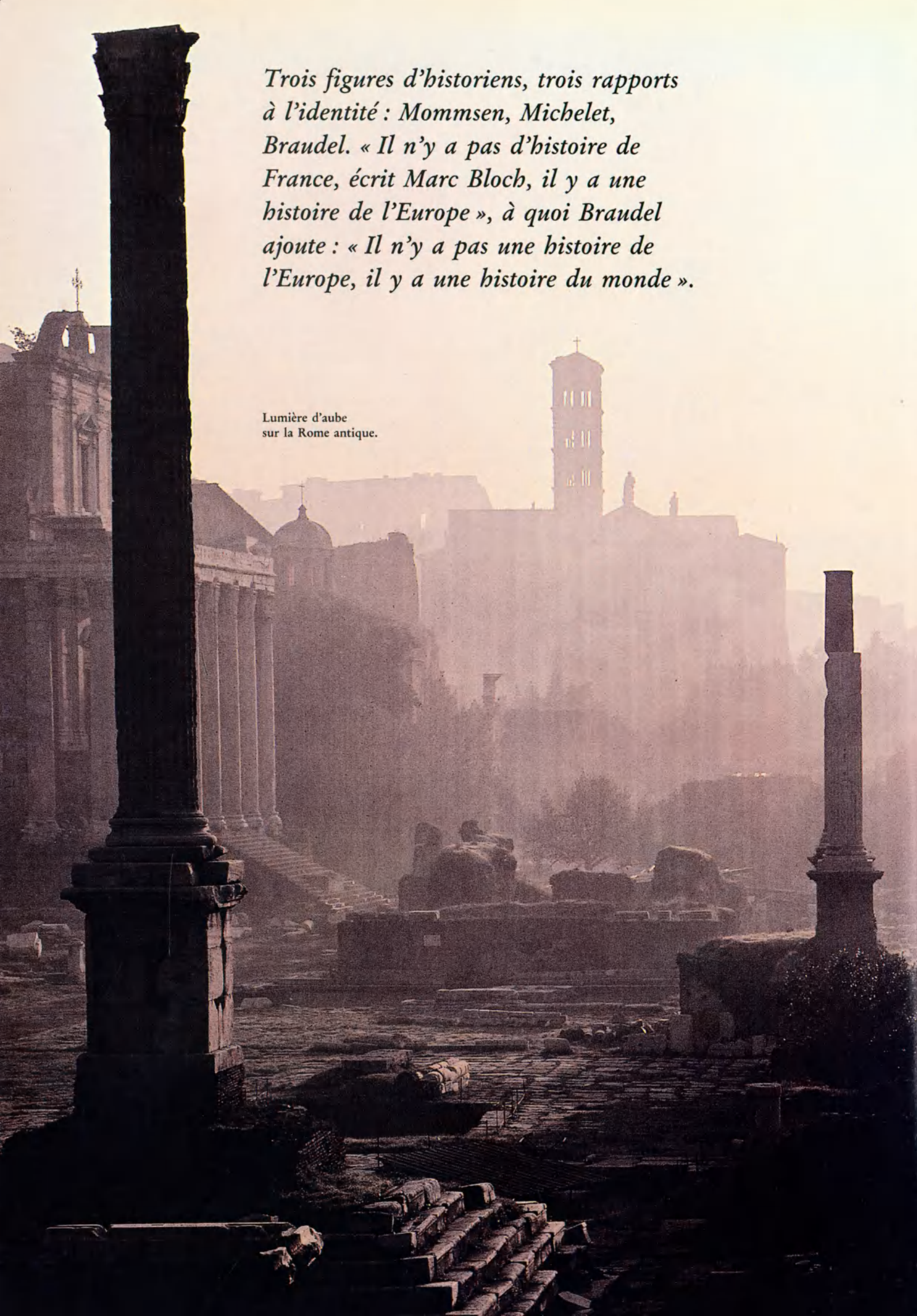
Plus près de nous, le jeu des deux termes s'est trouvé compliqué, et comme redoublé dans les ex-mondes coloniaux : comment se réapproprier un passé que le colonisateur a souvent, presque dans le même mouvement, exhumé et détruit, retrouvé et jaugé — ou jugé à l'aune de sa propre histoire ?

Dans l'Europe du 19^e siècle, les historiens n'ont-ils pas été taraudés par la question de l'unité nationale ? Cette formidable volonté de découvrir et de persuader pouvait emprunter plusieurs voies. Soit directe, comme chez Michelet qui voyait littéralement surgir devant lui la France assimilée à une « personne », soit indirecte comme pour Mommsen, fasciné par les analogies entre l'antique République romaine réalisant l'unité de l'Italie, et la Prusse accomplissant, au 19^e siècle, la même tâche en Allemagne.

Dans l'urgence, la ferveur et la confusion d'un monde qui recommence, la tâche principale des historiens ne serait-elle pas celle-ci : contribuer, pour la part qui est la leur, avec les techniques et les exigences qui leur sont propres, à une réflexion sur l'identité, à la définition de nouvelles identités ? Partout dans le monde l'identité est aujourd'hui en question, partout les frontières identitaires, réelles ou symboliques, se fissurent, s'enchevêtrent ou s'embrasent. D'une part, on invoque des méta-identités — l'identité arabe, l'identité européenne —, d'autre part, des mini-identités régionales, ethniques, confessionnelles. L'identité semble être une création toujours continuée et toujours à reprendre...

S'il n'y a pas de définition de l'identité qui puisse se dispenser de prendre en compte la dimension du passé, en revanche, toute définition passéiste, tout retour pur et simple à une identité « perdue », ne sont qu'illusions qui deviennent aisément sanglantes. Peut-être est-ce en ce point, où se cherche sans cesse l'articulation entre passé et présent, que se situe l'intervention spécifique de l'historien, comme celui qui non seulement travaille sur ou avec le temps, mais qui s'efforce de le penser.

« Notre héritage n'est précédé d'aucun testament », écrit René Char.



*Trois figures d'historiens, trois rapports
à l'identité : Mommsen, Michelet,
Braudel. « Il n'y a pas d'histoire de
France, écrit Marc Bloch, il y a une
histoire de l'Europe », à quoi Braudel
ajoute : « Il n'y a pas une histoire de
l'Europe, il y a une histoire du monde ».*

Lumière d'aube
sur la Rome antique.

histoire et identité



MOMMSEN

L'ARDENT PATRIOTE

CET historien de l'Antiquité, qui est aussi l'un des plus grands écrivains de langue allemande, a renouvelé radicalement la connaissance de la Rome antique. Son *Histoire romaine* (*Römische Geschichte*), parue d'abord en trois volumes, de 1854 à 1856, lui a valu le prix Nobel de littérature en 1902.

Mommsen, le premier, a mis au service de la science historique toutes les disciplines : le droit, la linguistique et l'histoire littéraire, l'épigraphie, la numismatique, l'archéologie. Son *Histoire romaine* est une histoire à la fois politique, culturelle, économique et sociale. Avec son *Droit public romain* (*Römisches Staatsrecht*, 1871-1888), il a forgé une image de l'Etat romain qui dominera pendant longtemps. Cet Etat, pour lui, repose essentiellement sur l'interaction de la magistrature, du sénat et de la communauté des citoyens. De ce triple lien sont nés aussi bien le droit public que le droit pénal dont Mommsen a été également le premier à entreprendre l'étude systématique (*Droit pénal romain — Römisches Strafrecht*, 1899). L'institution maîtresse avait été cependant, à ses yeux, la magistrature, concept qui, dans son esprit, est resté valable non seulement pour la république, mais aussi pour la monarchie des débuts de Rome.

Mommsen ne s'est pas contenté de transformer l'étude de l'Antiquité par ses écrits. Il y a également contribué par ses capacités d'organisateur, donnant à la science l'ambition et la possibilité de produire de grands instruments de recherche. Initiateur du *Corpus Inscriptionum Latinarum*, il a pris une part considérable à la rédaction de cet ouvrage monumental rassemblant les inscriptions latines.

Son *Histoire romaine* fut rédigée dans les années qui suivirent l'échec de la révolution de 1848. L'espoir de voir l'Allemagne s'unifier sous l'impulsion des forces libérales et démocratiques venait de s'éteindre. Mommsen, qui plaçait l'unification allemande plus haut que tout, en fut profondément affecté. Il soutint alors la politique de la Prusse conduite par Bismarck et salua d'abord avec enthousiasme l'unité nationale réalisée en 1871.

Il existait à ses yeux un parallèle historique entre Rome et la Prusse : la seconde était appelée à réaliser l'unité allemande comme la première avait eu pour mission d'unifier l'Italie. Ainsi l'étude de Rome était-elle, pour lui, en résonance directe avec les événements qu'il vivait.

Il voyait en César le maître d'œuvre de l'Etat romain. Sous son règne, la liberté du citoyen



Theodor Mommsen
(1817-1903).

romain lui paraissait avoir été garantie par un équilibre, à ses yeux idéal, entre pouvoir, droit, unité et liberté. Mais l'évolution de l'empire romain sous Auguste, en particulier la perte des libertés, allait ruiner le projet de César et son rêve de créer une grande nation italo-hellénique allait être contredit par l'histoire. Mommsen ne poursuivra pas son ouvrage au-delà de la mort de César ; le tome qui devait traiter de l'histoire du principat, premiers pas du règne d'Auguste, ne verra jamais le jour.

Si Mommsen ne pardonnait pas aux empereurs romains, il ne pardonna pas davantage à Bismarck de détourner l'unité nationale de sa dimension démocratique et de priver le parlement de son pouvoir politique. Il était désespéré par l'attitude de la bourgeoisie allemande qui se satisfaisait de la puissance intérieure et de la prospérité extérieure en tirant un trait sur la liberté politique du citoyen. « J'ai toujours été un "animal politique", écrit-il dans son testament, et souhaité être un citoyen. Cela n'a pas été possible dans le cadre de notre nation, où l'individu, fût-il le meilleur, ne parvient pas à aller au-delà de l'embrigadement et du fétichisme politique. »

En tant qu'historien, Mommsen appartient entièrement à son époque. Même si nous ne pouvons plus assigner aujourd'hui, comme il l'a fait, un but à l'histoire, nous pouvons méditer ce qu'il tenait pour un des devoirs de l'historien : « Quiconque écrit l'histoire, et tout particulièrement l'histoire du présent, a un *devoir de pédagogie politique*. Il doit aider ceux pour lesquels il écrit à choisir et à définir leur attitude future face à l'Etat. »

HINNERK BRUHNS ■



Jules César
(100 ou 101-44 avant J.-C.).



Otto von Bismarck-Schönhausen (1815-1898).

MICHELET

LE PROPHÈTE

MICHELET est un homme extraordinaire.

Par sa carrière tumultueuse d'abord. Ce fils d'un artisan-imprimeur ruiné par Napoléon fut, après de brillantes études secondaires et supérieures, professeur à l'École normale supérieure (1827), chef de la section historique aux Archives nationales (1830), enfin professeur au Collège de France (1838). Sa chaire d'histoire et de morale devint, sous l'effet de son éloquence et de ses brûlantes convictions républicaines, une tribune politique qui retentit notamment de ses attaques contre les jésuites (1843) et de son indéfectible attachement à l'œuvre de la Révolution.

Sa courageuse fidélité à la deuxième République entraîne la suspension de son cours au Collège de France en 1851 et sa démission de son poste aux Archives nationales pour refus de serment à Napoléon III. Comme Victor Hugo, mais dans un exil intérieur en France, il demeure un opposant irréductible à « Napoléon le Petit ». Plus de dix mille personnes suivirent, en 1874, le convoi funèbre de celui qui n'avait cessé de ressusciter le passé pour mieux fonder un avenir de liberté pour la Nation et de fraternité pour le Peuple.

Par son œuvre immense. Elle n'est certes pas sans défaut. Michelet se voulait un historien scientifiquement irréprochable, et ses travaux s'appuyaient sur de patients dépouillements d'archives. Néanmoins, son imagination poétique l'a parfois trahi : sa vision apocalyptique de l'an mil, par exemple, est aujourd'hui unanimement rejetée par les spécialistes. Michelet est aussi pris en flagrant délit de partialité, de mauvaise foi : envers l'Église catholique, dont il fut un adversaire acharné jusque dans le passé le plus lointain ; envers la monarchie française, dont il n'a valorisé les excès de toute sorte que pour mieux négliger son bilan global. Enfin, le « pontife » d'une idéologie à la fois humanitaire et patriotique, laïque et jacobine — qui inspira, malgré lui, des envolées lyriques aux orateurs des banquets et des distributions de prix de la troisième République — nous agace aujourd'hui plus qu'il ne nous séduit.

Cependant, s'en tenir à ces critiques, c'est passer à côté de l'essentiel et ne rien comprendre à l'immense apport de Michelet : à travers sa monumentale *Histoire de France*, enfantée, de 1833 à 1869, dans « le sang, la sueur et les larmes », ce prodigieux architecte du passé a su donner un visage à la France, un corps vivant à la Nation, une voix au Peuple.

Un visage à la France. Pour Michelet — et il est probablement un des premiers à le dire —,



Jules Michelet (1798-1874).

la France est une *personne*, dont la vie matérielle et morale est conditionnée par son cadre et sa constitution géographiques. Ce n'est évidemment pas un hasard si Michelet salue la naissance de la France autour de l'an mil par un saisissant Tableau descriptif où défilent les principales provinces comme autant d'organes physiologiques nécessaires au fonctionnement harmonieux du corps social.

Un corps à la Nation. Comme Augustin Thierry et Guizot, Michelet réoriente profondément la fonction de l'histoire : à la chronique desséchée des hauts faits et des forfaits des princes et des grands, il substitue le récit épique de la naissance et du développement de la Nation française. La Nation n'est jamais perçue chez lui comme une entité abstraite et rationnelle, mais comme un être vivant et souffrant, pétri de chair et de sang, qu'on doit appréhender plus avec son cœur et son imagination qu'avec son intelligence.

Une voix au Peuple. Le fils de l'artisan, qui avait vécu de l'intérieur les heures chaudes de la Commune parisienne de 1792, a su, là encore le premier, restituer fidèlement l'écho de la fureur populaire trouant l'histoire de France d'Étienne Marcel à Danton. Personne avant lui n'avait saisi l'âme d'une époque, et notamment du Moyen Âge, de façon aussi intuitive et poétique. Certes, il identifie, parfois de façon grandiloquente, l'histoire du peuple à la Passion du Christ ; mais, le plus souvent, sa volonté de saisir dans leur interaction faits économiques, politiques, sociaux, moraux et religieux préfigure, un siècle à l'avance, les travaux de l'École des Annales, en particulier l'histoire « des mentalités » inventée par Lucien Febvre.



La France,
bronze d'Auguste Rodin
(1840-1917).

Il ne faut surtout pas enserrer Michelet dans la redingote trop rigide du professeur et de l'historien ; il est, en effet, l'égal des géants de la génération romantique de 1830 : par son ampleur démesurée, l'*Histoire de France* est sœur de la *Comédie humaine*. Par son imagination créatrice, Michelet reste le premier auteur français qui soit réellement parti « à la recherche du temps perdu... »

CHRISTIAN AMALVI ■

L'HISTOIRE RÉSURRECTION

En 1830, Michelet est nommé chef de section aux Archives nationales : un champ du passé, encore inexploré, s'ouvre à ses recherches dans une vision saisissante.

POUR moi, lorsque j'entrai la première fois dans ces catacombes manuscrites, dans cette nécropole des monuments nationaux, j'aurais dit volontiers, comme cet Allemand entrant au monastère de Saint-Vanne : « Voici l'habitation que j'ai choisie et mon repos aux siècles des siècles ! »

Toutefois je ne tardai pas à m'apercevoir dans le silence apparent de ces galeries, qu'il y avait un mouvement, un murmure qui n'était pas de la mort. Ces papiers, ces parchemins laissés là depuis longtemps ne demandaient pas mieux que de revenir au jour. Ces papiers ne sont pas des papiers, mais des vies d'hommes, de provinces, de peuples. D'abord, les familles et les fiefs, blasonnés dans leur poussière, réclamaient contre l'oubli. Les provinces se soulevaient, alléguant qu'à tort la centralisation avait cru les anéantir. Les ordonnances de nos rois prétendaient n'avoir pas été effacées par la multitude des lois modernes. Si on eût voulu les écouter tous, comme disait ce fossoyeur au champ de bataille, il n'y en aurait pas eu un de mort. Tous vivaient et parlaient, ils entouraient l'auteur d'une armée à cent langues, que faisait taire rudement la grande voix de la République et de l'Empire.

Doucement, messieurs les morts, procédons par ordre, s'il vous plaît. Tous vous avez droit sur l'histoire. L'individuel est beau comme individuel, le général comme général. Le Fief a raison, la Monarchie davantage, encore plus la République !... La province doit revivre ; l'ancienne diversité de la France sera caractérisée par une forte géographie. Elle doit reparaitre, mais à condition de permettre que, la diversité s'effaçant peu à peu, l'identification du pays succède à son tour. Revive la monarchie, revive la France ! Qu'un grand essai de classification serve une fois de fil en ce chaos. Une telle systématisation servira, quoique imparfaite. Dût la tête s'emboîter mal aux épaules, la jambe s'agencer mal à la cuisse, c'est quelque chose de revivre.

Et à mesure que je soufflais sur leur poussière, je les voyais se soulever. Ils tiraient du sépulcre qui la main, qui la tête, comme dans le Jugement dernier de Michel-Ange, ou dans la Danse des morts. Cette danse galvanique qu'ils menaient autour de moi, j'ai essayé de la reproduire en ce livre.

Jules Michelet



Couverture d'une édition populaire de l'*Histoire de France* de Michelet, publiée à Paris vers 1900.

HINNERK BRUHNS, historien allemand, est responsable du Programme franco-allemand du Centre national de la recherche scientifique et chargé de conférences à l'École des hautes études en sciences sociales (Paris). Il est l'auteur de nombreuses publications, notamment sur la ville antique, Mommsen et Max Weber.

CHRISTIAN AMALVI est conservateur à la Bibliothèque nationale depuis 1980. Auteur d'une cinquantaine de contributions à l'histoire de l'enseignement de l'histoire, à l'histoire de l'historiographie et à l'histoire des mythologies françaises entre 1789 et 1989, il a publié notamment *De l'art et la manière d'accommoder les héros de l'histoire de France : essais de mythologie nationale* (Albin Michel, Paris 1989).

BRAUDEL MAÎTRE DE L'ESPACE ET DU TEMPS

PAR un clin d'œil du destin, Fernand Braudel, comme Victor Hugo, mais à cent ans de distance, est né lorsque « ce siècle avait deux ans » et mort à quatre-vingt trois ans. Sans les conseils, en 1927, de Lucien Febvre, l'historien novateur des *Annales*, sans sa rencontre, en 1931, avec Henri Pirenne, le grand historien belge, Braudel serait peut-être devenu l'auteur d'une thèse très académique sur *Philippe II, l'Espagne et la Méditerranée*. L'influence de Lucien Febvre et des *Annales* l'incite à substituer, dans une sorte de révolution copernicienne, l'espace méditerranéen aux humeurs de Philippe II comme objet central de son étude ; à préférer l'empire des marchands vénitiens et des banquiers génois à celui de l'Espagne du Siècle d'or.

Pour appréhender sur le plan terrestre et maritime les « caractères originaux » de la Méditerranée, cette entité physique et géologique transcendante les frontières nationales, religieuses et linguistiques, pour capter dans leurs variations spatio-temporelles les différents jeux de l'activité humaine qui animent cette aire — la vie matérielle immuable, les trafics mercantiles, les péripéties de l'« histoire-bataille » —, Braudel forge une méthode d'investigation globale à l'échelle de ce cadre géographique.

C'est la célèbre décomposition du temps en trois niveaux : une histoire quasi immuable, silencieuse, *minérale*, qui mesure les rapports de l'homme avec son environnement naturel ; une histoire *sociale*, qui rythme la vie des groupes économiques, des sociétés paysannes et urbaines, des Etats nationaux, enfin, une histoire rapide, bruyante, *événementielle*, qui ride la surface des choses.

Soutenue en 1947 à son retour de captivité, publiée en 1949, cette thèse révolutionnaire par sa conception *géohistorique* de l'espace et du temps — devenue *La Méditerranée et le monde méditerranéen à l'époque de Philippe II* : ce n'est plus Philippe II qui est ici en majesté, mais la mer ! — lui ouvre les portes du Collège de France où il succède à Lucien Febvre dans la chaire d'histoire de la civilisation moderne.

Sa fameuse conception du « temps de l'histoire » exposée de façon magistrale le 1^{er} décembre 1950 lors de sa leçon inaugurale au Collège de France, trouve sa consécration, éditoriale et médiatique, dans la trilogie majeure : *Les structures du quotidien*, *Les jeux de l'échange*, *Le temps du monde* (1979). Comme pour *La Méditerranée*, mais avec des proportions infiniment plus vastes — il y évoque quasiment tous les continents —,

Fernand Braudel
(1902-1985).

En bas, portulan du 15^e
siècle représentant Gênes et
Venise, deux grandes cités
maritimes de la
Méditerranée. Bibliothèque
Marciana, Venise.



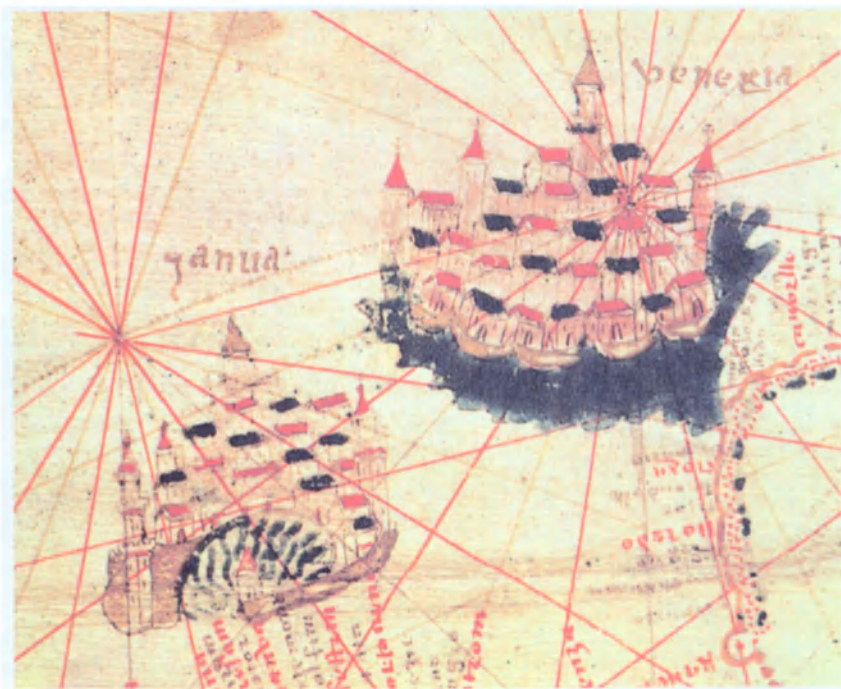
l'architecte élève un édifice à trois étages : « à la base une vie matérielle multiple, autosuffisante, routinière ; au-dessus une vie économique mieux dessinée et qui a tendu à se confondre avec l'économie de concurrence des marchés ; enfin au dernier étage, l'action capitaliste ».

Pour opérer cette prodigieuse pesée globale du monde entre la fin du Moyen Age et les débuts de la révolution industrielle, Braudel n'a pas inventé seulement une nouvelle perception du temps : la « longue durée ». Il a doté l'outillage de l'historien des instruments de recherche les plus perfectionnés, empruntés aux sciences humaines. « L'histoire elle-même, reconnaît-il, me passionne moins que ce cortège associé des sciences humaines. (...) L'histoire, pour être valable, doit être incorporée (...) aux autres sciences humaines et, de leur côté, les sciences de l'homme devraient prendre en considération la dimension historique. » Ainsi armé, Braudel ressemble à un de ces hardis navigateurs de la Renaissance qui, délaissant le cabotage de leurs devanciers, mirent délibérément le cap sur le grand large : la haute mer fut pour lui cette histoire totale que Henri Pirenne, Henri Hauser, Lucien Febvre, Marc Bloch et Ernest Labrousse, avant lui, avaient explorée et dont il dressa les premières cartes scientifiques.

Braudel fut enfin un organisateur hors pair, qui sut abriter ses expériences pionnières et celles de ses élèves dans un cadre institutionnel souple : il participe ainsi, dès 1948, à la fondation de la VI^e section de l'Ecole pratique des Hautes Etudes, dont il fit — lorsqu'il la présida de 1956 à 1972 — un foyer international de la Nouvelle Histoire. Il crée, en 1962, et administre jusqu'à sa mort la Maison des Sciences de l'Homme. Il dirige enfin, avec Lucien Febvre de 1946 à 1956 puis seul, la revue les *Annales*, qui assura efficacement la pénétration de l'histoire économique et sociale à l'Université française entre 1955 et 1965.

Paradoxalement, ce grand savant doublé d'un véritable écrivain, était plus connu à l'étranger — dans le bassin méditerranéen, cela va de soi, mais aussi en Pologne et aux Etats-Unis — que dans son propre pays. C'est seulement en 1979 que le grand public français découvre, lors de la présentation à l'émission télévisée *Apostrophes* de *Civilisation matérielle, économie et capitalisme*, le maître de l'« Ecole des Annales ». Devenu, avec Claude Lévi-Strauss et Georges Dumézil, un des derniers grands intellectuels français « panthéonisés » de leur vivant, Braudel entre à l'Académie française en 1984.

CHRISTIAN AMALVI ■



À LA CONQUÊTE DU PUBLIC

PAR CHRISTIAN AMALVI

L'HISTOIRE occupe aujourd'hui dans la société française — à l'école, au lycée, à l'université, dans les institutions de recherche et les médias — une place si importante qu'il est difficile d'imaginer qu'il n'en ait pas toujours été ainsi dans le passé. Or les faits sont là : la place éminente reconnue aux différentes fonctions de l'historien, notamment l'enseignement, ne constitue pas un droit acquis de toute éternité, mais résulte d'une histoire tourmentée. La résumer revient à distinguer, schématiquement, trois temps forts qui correspondent à des transformations profondes du paysage culturel français.

L'histoire en marge : 1660-1814

Dans l'enseignement des collèges d'Ancien régime, l'histoire n'existe que dans les marges. Et d'abord dans les marges des textes classiques : le latin, son unique instrument de diffusion, y occupe une place démesurée qui réduit l'histoire à n'être que son humble servante. Elle n'apparaît, indirectement, qu'à travers les commentaires historiques des textes classiques ; ne s'apprend que par la traduction des œuvres de Tite-Live, Salluste, César, Suétone, Tacite, Quinte-Curce, etc. Elle ne possède ni autonomie par rapport aux Belles-Lettres, ni professeurs spécialisés formés pour la faire connaître.

L'histoire est aussi dans les marges des cours : si on l'enseigne dans certains collèges, elle n'appartient pas pour autant aux programmes ordinaires : elle est, en effet, dispensée, hors des salles de classe, les dimanches, jours de congé et de fêtes.

La seule fonction pédagogique directe reconnue à l'histoire est en réalité d'ordre moral. L'histoire ancienne n'existe au fond que comme un immense réservoir d'exemples moraux à méditer. A l'époque de la Renaissance, cette conception de l'histoire est réservée aux princes qui sont censés tirer du passé des règles politiques concrètes. A la fin du 17^e siècle, elle est progressivement élargie à l'ensemble, très restreint, des classes dirigeantes : grande bourgeoisie, noblesse, haut clergé.



*Clio instruisant un jeune seigneur,
allégorie du 18^e siècle.*

Malgré la volonté exprimée par de nombreux pédagogues réformateurs de favoriser une instruction fondée sur l'histoire nationale, la bourgeoisie qui entre en révolution en 1789 connaît mieux les héros de Tite-Live et de Tacite que les grandes figures de l'histoire de France.

Le 19^e siècle, l'âge d'or : 1814-1914

Il est fréquent de lire un peu partout qu'en France le 19^e siècle — celui d'Augustin Thierry, de Michelet, de Taine et de Renan, entre autres — représente un moment exceptionnel pour l'écriture de l'histoire. C'est vrai si l'on envisage l'histoire sous l'angle intellectuel et littéraire. C'est moins vrai si l'on considère la situation des différents niveaux de l'institution scolaire (primaire, secondaire et supérieur) à la lumière des vicissitudes politiques de la France de 1814 à 1914 : l'alternance des régimes libéraux et conservateurs y eut, en effet, de profondes répercussions sur l'enseignement de l'histoire, qui a connu des fortunes diverses.

De 1814 à 1830, il connaît des débuts difficiles : à peine l'arrêté du 15 mai 1818 a-t-il fait de l'histoire une discipline obligatoire dans le secondaire qu'elle tombe en disgrâce : en 1820, après l'arrivée au pouvoir des Ultra-royalistes, plusieurs chaires d'histoire sont supprimées dans les lycées parisiens ainsi que le cours d'histoire moderne de Guizot à la Sorbonne.

La période de la Monarchie de Juillet constitue, au contraire, un premier âge d'or pour l'histoire : une vive impulsion est alors donnée à la science historique par la création, en 1834, du Comité des travaux historiques. D'autre part, Guizot nomme, dès octobre 1830, Michelet chef de la Section historique aux Archives nationales (voir article page 15) ; celui-ci est également élu en 1838 professeur au Collège de France. Enfin et surtout, ce régime s'efforce de donner à l'histoire une place grandissante dans les programmes et les horaires des lycées et collèges : depuis 1830 un concours d'agrégation d'histoire crée de quatre à six professeurs d'histoire par an ; entre 1830 et 1848 les manuels scolaires se multiplient. A la veille de la Révolution de 1848, l'histoire est désormais considérée comme une discipline de premier ordre dans le secondaire. Comment expliquer cette évolution favorable, qui ne concerne cependant pas encore l'instruction du Peuple ?

Sur un plan conjoncturel, on remarque qu'au cours de cette période deux historiens célèbres, Guizot et Thiers, se succèdent au pouvoir. Plus en profondeur, cette époque coïncide avec le mouvement romantique qui redécouvre le passé en général et le Moyen Age en particulier, de la même manière que les premiers humanistes de la Renaissance ont retrouvé l'Antiquité : comme des moments définitivement perdus.

La rupture révolutionnaire a ainsi conféré à l'histoire nationale une dimension mythique, et sa connaissance revêt, dans la première moitié du



La République (1848) du peintre français Jules Claude Ziegler (1804-1856).

19^e siècle, l'aspect d'une quête sacrée : celle des origines nationales. Enfin, sur un plan politique, Louis-Philippe d'Orléans, pour affermir un trône vacillant, n'a d'autre ressource que de solliciter l'histoire afin qu'elle présente son régime de « juste milieu » comme l'aboutissement nécessaire de toute l'histoire de France, comme le seul gouvernement capable de réconcilier l'Ancien régime et la Révolution.

Cet élan va être brisé sous l'Empire autoritaire qui reproche à l'histoire d'être une matière subversive ! Dès 1852 l'agrégation d'histoire est supprimée, Michelet est chassé du Collège de France et contraint de démissionner de son poste aux Archives nationales. Pendant plus de dix ans, l'ordre règne dans une discipline mise au pas, et il faut attendre la nomination, sous l'Empire libéral, d'un éminent historien de Rome, Victor Duruy, au poste de ministre de l'Instruction publique (1863-1869) pour voir l'histoire reprendre son rang dans les lycées et collèges, et commencer à pénétrer officiellement dans les programmes du primaire. Cependant, l'œuvre libérale de Duruy va être remise en cause après les désastres de l'« année terrible » (défaite militaire devant la Prusse en 1870, proclamation de la Commune de Paris au printemps 1871).

Un consensus se dessine sur la nécessité de diffuser dans la société tout entière une solide

connaissance du passé national pour régénérer le pays après son effondrement. Mais les divergences politiques réapparaissent dès qu'il s'agit de définir le contenu de l'enseignement de l'histoire. Les catholiques entendent réhabiliter un Moyen Âge idéalisé, présenté comme un modèle chrétien dont il faut s'inspirer pour « sauver la France ». A gauche, les républicains veulent, au contraire, privilégier l'étude des phénomènes contemporains — la Révolution et sa postérité — afin de former un citoyen éclairé, conscient de ses devoirs politiques, et d'éviter à la France le cycle infernal de la révolution entraînant la répression monarchiste ou bonapartiste. Ce programme réformateur n'a été appliqué par Jules Ferry et ses amis qu'à partir de 1880, après leur victoire sur l'« Ordre moral ».

Avec la troisième République commence pour l'histoire un second âge d'or qui va durer beaucoup plus longtemps que sous la Monarchie de Juillet. D'abord parce que les historiens disposent désormais, avec le positivisme, d'une méthode bien maîtrisée et d'un savoir parfaitement constitué. Ensuite, la République bénéficie d'une assise sociale beaucoup plus large que la frileuse monarchie orléaniste, situation favorable qui lui permet d'étendre l'influence de l'histoire à la société française tout entière.

Grâce à Ernest Lavisse et à ses inusables manuels d'histoire (notamment ceux de 1884 et de 1913), la mise en scène du passé national devient, à l'école primaire, le véhicule naturel de l'idéologie républicaine dans la France profonde, l'instrument privilégié du sacre de la Patrie, de l'Etat garant de l'unité nationale, et de la Démocratie, fille de la Révolution française, au village. D'autre part, l'enseignement supérieur cesse d'apparaître comme un lieu de conférences mondaines pour devenir progressivement le centre de formation par excellence des futurs professeurs du secondaire ainsi qu'un foyer de recherche scientifique qui s'inspire des universités allemandes. Enfin, une loi, en 1902, renforce le poids de l'histoire contemporaine dans l'enseignement secondaire afin de faire de l'enseignement de l'histoire une véritable éducation civique qui forme les élites dans le culte du progrès scientifique et social. Cet édifice, que symbolise la nouvelle Sorbonne réédifiée au cœur du vieux quartier latin de 1883 à 1901, va durer grosso modo jusqu'au tournant des années soixante, non sans subir des lézardes de plus en plus graves...

Du sacre de l'histoire positiviste au triomphe de la nouvelle histoire : 1919-1989

La situation de l'enseignement de l'histoire n'a jamais été aussi remarquable, à tous égards, qu'au 20^e siècle. Dans le primaire, c'est grâce à l'esprit patriotique insufflé par les manuels de Lavisse et de ses successeurs que le « Poilu » français a tenu dans la boue des tranchées durant quatre longues années et que la flamme de la Résistance ne s'est



pas éteinte sous la botte nazie. L'enseignement de l'histoire dans le secondaire, associé à celui de la philosophie, a également rempli la mission fixée par les réformateurs de 1902 : il a formé des élites républicaines qui ont su résister à la tentation fasciste dans les années trente et reconstruire une France démocratique après 1945. Enfin, la réforme de l'enseignement supérieur a tenu toutes ses promesses scientifiques : la grande thèse d'Etat est devenue un chef-d'œuvre positiviste qui ouvre la porte des chaires magistrales et qui témoigne

Scène de *La Chanson de Roland* (1977), film de Franck Cassenti ayant pour thème les exploits du héros de cette chanson de geste française datée de la fin du 11^e siècle.



désormais à l'étranger de la vigueur de l'école historique française. La bonne santé de l'histoire est probablement due aussi au développement constant des personnels depuis 1880.

Cependant, cette progression permanente masque les graves difficultés traversées par les différents corps enseignants. Si le manuel de l'école primaire a contribué à gagner la guerre de 14-18, les instituteurs, horrifiés devant la montée du chauvinisme, sont devenus entre 1919 et 1939 d'ardents pacifistes. D'autre part, le culte souvent naïf de la Révolution et la mise en scène caricaturale de l'Ancien régime ont longtemps provoqué la colère des populations catholiques, notamment dans l'Ouest. Si, jusqu'en 1945, l'enseignement secondaire a connu une sorte d'âge d'or, l'entrée massive des jeunes dans les collèges et lycées a remis en cause la fonction de formation des élites assignée au professeur d'histoire par la République bourgeoise et lui a substitué une mission d'éducation nationale pas toujours évidente à mettre en pratique.

D'autant qu'à partir de la fin des années cinquante, de nombreux professeurs remettent en cause un enseignement de l'histoire jugé sclérosé et s'efforcent de diffuser désormais dans les lycées la « Nouvelle histoire », largement dominée par les faits économiques et sociaux, que l'Université est en train de développer grâce aux membres de la revue « Les Annales ». Fondée en 1929 par Lucien Febvre et Marc Bloch, celle-ci entend prendre d'assaut la « Nouvelle Sorbonne » positiviste, qui privilégiait les faits politiques et militaires, et substituer à la classique « histoire-batailles » une « histoire-problèmes » accueillante aux méthodes fécondes des jeunes sciences humaines et sociales : l'anthropologie, la sociologie, l'ethnologie, les sciences économiques, la linguistique.

Grâce aux efforts de Fernand Braudel (voir

article page 16), l'Université est, au début des années soixante, conquise par l'« Ecole des Annales ». Mais ce succès prend bientôt des allures de victoire à la Pyrrhus pour l'ensemble de la profession : à partir de 1969, l'enseignement de l'histoire, qualifiée de « discipline d'éveil », à l'école primaire, est quasiment moribond. Dix ans plus tard, la tentative d'instaurer au lycée une histoire thématique, peu soucieuse de développements chronologiques, sème le désarroi parmi les enseignants et les parents. L'histoire à l'Université paraît même, à la fin des années soixante, menacée de devenir une annexe des sciences sociales, notamment de la sociologie, alors dominée par le marxisme et le structuralisme.

Vingt ans après, le redressement de l'histoire est spectaculaire : une vigoureuse campagne de presse menée par Alain Decaux, — devenu, grâce à ses performances télévisuelles, une sorte d'instituteur national — a redonné à l'enseignement de l'histoire à l'école primaire une âme. Dans le secondaire, les erreurs de certaines réformes ont été gommées. Enfin, l'« histoire des mentalités » prend la suite d'une histoire économique essoufflée et, en renouant avec les intuitions pionnières de Michelet, rend à l'« Ecole des Annales » une seconde jeunesse. Mieux : alors que les sciences sociales et humaines, hier hégémoniques, sont aujourd'hui en crise, l'histoire, qui a su trouver un fragile équilibre entre tradition et modernité, affiche une tranquille sérénité. Les historiens, hier claquemurés dans leur bibliothèques et leurs dépôts d'archives, s'affichent aujourd'hui dans les médias. Dans une société qui entre dans l'avenir en se tournant vers le passé, ils cultivent le goût des racines historiques et du patrimoine archéologique. Ces professionnels du passé n'en finissent plus d'enseigner, de récrire et de réinterpréter, parfois dans « le bruit et la fureur », l'histoire de France et des Français.

Détail d'une fresque murale de la Sorbonne (Paris), due à François Flameng (1856-1923) et représentant des historiens français du 19^e siècle. De gauche à droite, Quinet, Villemain, Guizot, Michelet, Cousin et Renan.

mondes anciens et mondes

Deux cas extrêmes : l'Inde d'un côté, terre de très ancienne civilisation, les Etats-Unis de l'autre, continent nouveau, « sans passé », où vient se déployer la certitude de l'élection puritaine. Deux rapports au temps, aussi, diamétralement opposés. Et entre les deux, tous les cas intermédiaires. Avec une évidence commune : « Une nation ne peut être qu'au prix de se chercher elle-même sans fin » (Braudel).

Vue d'ensemble de la capitale de l'Empire aztèque, Tenochtitlán, la future Mexico, au début du 16^e siècle.





Têtes de style Gupta tardif (5^e- 6^e siècle) venant d'Akhnour, dans la région de Jammu (Cachemire).

DE L'ÉPOPÉE À L'HISTORIOGRAPHIE

PAR CLAUDE MARKOVITS

L'INDE a-t-elle une histoire ? Cette question n'a cessé d'agiter les historiens. En particulier pour ce qui concerne la longue période qui va des invasions aryennes à l'arrivée des musulmans au 12^e siècle. Pour cette période, où naît et s'épanouit la civilisation hindoue, on dispose de deux types de source : d'une part des textes normatifs, comme les Veda, et des épopées, de l'autre des documents archéologiques.

Mais la corrélation entre les deux se heurte à d'inextricables difficultés. Certains savants se prononcent résolument pour la non-historicité des épopées, dans lesquelles ils voient des événements purement mythiques et sans fondement historique. Ils soulignent le flou des notions géographiques qu'on y trouve éparses et les grandes incertitudes qui demeurent sur leur datation. Toute une école de savants indiens voit, au contraire, dans les résultats de certaines fouilles récentes une confirmation de l'historicité des événements épiques.

C'est là en fait une querelle de nature philosophique. Déjà Hegel proclamait la non-historicité de la civilisation indienne. Soulignant que le « temps qui s'est écoulé avant l'apparition de l'histoire écrite (...) fut sans histoire objective parce qu'il n'a laissé aucune histoire subjective, aucun récit historique », le philosophe allemand attirait l'attention sur le contraste entre l'Inde, « ce pays si riche en œuvres spirituelles très profondes », et la Chine qui « possède une histoire remarquable, remontant aux temps les plus reculés ».

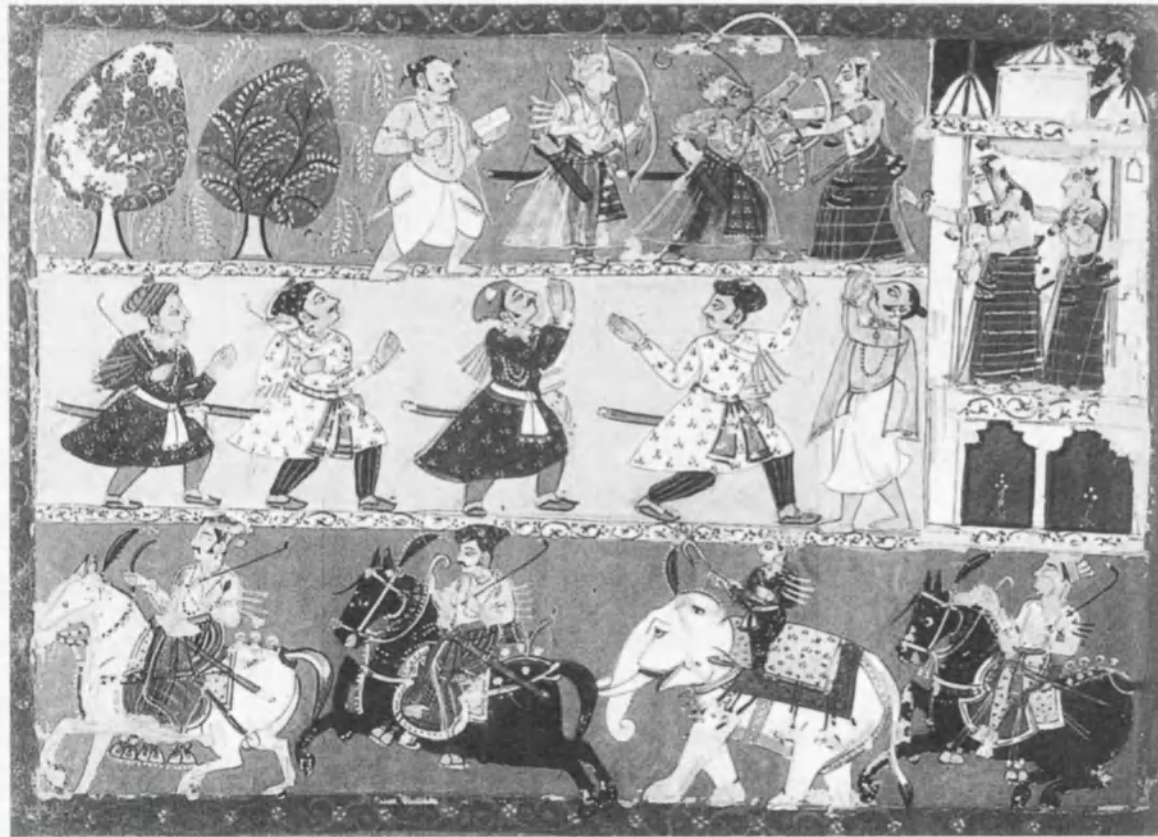
Cette absence d'écrits historiques dans l'Inde ancienne est un fait indéniable. A l'exception de la chronique du Cachemire, on ne trouve, avant la conquête musulmane, aucun texte de nature historique. A partir de la fin du 12^e siècle apparaît une historiographie de cour à la gloire des souverains musulmans. Ferishta, l'historien du Deccan, en est le représentant le plus illustre. Encore ce genre importé, en langue persane, a-t-il un rayonnement limité.

Les débuts

La naissance d'une historiographie à prétention scientifique est liée à la conquête britannique du pays, commencée en 1757 et achevée pour l'essentiel en 1818. Mais c'est un genre hérité du dehors, qui ne sera pratiqué que par les colonisateurs, au moins jusque vers 1830.

Sir William Jones (1746-1794), qui fonde en 1784 l'Asiatic Society de Calcutta, jette les bases

Illustrations du *Ramayana*, grand poème épique sanskrit relatant les faits héroïques de Rama. Ecole de Malwa, 17^e siècle.



Plaque en caractères brahmi du roi Salankayana Nandivarman II. Cuivre provenant de Pedavegi (4^e siècle).



Prince rendant hommage à Babour (1483-1530), premier souverain moghol de l'Inde. Miniature de la fin du 16^e siècle.

CLAUDE MARKOVITS est chargé de recherche au Centre national de la recherche scientifique. Il est notamment l'auteur de *Indian Business and Nationalist Politics 1931-39* (Cambridge University Press, 1985).

d'une chronologie de l'Inde ancienne. Les membres de cette société appartenaient généralement à l'élite dirigeante britannique. Juges ou administrateurs, leur curiosité pour l'Inde et les choses indiennes n'était pas entièrement innocente : mieux connaître le pays pouvait servir à mieux le dominer. Mais, attachés à l'esprit des Lumières, ils cherchaient aussi à connaître l'une des grandes civilisations de l'humanité. Ils admiraient la culture de l'Inde ancienne tout en la jugeant inférieure à la Grèce classique — modèle de la perfection pour les Européens de cette époque.

L'attaque la plus violente contre la civilisation de l'Inde fut lancée par James Mill (1773-1836), philosophe radical et utilitariste (père du célèbre John Stuart Mill). Première tentative de synthèse du passé indien, son *History of British India* (1817) eut un retentissement et une influence considérables.

Haut fonctionnaire de l'« East India Company » à Londres, n'ayant jamais mis les pieds en Inde, Mill travaillait de seconde main. Dédaigneux des faits, il voyait dans l'histoire une branche de la philosophie et se gaussait de la crédulité des « orientalistes ». Les anciens textes hindous ? Pure affabulation n'ayant aucune valeur comme source historique — attitude qu'on retrouve, aujourd'hui encore, chez certains indologues. L'Inde d'avant la conquête musulmane ? Une succession monotone de despotismes aussi barbares les uns que les autres, appuyés sur « la superstition la plus énorme et la plus effrayante ». La période musulmane ? A peine un léger progrès sur les âges obscurs de l'hindouisme. L'histoire de l'Inde commence véritablement avec l'arrivée des Européens et en particulier des Anglais...

Mill n'a rien apporté à la recherche historique sur l'Inde, mais il a influencé des générations

d'historiens. Sa division tripartite — périodes ancienne (hindoue), médiévale (musulmane) et moderne (britannique) —, quoique dépassée depuis longtemps, subsiste dans les manuels. Par ses attaques contre les orientalistes, il contribuera également à canaliser les études historiques vers l'époque moderne, les temps antérieurs devenant la spécialité d'un cercle restreint d'érudits.

Ainsi d'importantes découvertes, comme le déchiffrement de l'écriture brahmi en 1833 par James Prinsep (1799-1840), ne rencontreront-elles qu'un faible écho. Un divorce s'instaure entre recherches orientalistes et ouvrages historiques dans lesquels des auteurs anglais s'intéressent surtout à l'histoire de leurs compatriotes en Inde.

Mountstuart Elphinstone (1799-1859), par sa connaissance du terrain, par son ouverture d'esprit à la culture indienne, marque une nouvelle étape. Dans son *History of Hindu and Muhammedan India* (1841), il donne la première chronologie d'ensemble plausible de l'Inde ancienne — encore valable aujourd'hui dans ses grandes lignes — et inclut pour la première fois l'Inde du Sud, région jusqu'alors négligée.

L'éveil nationaliste

La période suivante voit à la fois l'apogée de l'école historique impérialiste et les débuts d'une historiographie nationaliste indienne. Les premiers historiens autochtones, tel un Raja Sivaprasad, auteur de *Itihās Timir Nasak* (1866) en hindi, utilisé comme manuel dans les écoles d'Inde du Nord, se montrent très sévères envers leur propre société.

Mais, dès les années 1870, une réaction anti-occidentaliste s'esquisse, en particulier au Maharashtra. Des intellectuels, pamphlétaires ou écrivains, influencés par l'exemple des nationalismes européens, déplorent l'absence d'une tradition historiographique nationale. Le grand écrivain bengali Bankimchandra Chatterjee (1838-1894) exalte le passé hindou du Bengale à travers le roman historique. Déjà le problème « communal », la question des rapports entre Hindous et Musulmans, influence l'écriture de l'histoire.



Les funérailles de Gandhi (1948).

Cortège officiel lors d'une audience solennelle (« durbar ») tenue à Delhi. Illustration d'un journal français (1903).



C'est à partir de 1910 que fleurit véritablement l'école historique nationaliste. Ses représentants appartiennent en nombre croissant à l'université en pleine expansion. H.C. Raychadhuri, K.P. Jayaswal, R.K. Mookerji et H.C. Ojha s'intéressent à l'Inde ancienne. Ils s'efforcent de combattre la thèse hégélienne de la non-historicité de l'Inde, en étudiant, en particulier, le développement des institutions politiques. Même si leurs travaux ne répondent pas toujours aux exigences scientifiques de l'histoire telle qu'on l'entend de nos jours, leur rôle dans l'éveil d'une conscience nationale indienne n'est pas négligeable.

Le plus grand historien indien de son pays, Jadunath Sarkar (1870-1958), est connu surtout pour ses travaux sur la fin de la période mogole et sur les Marhattes. Ses ouvrages, d'une immense érudition et d'une écriture étincelante, sont encore fort lus.

Depuis les années 1960, l'historiographie de l'Inde s'est rapprochée des autres sciences sociales. Le milieu des historiens connaît régulièrement de grandes controverses. Ce bouillonnement témoigne de la vitalité d'une discipline dans un pays qui entend désormais, de toute évidence, apporter consciemment sa contribution propre à l'histoire de l'humanité. ■

INDONÉSIE

RASSEMBLER LES FILS DU TEMPS

PAR DENYS LOMBARD



Temple de Besakih à Bali.

DANS l'Archipel insulindien, ce n'est qu'à partir des 15^e-16^e siècles, avec l'islam, que s'est imposée, lentement et partiellement, la notion d'un temps « prométhéen », linéaire, orienté et régulièrement réparti (en malais *waktu*, de l'arabe *wakt*).

Si bien que fonctionnent aujourd'hui dans cette région, parallèlement, deux conceptions différentes du temps. D'une part, un temps historique, attesté dans certains traités malais dès le 17^e siècle, dans lesquels il est fait état d'événements datés et, surtout, d'un destin collectif de la communauté musulmane. Ce temps, homogène et neutre, est rythmé seulement par les grandes fêtes du calendrier musulman. D'autre part, un temps anhistorique, immobile, où les jours se répartissent selon un système classificatoire traditionnel, encore bien attesté à Java et à Bali. Chaque moment, loin d'être neutre, y a une densité particulière ; ce n'est que par de savants calculs que

l'on parvient à en déceler la tonalité, essentielle pour qui veut entreprendre quelque action importante.

Cette dualité est essentielle si l'on veut comprendre la façon dont la notion d'histoire (*sejarah*) s'est formée. Disons, pour simplifier, que la première conception a donné naissance aux *hikayat* ou histoires malaises et que de la seconde sont issues les *babad* ou chroniques javanaises.

Les principes de l'historiographie coloniale

Les colons hollandais apportèrent avec eux deux éléments, à coup sûr positifs : d'un côté, l'idée d'un temps orienté, qui ne pouvait que renforcer celui des *hikayat*, de l'autre, une prédilection pour l'étude systématique des textes. Mais leur vision dénotait, forcément, une perspective européoctriste. *Oud en Nieuw Oostindien*, rédigée au début

du 18^e siècle par un pasteur, François Valentyn, présentait l'histoire de l'Archipel et de l'Asie en fonction de la geste batave et des progrès de la Compagnie de commerce hollandaise. Cette double approche, fondée à la fois sur le respect « scientifique » du document et le cynisme inconscient du colon européen, ne fit que s'intensifier aux siècles suivants.

Il faut porter au crédit de la quête philologique, la recherche des manuscrits — malais, javanais, balinaï, bugis et autres —, l'étude des inscriptions sur pierre et sur cuivre, et, en général, l'intérêt pour tous les monuments du passé indo-javanais.

En revanche, il faut inscrire sous le signe de l'eurocentrisme la plupart des études de synthèse qui voient le jour parallèlement et qui se cristallisent sur la période indianisée et la période de la conquête batave. Deux grands thèmes s'en dégagent qui vont apparaître comme complémentaires. D'une part, l'importance de l'influence indienne, limitée à Java et à Bali, mais foncièrement bénéfique, créatrice de grands royaumes, comme celui de Mojopahit à Java aux 13^e-15^e siècles, ainsi que d'un art classique fascinant. De l'autre, le rôle essentiel de la Compagnie, à qui seule revient le mérite d'avoir réuni en un grand ensemble politique les îles éparpillées de l'Archipel.

Ainsi le rôle des sultanats côtiers des 15^e-17^e siècles se trouve-t-il systématiquement gommé et si l'on parle de l'islam, c'est pour en dénoncer les effets délétères.

La réaction des premiers nationalistes

Les jeunes nationalistes vont chercher à s'approprier les armes intellectuelles des Européens pour les retourner contre eux. Ils comprennent assez vite l'intérêt qu'ils peuvent avoir à récupérer le glorieux passé que les philologues viennent de leur rendre. Ils auront pourtant fort à faire avant de forger l'histoire nationale dont ils ont besoin, pour fonder l'Etat indépendant dont ils rêvent. Non seulement l'idée même d'un destin historique commun est loin d'être admise par tous, mais les éléments qu'ils peuvent trouver dans les manuels hollandais ne leur facilitent pas toujours la tâche.

Les premiers signes de la prise de conscience apparaissent dès la fin du 19^e siècle, et tout particulièrement en milieu javanais. Ce sens de l'héritage culturel s'exprime encore plus nettement chez les membres du « Budi Utomo », association fondée en 1908 par quelques Javanais désireux de renouer avec leurs traditions. En 1911, le docteur Radjiman, natif de Yogya, qui avait pris une part active à la création de ce mouvement, déclarait devant un public hollandais qu'il ne pouvait être question d'occidentaliser les Javanais : « A détacher de façon violente l'indigène de son passé, on fait de lui un déraciné, un déclassé, perdu entre deux civilisations. »

Cette attitude se précisa en 1935, à l'occasion de la polémique suscitée par Sutan Takdir Alisjahbana, qui rejetait toute nostalgie du passé et

pensait qu'il fallait, avant tout, chercher à imiter l'Occident afin de le rattraper. Le professeur Purbatjaraka, natif de Surakarta, qui avait été l'un des premiers à faire sienne la méthode philologique introduite par les Hollandais, insista plus que tout autre sur l'importance du passé : « Ce n'est que lorsque nous connaissons le déroulement de notre histoire depuis les temps les plus reculés, que nous serons à même d'organiser véritablement notre avenir. »

Quant à Sanusi Pane, originaire de Sumatra mais fortement séduit par la culture javanaise, et qui devait écrire en 1943-1945 la première histoire d'Indonésie, il alla plus loin encore, en critiquant la soif de nouveauté de Sutan Takdir et en prônant l'exemple du sage Arjuna, héros du *Mahabharata*, qui préfère les valeurs spirituelles, par contraste avec le Faust des Occidentaux, qui n'hésite pas à vendre son âme pour acquérir plus vite les biens matériels.

Le théoricien qui eut alors une conscience aiguë du problème fut sans doute le Javanais Suwardi Surjaningrat, plus connu sous le nom de Ki Hadjar Dewantara (1889-1959). « Nous vivons, écrivait-il en 1929, comme les clients d'un hôtel appartenant à d'autres, qui ne cherchent ni à

La flotte de la Compagnie des Indes orientales dans la baie de Batavia, ancienne capitale des Indes néerlandaises. Au premier plan, un marchand hollandais et sa femme. Tableau d'Albert Cuyp (1620-1691).



améliorer, ni à aménager la maison où ils habitent, parce qu'ils n'ont pas le sentiment qu'elle est à eux. » Consterné par cette passivité, il souhaitait rendre d'abord à ses contemporains leur dignité et leur identité ; il n'était pas a priori hostile à l'Occident, mais pensait qu'il ne pourrait y avoir association que si les Indonésiens pouvaient définir leur culture nationale.

L'histoire à l'époque soekarnienne

Lorsque l'on sait le prix que ces nationalistes attachaient à l'identité culturelle (*kepribadian*), on peut s'étonner de voir que la période soekarnienne n'ait pas donné lieu à la rédaction d'une histoire vraiment nationale. « Il ne faut oublier l'histoire sous aucun prétexte » aimait à répéter Soekarno, mais les efforts entrepris à l'époque pour rédiger un manuel général se heurtèrent à de nombreuses divergences et n'aboutirent pas.

DENYS LOMBARD, historien français, est directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales (Paris). Spécialiste du domaine insulindien, coéditeur de la revue interdisciplinaire « Archipel », il est l'auteur de *Le sultanat d'Aceh* (École française d'Extrême-Orient, 1967) et d'une étude sur l'histoire de Java, en trois volumes, à paraître cette année aux éditions de l'École des hautes études en sciences sociales.



Détail d'un bas-relief de Prambanan, l'un des plus vastes et des plus beaux ensembles de l'art de Java centrale (fin 9^e - début 10^e siècle).

Ce qui frappe dans l'œuvre de Muhammad Yamin, dont les nombreux travaux peuvent parfois donner l'impression d'avoir été ceux d'un historien officiel, c'est la fascination pour l'histoire javanaise. Dès 1945, il consacre un essai à Gajah Mada, grand ministre du roi Hayam Wuruk (14^e siècle) et rassembleur des terres indonésiennes autour de Java et de son centre d'alors, Mojopahit. Surtout, il cherche à utiliser les données de l'épigraphie ou de la philologie pour stimuler la fierté de ses compatriotes et pour justifier les revendications politiques de son gouvernement.

Parallèlement à cette recherche individuelle, il faut signaler le grand mouvement collectif d'héroïsation. Les récentes victimes de l'arbitraire hollandais et ceux qui à quelque moment du passé s'étaient opposés à la Compagnie devaient être réhabilités et pouvaient accéder au rang de *pahlawan*, c'est-à-dire de héros, local ou national. Leurs noms servirent notamment à rebaptiser un bon nombre de rues. Le phénomène fut général et à Java comme ailleurs, chaque région consacra ses propres héros. On s'occupa de leur trouver une iconographie ; on leur rédigea une biographie et parfois même, on restaura leur tombeau, réel ou supposé, qui devint le lieu d'un actif pèlerinage civique. Les autorités établirent à partir de 1959 une liste officielle de héros nationaux.

Mentionnons, à côté de cet énorme effort hagiographique, les reconstitutions historiques dues à des idéologues considérés comme progressistes. De ces intellectuels qui se voulaient marxistes, on aurait pu attendre une analyse historique plus poussée, les premiers linéaments d'une histoire sociale, mais il ne semble pas que cela ait été vraiment le cas. Le *Madilog* (acronyme de *Materialisme-Dialektika-Logika*) rédigé par Tan Malaka en 1942-1943, peu après son retour d'exil, première vision dialectique de l'histoire indonésienne, à la périodisation simple pour ne pas dire simpliste, tient plus de l'utopie que de l'analyse

marxiste. Démonstration moins poétique et plus historique, dans la mesure où l'on y trouve des références précises à l'épigraphie ou aux chroniques javanaises, le manuel rédigé par D. N. Aidit en 1957, à l'intention des écoles du Parti communiste, et intitulé *Société indonésienne et révolution indonésienne*, n'en apparaît pas moins comme un maquillage pur et simple de la vision importée d'Occident. L'instrument marxiste, au lieu de stimuler une véritable analyse en profondeur de la société et de conduire à une périodisation originale — en mettant par exemple en relief l'essor du commerce dans les sultanats des 16^e et 17^e siècles, ou encore le développement de l'économie des plantations au 19^e siècle — vient s'émousser sur la chronologie coloniale et se contente d'en rebaptiser les étapes.

L'histoire et l'Ordre nouveau : de 1966 à nos jours

L'Ordre nouveau fit un effort pour s'inspirer des méthodes historiques mises au point en Occident. Le vieux projet d'histoire nationale fut relancé et on eut soin de préparer par de nombreux séminaires la lente élaboration du *Manuel* en six volumes qui devait paraître en 1975. Le séminaire tenu à Yogyakarta en août 1970 annonce déjà la périodisation qui sera celle de l'ouvrage définitif : préhistoire, période indianisée, 16^e-18^e siècles, 19^e siècle, 1900-1942, depuis 1942. Pour discutables qu'il soit, ce découpage a le mérite, entre autres, de réintégrer dans l'histoire nationale la pré- et la protohistoire, considérées désormais comme des périodes formatives essentielles avant que n'intervienne l'indianisation. Il rend aussi son importance à la période 16^e-18^e siècles, qui n'est plus considérée seulement comme coloniale, mais, au contraire, comme essentiellement marquée par l'islam et la formation des sultanats.

L'historiographie connaît alors une nette évolution. On prend en compte les histoires régionales : toute une série de séminaires locaux permettent, au niveau provincial, de susciter la collaboration des érudits et de les mettre en rapport avec les historiens proprement dits. On observe une relative ouverture de ceux-ci envers les archéologues, bien que ces deux disciplines restent encore enseignées de façon distincte à l'université ; le discours hagiographique se tempère quelque peu au contact des simples faits. Apparaît lentement un comparatisme sud-asiatique, prometteur dans la mesure où il permet un dépassement des préjugés nationalistes.

Il faut aussi remarquer que certains groupes sociaux, qui ne s'en étaient guère souciés auparavant, adoptent une perspective historique, en particulier l'armée, qui a désormais ses propres services historiques et ses musées, les églises — protestante et catholique —, les Instituts islamiques d'Etat enfin, qui se sont mis à préparer une histoire de l'Indonésie du point de vue musulman. Si la vieille hagiographie n'a perdu aucun de ses droits, toutes ces innovations vont dans le sens d'une histoire linéaire et d'une lente progression vers ce que nous avons appelé le temps historique. ■

MEXIQUE

Y A-T-IL UN DESTIN EN HISTOIRE ?

PAR MIGUEL LEÓN-PORTILLA

LA réflexion des Mexicains sur leur identité et leur destin est toujours allée de pair avec une volonté tenace de sauver la mémoire des grands événements touchant la communauté. Dès la période précolombienne, s'affirme un certain regard de la société sur elle-même pour lutter contre l'oubli. La connaissance du passé était indispensable aux anciens prêtres et devins pour prédire la destinée grâce à leurs calculs astronomiques. Ce souci d'interpréter et de consigner l'histoire des hommes et des dieux est attesté par mille vestiges archéologiques qui jalonnent les vingt siècles précédant l'arrivée des Espagnols en 1519. Les stèles dites des *Danzantes* de Monte Albán, dans la vallée d'Oaxaca, constitue la plus ancienne chronique connue du Nouveau Monde (600-300 avant J.-C.), avec son décompte des années et des jours, ses noms de lieux, de rois et d'autres grands personnages.

Deux stèles des *Danzantes* (danseurs), de style olmèque, vers 300 avant J.-C. Cité précolombienne de Monte Albán, au Mexique.

L'histoire du peuple, ou plutôt des peuples qui se sont succédé sur la terre du Mexique a connu des fortunes diverses. Des périodes d'élan créateur ont alterné avec celles de crise et d'affrontement, allant jusqu'à la disparition brutale de populations et de civilisations entières. La mémoire de ces événements se perpétue dans d'innombrables inscriptions sur les monuments, mais aussi dans les mythes et les légendes transmis par la tradition orale.

La plus grande et la plus tragique confrontation qu'ait connue la civilisation précolombienne a été relatée par certains de ses acteurs, à commencer par Hernán Cortés lui-même dans ses *Cartas de Relación (Lettres)* ou par le conquistador et chroniqueur Bernal Díaz del Castillo dans son *Historia verdadera de la Nueva España (Histoire véritable de la conquête de la Nouvelle-Espagne)*. Mais les vaincus aussi ont laissé témoignage. Un manuscrit de 1528



conservé à la Bibliothèque nationale relate en nahuatl (langue aztèque) ce que fut ce terrible traumatisme pour les Indiens :

Tout cela s'est vraiment passé sous nos yeux, nous l'avons vécu dans la stupeur, dans l'angoisse d'un sort triste et lamentable. Le sol est jonché de dards brisés, les cavaliers sont partout, nos maisons n'ont plus de toit et leurs murs sont rouges [de sang]. L'eau aussi est rouge, comme si on l'avait teinte, et quand on la boit, elle laisse un goût de salpêtre. Nous frappions du poing les murs d'argile et notre héritage n'était plus qu'un filet déchiré. Nous nous abritions derrière les boucliers, mais ils ne pouvaient suffire à défendre notre solitude...

Début d'une nouvelle histoire

Cette évocation de la chute tragique de la capitale des anciens Mexicains contraste avec la description, non moins étonnante, qu'en donne Bernal Díaz del Castillo, lors de sa découverte par les conquistadors :

Nous vîmes les trois voies qui pénètrent dans Mexico (...) Nous remarquâmes l'eau douce provenant de Chapultepec, où s'alimentent les habitants (...) Nous observâmes que dans toutes les maisons de cette grande ville, comme dans toutes les autres villes bâties sur l'eau, on passait d'une maison à l'autre par un système de ponts-levis. Nous contemplions les temples et sanctuaires bâtis en forme de châteaux et de forteresses, d'une blancheur admirable (...) Nous sommes allés voir la grand-place où se pressait une multitude (...) Parmi nous, des soldats avaient déjà beaucoup voyagé dans le monde, à Constantinople, à Rome et dans toute l'Italie : jamais, dirent-ils, ils n'avaient vu une place aussi bien proportionnée, aussi harmonieuse, aussi vaste et populeuse...

Ce récit, où alternent les voix du vainqueur et du vaincu, témoigne d'une grandeur disparue et annonce un nouveau destin. Comment écarter

de la recherche de notre identité cette rencontre de deux peuples, à l'origine de tant de discordes et de heurts, mais d'où naît notre visage métissé ?

Les chroniques et témoignages sur les trois siècles d'histoire de la « Nouvelle-Espagne » se comptent par centaines. Leurs auteurs voulaient rendre compte des bouleversements auxquels ils assistaient. Avec l'aide d'Indiens assez âgés pour avoir vécu la Conquête ou assez jeunes pour être ses disciples, un homme hors du commun, le moine Bernardino de Sahagún, a pu sauver un ensemble de témoignages inestimables sur la période précolombienne. Parallèlement, des autochtones comme Tezozómoc et Chimalpahin, ont écrit dans leur langue — nahuatl, aztèque, ou maya du Yucatán — pour que leur histoire ne soit pas perdue.

Ainsi l'identité mexicaine se précisait-elle peu à peu. Mais ceux qui cherchaient à en préciser les contours étaient confrontés à des images variées et parfois contradictoires. Pour certains, le vieil héritage précolombien était bel et bien mort. D'autres prédisaient un destin prodigieux à ce qu'ils appelaient la « Nouvelle-Espagne ». De toute façon, un brassage avait lieu entre les descendants des Aztèques, des Mayas, des Zapotèques, etc., et les arrivants de plus en plus nombreux — esclaves africains, Espagnols de toutes origines, aventuriers venus de tous les coins du Vieux Monde.

La réaffirmation de l'identité

Mais la volonté de mieux cerner la nature profonde de cette identité et d'en tirer des leçons pour l'avenir va donner naissance à de nouvelles exigences historiographiques. Un exemple éloquent en est l'*Historia antigua de México (L'histoire antique du Mexique)* du jésuite mexicain François Xavier Clavijero (1731-1787). Aussitôt traduit en plusieurs langues, cet ouvrage proposait au monde la première histoire culturelle du pays jusqu'à l'arrivée des Espagnols. L'auteur soulignait l'importance de cet ancien patrimoine : le seul moyen pour les Mexicains de se réconcilier avec eux-mêmes était de l'assumer, d'accepter leurs racines pour mieux affronter un avenir gros de changements.

Ce que prévoyait Clavijero ne tarda pas à se vérifier : le Mexique accéda à l'indépendance politique en 1821. Certains de ceux qui combattirent pour l'indépendance ont précisé par écrit le sens qu'ils donnaient à cette révolution, annonciatrice de profonds bouleversements politiques, socio-économiques et religieux.

L'historiographie mexicaine recueille alors des témoignages contradictoires, à l'image des buts poursuivis par leurs auteurs. Les libéraux se battaient pour renforcer les institutions républicaines ; les nostalgiques du passé rêvaient d'un système monarchique. La réflexion historique porta sur tous les conflits du nouvel Etat, tenta de résoudre tous les grands problèmes et d'expliquer toutes les tragédies.

Partisans de Zapata (1931),
tableau de José Clemente
Orozco (1883-1949).





En 1847-1848, le Mexique entra en guerre avec les Etats-Unis et perdit la moitié de son territoire. Les luttes intestines des années suivantes suscitérent le désir chimérique d'un nouvel empire. Alors se jouèrent, aux confins du drame et de l'épopée, les destins de Maximilien, soutenu par la France, et de Benito Juarez, appuyé par le peuple mexicain. L'histoire de ces années-là, écrite parfois dans le sang, pose toujours la même question lancinante : qui étions-nous, qui sommes-nous et qu'allons-nous devenir ?

L'historiographie dans le Mexique contemporain

Le dernier grand soubresaut de l'histoire du Mexique est la révolution des années 1910. Ses protagonistes sont devenus des personnages de légende connus du monde entier : Francisco Madero, Emiliano Zapata, Venustiano Carranza, Pancho Villa... Cette révolution marque aussi une prise de conscience. La quête de la réalité mexicaine prend une nouvelle dimension, dans les arts plastiques, la littérature et la musique, mais également dans l'histoire et l'anthropologie. A partir des années vingt, les grands peintres « muralistes » — Orozco, Rivera, Siqueiros — font du passé et

Cortés arrivant à Vera Cruz en 1519, détail d'un ensemble de peintures murales de Diego Rivera (1886-1957) illustrant la conquête du Nouveau Monde par les Espagnols. Palais national, Mexico.

du présent le thème privilégié de leur art. Dans le même temps, les nouvelles générations d'historiens, de sociologues et d'anthropologues, mieux informés et mieux préparés à leur tâche, concentrent leurs efforts sur ce thème obsédant : l'identité et le destin du Mexique.

Aujourd'hui, les historiens professionnels, mexicains ou non, qui se penchent sur l'histoire du Mexique, représentent des écoles et des idéologies différentes. Même si l'on perçoit, ici ou là, des accents nationalistes, leurs travaux sont toujours d'une haute exigence professionnelle — le fait vaut d'être souligné. On s'intéresse aujourd'hui aux trois grandes étapes de l'histoire mexicaine : les racines précolombiennes, le métissage culturel et les réalités d'un pays indépendant. Si la capitale abrite les principaux centres d'études historiques, on en trouve aussi dans divers Etats, et jusque dans les régions les plus reculées. Cet essor de l'historiographie s'est accompagné d'une plus grande ouverture : des historiens étendent désormais leur champ de recherche au-delà de ce qui est spécifiquement mexicain.

Fidèles à la sagesse de leurs ancêtres indigènes, les Mexicains estiment qu'un peuple qui réfléchit sur son identité historique, donne un sens à son présent et maîtrise mieux son destin. ■

MIGUEL LEÓN-PORTILLA est ambassadeur, délégué permanent du Mexique auprès de l'Unesco. Professeur émérite de l'Université nationale autonome de son pays, il est l'auteur de nombreuses publications, traduites en plusieurs langues, sur les cultures précolombiennes du Mexique.

UNE CERTAINE IDÉE DE L'AMÉRIQUE

PAR OLIVIER ZUNZ

LES Américains, a-t-on souvent remarqué, vivent leur histoire comme si elle avait été tracée d'avance — le futur n'étant que l'occasion d'améliorer des institutions bien établies. L'idée maîtresse ancrée dans la conscience nationale est celle du caractère exceptionnel de l'expérience américaine. Comme Daniel Webster, orateur et homme politique, le soulignait en 1826 devant la Chambre des représentants : « Quel que soit le savoir européen ; quels que soient le génie de l'Europe, les produits de son imagination, et les plaisirs et améliorations qui en dérivent ; quels que soient le raffinement et le caractère brillant de la culture européenne et le plaisir qu'en tire la société, tout ceci est offert au peuple américain avec l'avantage supplémentaire de pouvoir vraiment ériger un édifice gouvernemental suivant des principes de liberté et de simplicité, sans avoir à abolir des institutions qui, bien qu'antiques, sont toujours le conservatoire des préjugés ainsi qu'au service d'intérêts particuliers, et ne peuvent pas être abolies sans conflit. »

Les historiens américains continuent, jusqu'aujourd'hui, de cerner ce qui rend leur histoire exceptionnelle. Ils poursuivent, dans cette perspective, un débat toujours recommencé sur les rôles respectifs du consensus et des conflits — sur ce qui unit les Américains et ce qui les sépare.

Les historiens progressistes du début du siècle ont voulu, en quelque sorte, « démocratiser » l'histoire du pays. Contestant l'acceptation traditionnelle du consensus américain, ils ont mis l'accent sur la dynamique des conflits internes. Frederick Jackson Turner voyait le caractère américain naître des tensions entre la côte et la frontière ; Arthur M. Schlesinger, entre les villes et la campagne ; Charles Beard, entre les classes sociales.

Mais la génération des historiens écrivant après la Seconde Guerre mondiale est revenue au consensus. En redécouvrant Tocqueville, l'auteur de *De la démocratie en Amérique* (1835-1840), les historiens des années cinquante ont cherché à définir ce qui unifiait les Américains. Louis Hartz, par exemple, répondait à la fameuse question de Sombart, « Pourquoi n'y a-t-il pas de socialisme aux Etats-Unis ? », en soulignant l'absence de



vieilles contraintes féodales, la faible dynamique des classes dans la nouvelle nation, et, par conséquent, la souplesse d'un système social à la fois ouvert et unificateur.

Peu satisfaits par ces généralisations, trop théoriques à leurs yeux, les historiens des vingt dernières années ont voulu explorer un maximum de situations concrètes. Avec l'élargissement de la discipline historique, le concept de caractère national a perdu pour un temps sa valeur explicative — la logique des nouveaux champs d'étude (histoire de la famille, du travail, histoire urbaine, etc.) permettait de se dispenser d'un lien unificateur. L'opposition consensus/conflit apparaît aujourd'hui trop simple. Le cadre national est devenu inadéquat pour comprendre de grands sujets comme l'économie de l'esclavage, les systèmes de migrations ou le développement du capitalisme industriel. Mais les idées clés ne meurent pas facilement ; cette notion de caractère national, modifiée, jouit d'un certain regain. Elle correspond à un schéma mental profondément ancré dans la vie américaine. Quelle est son histoire ?

Le modèle communautaire

La trace laissée par les premiers colons puritains dans l'histoire américaine est indélébile. Leur nouveau pays devait être l'exemple offert au vieux monde d'une société meilleure, destinée par la providence à servir de modèle aux autres nations. Telle était la mission du peuple américain. On

Le verdict du peuple (1855), tableau de George Caleb Bingham (1811-1879) évoquant l'atmosphère d'un jour de vote dans l'Amérique des premiers temps.





Plantation de coton au bord du Mississippi : la récolte. Gravure américaine du 19^e siècle d'après un tableau de W.A. Walker.

se rappelle le mot célèbre de John Winthrop en 1630 : « Les hommes diront des établissements à venir : que le Seigneur les rende identiques à ceux de la Nouvelle-Angleterre ; car nous serons comme une ville au sommet d'une colline : les yeux de tous les hommes seront braqués sur nous. »

Il se peut que l'idéal de la communauté puritaine, autarcique, égalitaire, centrée sur la vie religieuse et régie par des décisions collectives, n'ait pas été réalisée, même pendant la première génération. Mais le rôle de la *communauté* dans la vie américaine n'en a pas moins été formulé dès l'origine et il a servi de référence à toutes les formes d'existence qui devaient suivre.

Dans l'Amérique coloniale, deux univers idéologiques et sociaux coexistaient et, parfois, fusionnaient : celui du puritain et celui du yankee, issu de ce défi que représentait la conquête d'un nouveau territoire. En Nouvelle-Angleterre, les villages égalitaires de colons contrastaient avec les ports de commerce où les principes moraux étaient constamment battus en brèche par les clivages sociaux en formation. Sur la frontière même, des villages étaient dominés par quelques entrepreneurs, tels John Pynchon à Springfield ou les Willard de la vallée du Merrimack, qui se souciaient plus d'accroître leurs propriétés et d'avoir un accès facile aux marchés que de bonne conduite et d'observance religieuse.

Dans le Sud, bien entendu, l'économie de plantation a vite remplacé les exploitations modestes des premiers colons. L'idéologie républicaine de l'individualisme est donc venue se superposer rapidement à l'idéologie communautaire. Bien avant que le sang ne coulât à Lexington

et à Concord, au début de la guerre d'Indépendance, les puritains avaient été transformés en yankees.

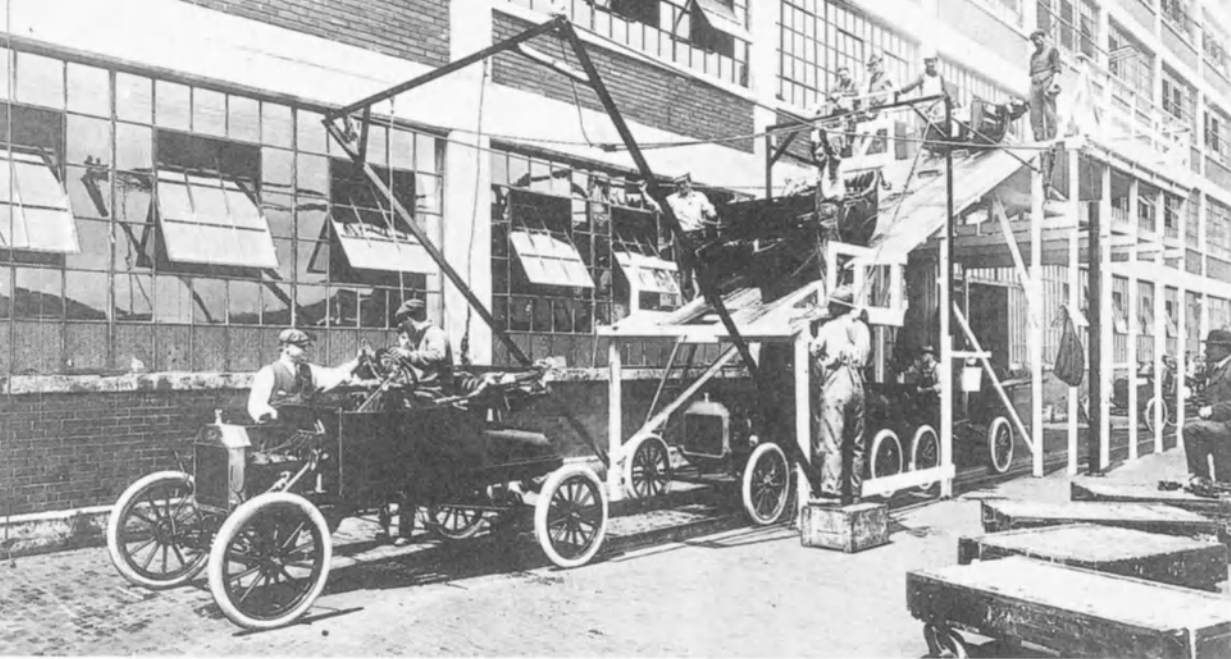
La révolution et l'ébullition intellectuelle provoquées par la rupture avec l'Angleterre ont incité à nouveau les Américains à se définir politiquement, comme en témoignent les traités juridiques et philosophiques de John Adams ou les débats sur la Constitution. Tout en refusant la base constitutionnelle britannique, les Américains comprirent qu'ils ne pouvaient s'appuyer que sur une élite qui avait fait ses preuves. Innovation cruciale, ils optèrent en faveur de représentants élus, citoyens exposés aux risques de corruption, qui devaient se conformer à certaines règles et pouvaient au besoin être désavoués.

L'indépendance acquise, les Américains continuèrent à se définir par l'extension de leur territoire au-delà des Allegheny et par l'expansion de leur économie, autrefois exclusivement tournée vers l'Atlantique, en direction de l'intérieur du pays. Jefferson voulait créer dans l'Ouest une nation de propriétaires ruraux indépendants : « Ceux qui travaillent la terre sont les élus de Dieu, si jamais Il a un peuple élu, qu'Il aurait choisi comme le dépositaire privilégié d'une vertu forte et vraie. »

L'époque où les pionniers ont repoussé la frontière est celle qui a le plus contribué à former le caractère national au sens où on l'entend couramment : le côté pratique et inventif du « common man » de l'ère jacksonienne, cet « homme ordinaire » toujours fécond en expédients, peu porté aux choses de l'art, mais habile à réussir dans ses entreprises. Les Américains de la frontière étaient parfois mal dégrossis, mais ils



Convoi d'immigrants traversant les montagnes Rocheuses dans la première moitié du 19^e siècle.



L'une des premières chaînes de montage à l'usine d'automobiles Ford de Detroit (Michigan), en 1913.

étaient productifs, réalistes — « matter of fact » —, tournés vers l'avenir et vite solidaires les uns des autres. De l'attachement aux institutions dépendait la qualité de l'existence au sein des communautés nouvelles. Tocqueville en fut émerveillé : « L'administration proprement dite fait peu de choses en Angleterre, et les particuliers font beaucoup ; en Amérique, l'administration proprement dite ne se mêle plus de rien, pour ainsi dire, et les individus en s'unissant font tout. » Ainsi la communauté de la frontière était-elle en partie l'héritière de la communauté puritaine.

La fin de l'innocence

Les Etats-Unis, au milieu du 19^e siècle, étaient-ils divisés en de multiples communautés lâchement reliées les unes aux autres, ou bien rassemblés en quelques grands groupes, ou bien encore formaient-ils une nation homogène ?

Le grand conflit entre le Nord et le Sud est au cœur de la discussion sur le caractère national. Les historiens sont maintenant sortis du débat sur le caractère inéluctable de la guerre de Sécession. Ils se sont penchés récemment sur de nouveaux problèmes de l'histoire sociale et culturelle du Sud pour comprendre les particularités d'une civilisation bâtie sur la relation de l'esclave au maître et la manière dont le Sud a maintenu des distinctions de race au mépris de tout principe égalitaire. Des travaux d'histoire politique ont également replacé le conflit entre le Nord et le Sud dans le contexte non seulement d'une lutte pour ou contre l'émancipation, mais aussi pour la légitimité américaine, chaque camp revendiquant pour soi l'héritage républicain.

La reconstruction de l'Union, le passage de l'Amérique à une nation urbaine, industrialisée, bureaucratisée, et prenant part aux conflits mondiaux, ont suscité de nouveaux débats sur la fin de l'innocence américaine et, donc, sur la fin du caractère exceptionnel de son histoire. Les transformations successives de la société, puis la secousse de la grande dépression, si elles l'ont parfois lézardé, ont contribué à redéfinir et même, dans certains cas, à renforcer l'édifice idéologique

bâti sur le caractère exceptionnel de l'Amérique. Que pouvait-on préserver du caractère national dans une société de plus en plus complexe, de plus en plus puissante et aussi de plus en plus inégale ?

Les premiers industriels, les hommes qui avaient construit les filatures de Lowell sur les chutes de la Merrimack, y attirant comme main-d'œuvre les filles des fermiers de la Nouvelle-Angleterre, rêvaient de créer une société industrielle prospère et sans conflit. Il n'y aurait pas de Manchester américain. Mais à la fin du siècle, la grande industrie employait un prolétariat d'immigrants non qualifiés, fraîchement débarqués d'Europe.

Que restait-il de l'idéologie de Lowell dans le Pittsburgh de Carnegie ou le Detroit de Ford ? La peur de la corruption sociale dictait la réponse idéologique des protestants à la prolétarianisation urbaine. Les victimes de la pauvreté étaient perçues comme une menace contre la société. La ville était devenue un terrain de mission. Seule la notion d'une société ouverte, permettant aux plus capables de gagner leur place au soleil en surmontant l'obstacle de la langue et des préjugés, pouvait se substituer au rêve irréalisable d'une société sans pauvreté.

Une certaine idée de l'Amérique

Former une société homogène à partir d'éléments hétérogènes, tel restait le grand problème de la dynamique sociale américaine. Certains historiens ont proposé pour thème unificateur l'abondance, qui aurait servi de fondement à la démocratie. D'autres ont vu dans les nombreuses possibilités d'avancement social individuel la clef de l'équilibre de la société américaine. D'autres, enfin, ont mis l'accent sur l'accession des ouvriers au droit de vote. Alors qu'en Europe la revendication de ce droit ajoutait une dimension politique à la lutte du prolétariat, en Amérique son obtention aurait désamorcé le combat politique et enterré la conscience de classe. Pour certains, l'équilibre social n'a jamais été sérieusement menacé par la diversité du peuple américain, tous jouissant de la prospérité ; pour d'autres, au contraire, il a été

OLIVIER ZUNZ, historien américain, est professeur à l'université de Virginie à Charlottesville (Etats-Unis). Il est notamment l'auteur de *The Changing Face of Inequality* (1982, « Les métamorphoses de l'inégalité ») et de *Making America Corporate, 1870-1920* (« La construction de l'Amérique, 1870-1920 ») à paraître en 1990.

maintenu grâce à l'habileté de la classe dirigeante à désamorcer les conflits.

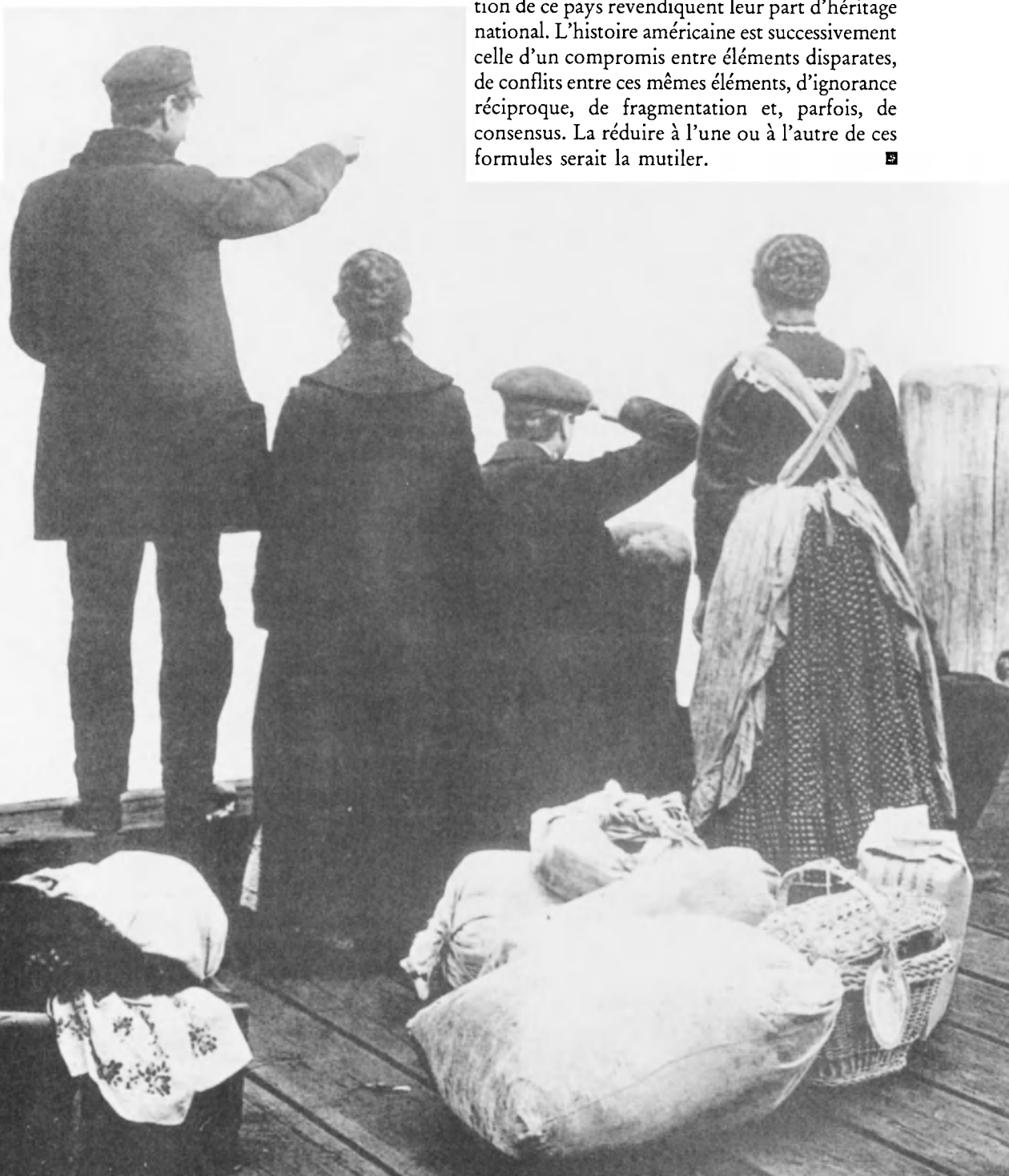
L'Amérique a retrouvé une forte cohérence au milieu du 20^e siècle. Le contrôle de l'immigration depuis les années 20 avait rendu plus homogène une société où le « melting pot » (le creuset) semblait être devenu une réalité. La période de prospérité qui a suivi la Seconde Guerre mondiale et le repli économique des pays européens et du Japon laissaient la voie libre à son expansion. L'abondance permettait même aux intellectuels de déclarer avec assurance la fin des idéologies. Des courants jusqu'alors séparés convergeaient pour donner au pays un sens nouveau de force et d'homogénéité ; une nouvelle recherche du caractère national, promu par les historiens du consensus, avait lieu.

Mais l'histoire est toujours plus compliquée que les moments, parfois illusoires, d'union nationale peuvent le donner à penser. L'explosion

intellectuelle des années soixante, l'enlèvement vietnamien, la crise du Watergate, les batailles autour de la légitimité du « welfare state » (Etat providence) et de l'extension des « civil rights » (droits civils), la redécouverte de l'héritage ethnique, la lutte des femmes pour l'égalité, bref, les réalités de la « société séparée » ont vite fait de battre en brèche la notion de consensus.

Celle de caractère national, en revanche, résiste mieux à l'assaut, car c'est bien autour d'une certaine idée de l'Amérique que les batailles politiques et les conflits sociaux se jouent et continuent de se jouer. Où est l'Amérique légitime, symbolisée par la double signification de la statue de la Liberté — liberté républicaine et diversité nationale ? Qui peut revendiquer son histoire ? En posant cette question, on oublie trop souvent que la notion même d'unité, tant recherchée, appelle, par définition, celle de diversité. L'une et l'autre sont inséparables. Tous les groupes qui, depuis le 17^e siècle, ont participé à la construction de ce pays revendiquent leur part d'héritage national. L'histoire américaine est successivement celle d'un compromis entre éléments disparates, de conflits entre ces mêmes éléments, d'ignorance réciproque, de fragmentation et, parfois, de consensus. La réduire à l'une ou à l'autre de ces formules serait la mutiler. ■

A Ellis Island, au début du 20^e siècle, un groupe d'immigrants attend le bac qui les conduira à New York.



philosophies de l'histoire et histoire universelle

Une interrogation générale sur l'identité débouche forcément sur les significations possibles d'une histoire, d'une identité universelle. Les grandes philosophies de l'histoire du 19^e siècle ont à la fois énoncé ce concept et figé son développement. Il est peut-être temps de reposer la question : que pourrait être une véritable histoire universelle ?



DE HEGEL À MARX

OU LES AVENTURES DE LA DIALECTIQUE

PAR EMMANUEL TERRAY

Al'époque où Hegel entre en scène, dans les dernières années du 18^e siècle, la pensée philosophique est profondément marquée par l'héritage de Kant. Celui-ci a laissé le champ philosophique dans un état de division apparemment insurmontable : scission entre le sujet et l'objet, dont l'accord est désormais regardé comme le problème central de la réflexion philosophique ; scission, au sein du sujet, entre l'individu empirique et le sujet transcendantal, seul capable de construire la science ; scission au sein de l'objet, entre le phénomène et la chose en soi inaccessible ; scission, du point de vue de l'action, entre le monde de la nécessité et celui de la liberté, et, du point de vue de l'éthique, entre le principe du devoir et celui du bonheur.

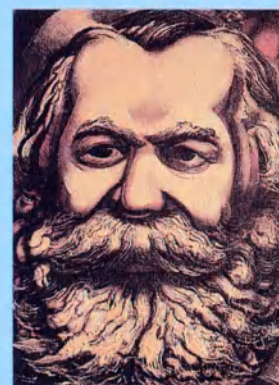
Dans chacun de ces registres, Kant dresse l'un contre l'autre deux termes ou deux éléments entre lesquels aucune unification, aucune harmonie ne semble concevable ; du coup, tous ses successeurs entreprennent de reconstituer l'unité perdue et de réaliser la fusion des adversaires que Kant a posés face à face.

La méthode retenue par Hegel pour atteindre cet objectif consiste à accepter le déchirement et l'antagonisme comme des apparences présentes, et à poser la réconciliation comme un avenir nécessaire. Hegel inscrit donc dans le temps les rapports entre le sujet et l'objet, la raison et le réel ; ces rapports ne sont plus regardés comme immuables, fixés une fois pour toutes par la « nature des choses » ; ils sont pris dans un devenir, dans une évolution durant laquelle les deux termes reliés se transforment l'un par l'autre et se changent l'un dans l'autre.

Dans son mouvement d'ensemble, le processus décrit par Hegel compte trois étapes principales. Au cours de la première, le concept, entité originelle et fondamentale, développe l'ensemble de ses déterminations dans l'élément ou le milieu de l'idéal, de l'abstraction : ainsi sont engendrées les grandes catégories de la pensée philosophique — l'être, le néant, le devenir, le nombre, la mesure, etc. — dont l'inventaire et l'examen constituent la science de la Logique. En un second stade, le concept se nie lui-même pour devenir chose, réalité, nature. La nature n'est, en effet, rien d'autre que le concept devenu objet — c'est pourquoi elle est, par principe, accessible à la connaissance —, mais en tant que telle, elle est l'en-soi, aveugle, sourd et muet ; le concept ne s'y réalise que dans l'oubli et l'inconscience de soi-même. Un troisième moment intervient donc, pendant lequel le concept reprend conscience et possession de lui-même sans pour autant perdre son caractère objectif. C'est, à proprement parler, le moment de l'histoire : on peut donc décrire celle-ci comme l'entreprise par laquelle la raison conquiert



Friedrich Hegel
(1770-1831).



Karl Marx (1818-1883)
par le peintre mexicain
David Alfaro Siqueiros
(1896-1974).

*L'homme domine l'univers
par la technique* (1934),
détail d'une peinture murale
(56 m²) de Diego Rivera.
Palais des beaux-arts,
Mexico.



peu à peu le réel et ordonne celui-ci conformément à ses exigences. Au terme de l'itinéraire, la réconciliation est opérée, l'unité est restaurée entre le sujet et l'objet, de telle sorte, comme le dit Hegel dans la préface de la *Philosophie du droit*, que « tout le réel est rationnel et tout le rationnel est réel ».

Le Savoir absolu, moteur de l'histoire

Chacune des grandes périodes de l'histoire apparaît donc comme l'une des étapes de ce processus, l'une des phases du mouvement par lequel la raison s'empare du monde pour le soumettre à sa loi. Hegel nous apporte ainsi le moyen de penser l'unité de chaque période historique. Cette unité prend la forme du *Volksgeist*, de l'esprit national. Manifestation de l'esprit du monde (*Weltgeist*) à un stade déterminé de son développement historique, celui-ci inspire et façonne à son tour toutes les institutions et toutes les œuvres caractéristiques de la période considérée : la politique, la religion, l'économie, l'art portent sa marque. Chaque époque peut ainsi être décrite comme une « totalité expressive » dont chaque élément est le miroir des autres et de l'ensemble.

Bien entendu, les performances des diverses nations ne sont pas égales : pour chaque stade, une

nation joue un rôle de modèle et de guide, et nous fournit un critère nous permettant d'apprécier à quel point les réalisations des autres nations sont adéquates ou non aux exigences du développement historique.

Mais, simultanément, chacune des totalités ainsi distinguées est posée comme provisoire, appelée à disparaître et à céder la place. C'est qu'en son sein le *Weltgeist* continue de travailler de façon souterraine. Tant que la reconquête du réel n'est pas achevée, tant que subsiste dans le monde un résidu réfractaire à l'empire de la raison — une zone inconnue dans la nature, une région du social livrée au désordre et à la confusion — la raison demeure insatisfaite. Elle sape donc elle-même les fondations des édifices qu'elle a construits, car après avoir rempli leur tâche, ils deviendraient des obstacles s'ils prétendaient à une existence indéfinie.

Ce mouvement par lequel l'esprit remet continuellement en cause ses propres productions s'accomplit par l'intermédiaire de la pensée et de l'action des hommes, mais sans que ceux-ci en aient conscience. C'est ce que Hegel appelle la « ruse de la raison » : celle-ci utilise à ses propres fins des agents qui croient œuvrer pour d'autres buts.

La philosophie de l'histoire bâtie selon ces principes présente des caractères remarquables. C'est tout d'abord une philosophie du progrès : l'histoire a une direction et un sens, elle s'achemine vers le



Le sacre de Napoléon I^{er} par Jacques Louis David (1748-1825).

A droite, une députation de Silésie rend hommage au roi de Prusse Frédéric II le Grand (1741). Œuvre du peintre d'histoire allemand Wilhelm Camphausen (1818-1885).

triomphe de la raison et de l'esprit — ce que Hegel appelle le « Savoir absolu ». Mais c'est aussi une philosophie dialectique : chacune des périodes de l'histoire est une étape transitoire, passagère, marquée par des contradictions qui en amènent inéluctablement la ruine. Enfin, c'est une philosophie de la nécessité : le seul objectif que puisse se proposer l'individu historique concret — héros ou peuple —, c'est de réaliser les exigences de l'esprit du monde telles qu'elles se présentent à l'époque considérée, sans prétendre devancer le mouvement, ni l'arrêter et encore moins revenir en arrière. Les grands hommes — Alexandre, César, Napoléon — ou les grands peuples — les Grecs, les Romains, les Prussiens — sont ceux qui savent discerner ces exigences, les prendre comme maximes de leur action, et tenir, du même coup, leur place dans la victoire progressive de l'Esprit.

L'incertitude et la difficulté majeure de la philosophie de l'histoire de Hegel tient à la notion de Savoir absolu. L'avènement du Savoir absolu marque la fin de l'histoire. Mais s'agit-il d'une perspective lointaine, analogue à la Parousie de la doctrine chrétienne, ou bien d'une échéance proche, susceptible d'orienter dès à présent l'action des hommes ? Hegel semble avoir adopté sur ce point des attitudes variées. Il a fait l'éloge de l'empire napoléonien, puis de l'Etat prussien en des termes qui pouvaient laisser entendre qu'avec eux l'histoire parvenait à sa fin.

La question divisera profondément les successeurs de Hegel. Les uns regarderont le cheminement de la raison comme achevé, et deviendront du même coup conservateurs, partisans résolus de l'ordre établi. Les autres montreront sans peine que dans la réalité politique et sociale, le désordre et la violence continuent de disputer le pouvoir à la raison et que, dès lors, le mouvement historique ne peut que se poursuivre. Ceux-ci constitueront la « gauche hégélienne », dont Marx sera dans sa jeunesse l'un des représentants les plus éloquents.

Marx : du concept hégélien à la lutte des classes

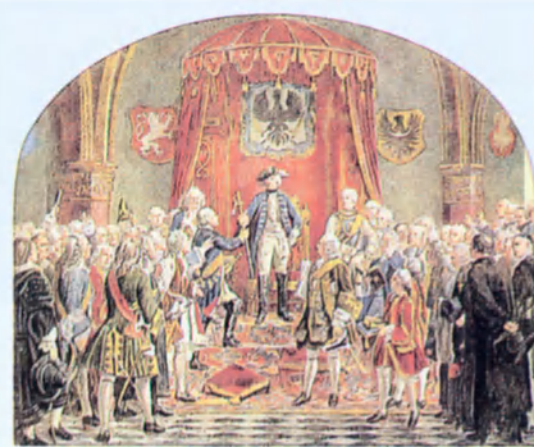
L'entreprise marxiste est étroitement dépendante de la construction hégélienne. De Hegel, Marx conserve ce qui est sans doute l'essentiel : l'armature dialectique. L'histoire est pensée comme un processus orienté, ayant un commencement et une fin. Celui-ci est mû par une force qui entreprend de conquérir la réalité et de la soumettre à son empire. La conquête passe par plusieurs stades : chacun représente une réalisation partielle, limitée, du but final. Marque de progrès lors de son avènement, celle-ci devient ensuite obstacle au développement : il faut la détruire pour qu'il puisse se poursuivre et aller jusqu'à son terme.

Ce que Marx transforme dans le schéma hégélien, c'est l'identité du moteur qui donne l'impulsion au mouvement. Pour Hegel, ce moteur, on l'a vu, c'était en quelque sorte l'énergie inhérente au concept, qui portait celui-ci à dépasser en permanence ses limites et à sortir constamment de lui-même pour s'annexer le dehors sous toutes ses formes. C'est ce rôle décisif confié au concept qui vaut à Hegel d'être accusé par Marx d'idéalisme. Pour Marx, le moteur de l'histoire, ce n'est pas le dynamisme abstrait du concept, ce sont les besoins,

les aspirations, les volontés des individus et des groupes concrets qui forment le genre humain : familles, nations et classes.

Ces individus et ces groupes ont d'abord des besoins matériels — ils doivent se nourrir, se vêtir, se mettre à l'abri des intempéries — et ils ne peuvent les satisfaire qu'en utilisant les ressources de la nature. L'histoire est donc d'abord le processus à travers lequel les hommes s'approprient la nature pour la mettre au service de leurs fins. Ce processus intéresse à la fois la connaissance — avancement des sciences — et l'action — progrès des techniques — et il se manifeste comme développement des forces productives de l'homme. C'est à travers lui que les hommes prennent conscience du monde qui les entoure et de leur place dans ce monde. Dès lors, Marx s'estime en droit d'affirmer contre Hegel que « ce n'est pas la conscience des hommes qui détermine leur être, c'est, inversement, leur être social qui détermine leur conscience ».

Marx oppose donc son « matérialisme » à l'idéalisme hégélien. Dans sa philosophie de l'histoire, ce matérialisme se traduit par le rôle fondamental accordé au travail et à l'économie : ceux-ci sont



déclarés « déterminants en dernière instance » et forment la matrice où prennent naissance les institutions et les représentations caractéristiques de la vie sociale, dans les domaines de la politique, du droit, de la culture et de la religion.

Dans leur entreprise d'asservissement de la nature, les hommes doivent s'organiser d'une part pour coopérer et tirer le meilleur parti de leurs efforts conjugués, de l'autre pour partager le fruit de leur travail. Dans un premier temps, celui-ci est peu productif et suffit tout juste à assurer la subsistance des communautés, lesquelles connaissent alors une égalité dans la pauvreté que Marx baptise du nom de « communisme primitif ». Puis un premier progrès de la productivité permet l'apparition d'un surplus, mais celui-ci est encore trop réduit pour que tous puissent en profiter : son appropriation devient donc l'enjeu d'un conflit. Ainsi surgit la lutte des classes : une fraction de la société s'assure le contrôle des moyens de production, quels qu'ils soient — la terre, les savoirs, la force de travail — et s'arroge en conséquence le monopole du surplus. Pour garantir ce privilège, elle s'empare en outre du pouvoir politique et de l'hégémonie intellectuelle.

Bien entendu, à chaque étape du développement des techniques et des forces productives correspondent des formes déterminées d'organisation du travail, des « rapports de production » déterminés, qui supportent à leur tour des « superstructures »

UN MÊME ARBRE

PAR ROBERT BONNAUD



Affiche soviétique pour le 1^{er} mai 1920.
En légende : « Sur les ruines du capitalisme, vers un monde de travailleurs fraternellement unis ! »

politiques et des « formes de conscience » culturelles spécifiques.

D'une étape à l'autre, le conflit des classes se transforme, les antagonistes changent : on passe des esclaves aux serfs, puis aux prolétaires des temps modernes ; en face d'eux, le seigneur succède au maître et l'entrepreneur capitaliste au seigneur. Mais l'affrontement des classes conserve d'un stade à l'autre son rôle moteur ; c'est le sens de la célèbre formule du *Manifeste communiste* : « L'histoire de toute société jusqu'à nos jours n'a été que l'histoire de la lutte des classes. »

En changeant de « moteur », Marx transforme également la nature de la nécessité qui gouverne le cours de l'histoire. La nécessité hégélienne était une nécessité abstraite, idéale : comme telle, elle ne pouvait être arrêtée par aucun obstacle. A partir du moment où c'est l'action des hommes qui devient le facteur dynamique du développement historique, Marx est amené à faire sa place à la contingence. L'action collective suppose la prise de conscience et l'organisation ; elle implique la possibilité de l'erreur et celle de l'échec — autrement dit, l'évolution peut être freinée, arrêtée, déviée : aucun avenir ne peut lui être prescrit à l'avance.

L'héritage hégélien et l'environnement évolutionniste ont exercé sur la pensée marxiste une pression conjuguée pour l'amener à restituer à la nécessité une place déterminante. Engels, puis les théoriciens de la deuxième et de la troisième Internationale, ont été les agents de cet infléchissement, au terme duquel la fatalité a pris le pas sur la volonté dans la pensée marxiste. L'histoire est alors apparue comme une succession inéluctable de modes de production conduisant à la société sans classe et au communisme. Que certains textes de Marx puissent être évoqués à l'appui d'une telle interprétation est indiscutable ; elle n'en trahit pas moins ce que la pensée de Marx présente de plus original et de plus novateur. ■

EMMANUEL TERRAY est directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales (Paris). Spécialiste de l'anthropologie de l'Afrique tropicale, il est notamment l'auteur de *Lettres à la fugitive* (Odile Jacob, Paris 1988) et de *La politique dans la caverne*, à paraître (Seuil, Paris 1990).

QU'ATTEND-ON d'une histoire universelle ? D'abord qu'elle respecte un certain équilibre, qu'elle n'accorde pas trop de place à l'histoire de l'Occident et de ses ancêtres — histoire triomphale qui va de l'Égypte des Pyramides à la Belle Époque européenne. On attend qu'elle soit, pour reprendre les titres d'ouvrages parus au 18^e siècle, l'« histoire de tous les peuples du monde », l'« histoire des hommes ».

On attend également qu'elle soit autre chose qu'une juxtaposition d'histoires séparées ou qu'un défilé de témoins parfaitement étrangers les uns aux autres. On attend qu'elle organise une confrontation, qu'elle fasse ressortir les différences et les ressemblances, qu'elle soit *comparatiste*. On attend que le drame se noue, que la mosaïque dessine un paysage global, une aventure commune.

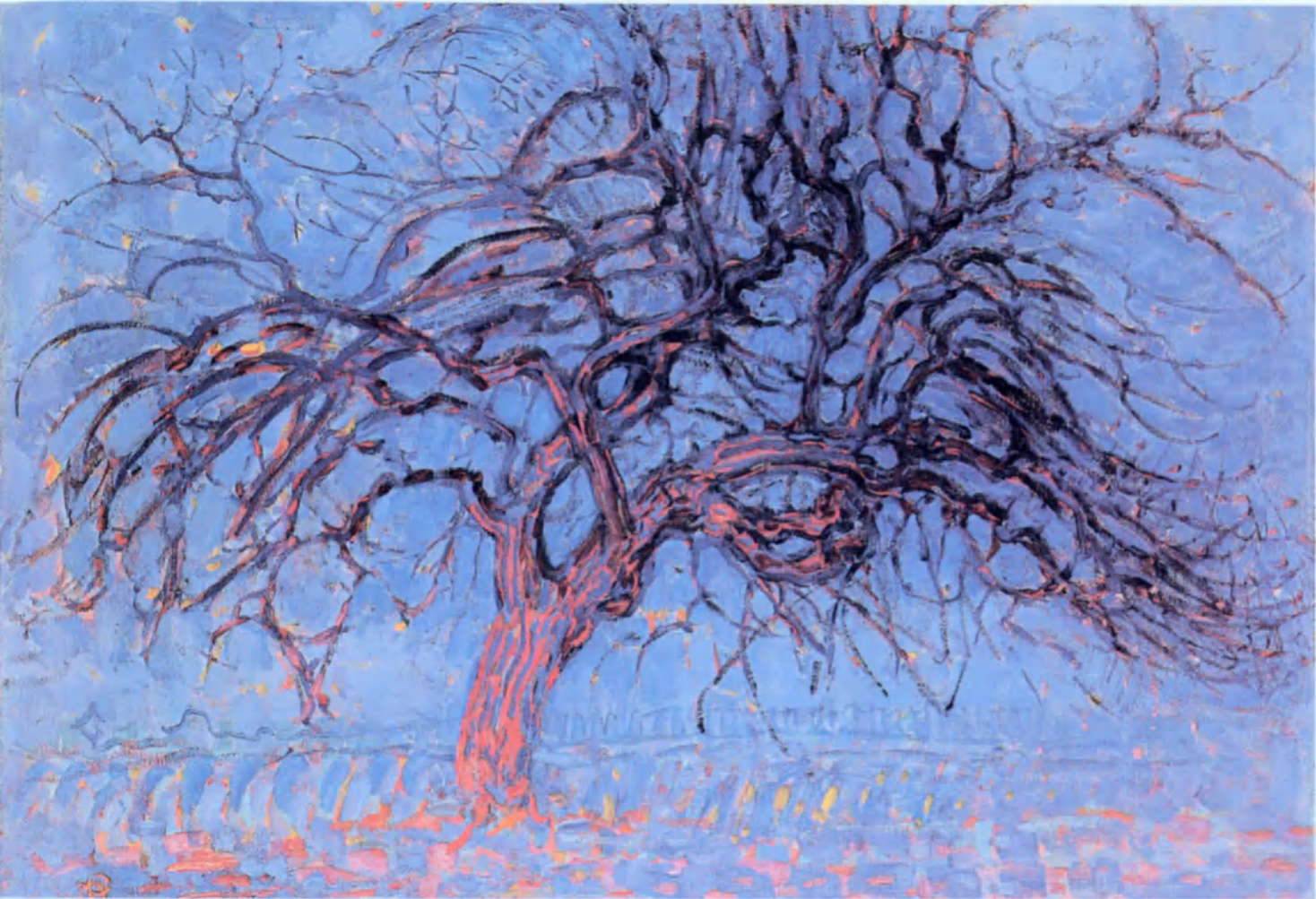
Mais c'est encore insuffisant. Dans ce drame, il peut y avoir un personnage tellement central que l'ensemble, même si les proportions sont respectées, même si les connexions sont établies, acquiert un sens apologétique. Il est possible que l'histoire universelle soit l'histoire comparée de tous les peuples, mais qu'elle tourne toujours à l'avantage des mêmes, que le paysage, si fouillé, si vaste soit-il, ait néanmoins pour but de le faire valoir. C'est le comparatisme à la Max Weber (1864-1920) : une formidable enquête tous azimuts, l'Inde, la Chine, l'Islam convoqués par un juge pointilleux qui pense, en fait, que la culture occidentale est supérieure aux autres, mais qui a besoin de l'établir irréfutablement.

Tentatives

Oswald Spengler (1880-1936), tel Copernic remettant la Terre à sa place parmi les planètes, bouleverse cette vision : il désoccidentalise l'histoire. La culture occidentale se range parmi les huit cultures humaines. Elle aura, comme les autres — seule la culture précolombienne a disparu avant l'heure, assassinée — son millénaire d'existence (de l'an 1000 à l'an 2000), ses quatre phases de 250 ans chacune, sa grandeur, son déclin. Son originalité n'est pas plus grande que celle des sept autres cultures. Sa supériorité est illusoire.

Egale dignité des cultures, communauté de destin, loi de développement valable pour toutes, tels sont les traits de la vision spenglérienne. Mais la cohésion de l'histoire universelle est ruinée par la diversité radicale des cultures, refermées sur elles-mêmes comme des monades, et leur cloisonnement — n'y a-t-il pas huit histoires au lieu d'une ? Les spécificités ethniques détruisent l'humanité ; l'« esprit des peuples » efface l'« esprit du temps », c'est-à-dire les ressemblances, les parallélismes dus à l'époque.

Les contemporanéités, chez Spengler, ne sont pas synchrones. Vers -200, la culture antique à son déclin (sa vie dure de -1000 au début de l'ère chrétienne) connaît une vague de religiosité, phénomène que Spengler retrouve, depuis 1800, dans la culture occidentale. Ce sont là des rapprochements précieux.



Mais d'autres sont absents du « modèle Spengler » et le contredisent. Ainsi, vers -200, le monde méditerranéen antique est-il au diapason du monde indien, du monde chinois, du monde précolombien — une vague moraliste et religieuse soulevant alors l'humanité entière. De même, vers 1800, le cas de l'Occident n'est pas unique : les nouveaux religieux, à cette époque, ne sont pas seulement protestant et catholique, mais aussi orthodoxe, islamiste, hindouiste, bouddhiste.

Arnold J. Toynbee (1889-1975) a remanié, amélioré ce modèle. Il l'a enrichi d'une théorie de dépassement créateur — « défi » et « riposte » — dont les sciences sociales sont loin d'avoir exploité vraiment les possibilités. Il l'a débarrassé de ses aspects les plus « décadentistes » et du polycentrisme culturel, poussé jusqu'à l'absurde, qui caractérisait le *Déclin de l'Occident* (1916-1920, *Der Untergang des Abendlandes*). D'où, à la fin de *Study of History* (12 vol., 1934-1961), son maître ouvrage, et dans d'autres de ses livres, une sorte de progressisme attentif aux convergences humaines, parfois même aux synchronismes mondiaux, aux tournants universels. Mais le théoricien de l'histoire, chez le Toynbee de l'après-guerre, s'est de plus en plus effacé au profit de l'historien. Son intérêt pour les généralisations est allé décroissant. Aussi est-il difficile de parler, au sens fort, d'un « modèle Toynbee » d'histoire universelle.

Ferrari l'universaliste

Si l'on veut un modèle d'histoire universelle qui s'efforce de montrer l'*identité humaine*, généralement peu visible, insoupçonnée, qui fasse apparaître

l'unité de la « noosphère » (le monde proprement humain, la sphère de la vie pensante) dans ses structures et dans ses rythmes, qui aspire à représenter la *moyenne humaine* à travers les âges, les fluctuations qualitatives et quantitatives qu'elle dessine, c'est le nom de Giuseppe Ferrari (1811-1876) qu'il conviendrait de lui donner. Considéré en Italie comme un penseur social important, inconnu en France (où il vécut vingt ans), Ferrari a publié deux livres presque totalement oubliés : *L'histoire de la raison d'Etat* (1860), où s'exprime l'intuition des synchronismes mondiaux, *La Chine et l'Europe* (1867), qui la développe.

A la même époque, on trouve des idées semblables ou proches chez d'autres auteurs. Chez Cournot, en 1861, dans le *Traité de l'enchaînement des idées fondamentales dans les sciences et dans l'histoire* (« singulière analogie », « coïncidences » et synchronismes dans le cours de l'histoire chinoise et européenne, nécessité d'une histoire comparée qui les décrive). Chez Renan, en 1863, dans la *Vie de Jésus* (« l'histoire est pleine de synchronismes étranges qui font que, sans avoir communiqué entre elles, des fractions très éloignées de l'espèce humaine arrivent en même temps à des idées et à des imaginations presque identiques »). Chez Tylor, ce quaker anthropologue, apôtre de la fraternité humaine, qui partit en 1855 à la recherche des « correspondances » existant entre les peuples du monde. Michelet lui-même, historien prophétique, n'eut-il pas l'idée, dès 1825-1826, l'histoire du monde étant un « système », d'étudier ce qui se passe, dans l'humanité entière, à tel moment du passé — l'idée, en fait, de fonder la « véritable histoire universelle » sur des coupes

L'arbre rouge (1908-1910) du peintre hollandais Piet Mondrian (1872-1944).

ROBERT BONNAUD, historien français, enseigne l'histoire de l'histoire et la théorie de l'histoire à l'université Paris-VII. Il a collaboré à l'*Atlas historique* publié par Pierre Vidal-Naquet (Hachette, Paris 1986) et a notamment publié *Le système de l'histoire* (Fayard, Paris 1989).

mondiales synchroniques ? Et n'écrivait-il pas en 1864, dans la *Bible de l'humanité*, que l'histoire universelle doit donner aux hommes « le sens d'un passé fraternel », le sentiment que « l'homme en tout temps pensa, sentit, aima de même » ?

Au 20^e siècle, l'idée ferrarienne (sans Ferrari) est présente dans l'œuvre de certains écrivains : dans le *Monde qui naît*, du philosophe allemand Hermann von Keyserling, les contemporains représentent les « expressions partielles complémentaires d'une unité supérieure » ; dans la *Vie de Vivekananda*, Romain Rolland voit les histoires particulières comme les « rameaux différents d'un même arbre, participant ensemble aux mêmes variations des saisons ». Elle est présente chez certains auteurs d'histoires universelles, tels Herbert George Wells (*The Outline of History*, 1920) ou Pierre de Coubertin (*Histoire universelle*, 1926-1927). Dans *Origine et sens de l'histoire* (1949, *Vom Ursprung und Ziel der Geschichte*), de Karl Jaspers, elle apparaît avec la notion de « période axiale » (-600/-200 en gros), où se prépare, dans toute l'Eurasie, grâce à la force exceptionnelle de l'invention, de l'innovation, l'avenir culturel de la plus grande part de l'humanité.

L'idée ferrarienne est présente dans les tentatives et les programmes d'histoire comparative des arts mondiaux (Elie Faure), des philosophies mondiales (Paul Masson-Oursel), des littératures mondiales (René Etiemble), dans la pensée d'un grand nombre d'historiens importants, « généralistes » ou « orientalistes », de Karl Polanyi à Marshall Hodgson, de Lewis Mumford à Jan Romein, de Gaston Roupnel à Fernand Braudel, de René Grousset à Joseph Needham, de Jean Filliozat à Jacques Berque...

C'est aussi l'idée ferrarienne que retrouvent les observateurs lorsqu'ils voient avec surprise que des aires culturelles et géopolitiques différentes, opposées, se meuvent d'un même mouvement, connaissent l'essor et la stagnation aux mêmes époques, et, par delà la disparité des formes et des degrés du changement, composent des moyennes qui ont un sens planétaire, des courbes valables pour l'humanité, des tournants noosphériques...

Les obstacles à vaincre

Cependant, le « modèle Ferrari » — la recherche systématique des rythmes universels, des tournants historiques mondiaux — reste à appliquer. Nombreux sont les obstacles. Le sous-développement des études historiques occidentales sur les peuples non occidentaux en est un. Le « bon sens » — celui-là même qui « constate » que le Soleil tourne autour de la Terre, que les végétaux n'ont rien de commun avec les animaux — en est un autre, plus grave encore. Il admet qu'il puisse y avoir des ressemblances entre les histoires qui se déroulent aux quatre coins de notre monde dès lors qu'il y a contact entre elles, influences, éther propice aux transmissions. Grâce au « village planétaire », aux écrans de télévision, l'histoire devient universelle.

Or, il faut l'admettre, bien avant les médias actuels, les découvertes géographiques des 15^e et 16^e siècles et les premiers débuts du marché mondial, les rythmes planétaires, quantitatifs et qualitatifs, existent dans le monde proprement humain. Ils marquent les trois sphères qui, à mon sens, le composent : celle de la haute créativité, de l'invention, de la pensée au sens étroit du terme ; celle des transformations structurelles (politiques, techniques,

économiques, culturelles), de l'innovation, de l'action pionnière ; celle, enfin, de la consolidation, de la sérialisation, de l'expansion, de l'activité.

Au cours du millénaire -1300/-200, la puissance inventrice et innovatrice se manifeste dans les pays de la Méditerranée (les Grecs, des Mycéniens à la conquête romaine), les pays chinois (des Yin et des Zhou à l'extinction de ces derniers et au triomphe des Qin), les pays indiens. Cette puissance, qui fait parler de « miracle grec » et de « période axiale » de l'histoire, de période « illuminatrice » de l'avenir, on a découvert récemment que les Olmèques, aux mêmes dates, l'ont aussi incarnée dans l'Amérique précolombienne. Et les spécialistes actuels situent également aux mêmes dates la formation, dans le Pacifique, de la civilisation polynésienne. Voilà, pour cette période, deux « miracles » contemporains de plus. On saisit ici toute la valeur explicative des rapprochements d'époque, des moyennes humaines successives.

Autre obstacle : l'histoire est *plus ou moins* mondiale, le développement *plus ou moins* inégal selon les moments. La répartition mondiale des nouveautés positives varie ainsi que l'extension des synchronismes. La préhistoire (jusqu'aux environs de -3000) est plus mondiale que l'histoire — le progrès y est mieux réparti (sous la pression des faits, on attribue aujourd'hui des foyers multiples à la néolithisation). On peut distinguer trois grandes étapes historiques : anticomédiévale (de -3000 au 15^e siècle), moderne (du 15^e au début du 20^e siècle) et contemporaine (qui commence vers la guerre de 1914-1918). Or la moins mondiale est la deuxième (celle, précisément, où se crée le marché mondial !) — presque tout ce qui se passe d'important et de positif, dans les trois sphères, se déroule alors en Europe de l'Ouest, en Amérique du Nord et au Japon.

Les parallélismes et les synchronismes mondiaux ne cessent pas pour autant — ils sont moins visibles. La Chine, comme l'Occident, connaît de 1630 à 1800, environ, une phase plus rationaliste. Les révolutions anglaises du 17^e siècle, la Révolution américaine et la Révolution française, au 18^e siècle, ne sont pas seules au monde : elles n'en ont pas moins un caractère exceptionnel. Cette étape moderne est très « occidentale » : pendant quatre siècles et demi, les succès de la pensée, de l'action et même de l'activité se concentrent à l'extrême sur la carte — ils brillent, ils éblouissent d'autant plus. Mais elle reste, dans l'histoire mondiale, un cas unique.

Dernier obstacle, non le moindre : pour pouvoir décrire les tournants universels, pour qu'ils puissent être révélés et acceptés, il faut à l'histoire une théorie des éléments constitutifs, des « invariants » qui s'associent et rivalisent, se disputent la dominance. Cette théorie manque chez Ferrari, dont la tentative est géniale et prématurée. Sans ces quelques dizaines d'éléments et les combinaisons innombrables qu'ils autorisent, il est impossible de faire apparaître la nouveauté d'une époque et son homogénéité relative à travers l'espace, les changements de front simultanés du progrès humain.

Il semble que le 20^e siècle, malgré d'innombrables approches, ait quelque peine à définir les conditions d'une authentique histoire universelle. La plus importante d'entre elles est la reconnaissance de la réalité des rythmes mondiaux. Pour y parvenir, il faudra renoncer à privilégier l'étude d'une humanité restreinte, renoncer au particularisme, ouvrir l'histoire à sa réalité universelle. ■



(De haut en bas)

Masque baoulé de Côte-d'Ivoire. Bois noir poli.

Masque tricolore de Chancay, culture précolombienne de la côte centrale du Pérou. Argile cuite, vers 1100.

Masque gaulois. Fer battu, 1^{er} siècle.

Bouddha en bronze thaïlandais, 15^e-16^e siècle.



D O C U M E N T

Le grand historien burkinabé Joseph Ki-Zerbo, auteur, notamment, d'une *Histoire de l'Afrique noire* (1978), révèle ici l'importance de la tradition orale dans l'écriture de l'histoire africaine. Ce texte clé provient de l'introduction qu'il a écrite, il y a dix ans, au premier volume, dont il était le directeur, de l'*Histoire générale de l'Afrique*, publication capitale, en huit volumes, lancée par l'Unesco (voir « Lectures », page 50).

La tradition orale comme source historiographique

PAR JOSEPH KI-ZERBO

A côté des deux premières sources de l'histoire africaine (les documents écrits et l'archéologie) la tradition orale apparaît comme le conservatoire et le vecteur du capital de créations socio-culturelles accumulés par les peuples réputés sans écriture : un vrai musée vivant. La parole historique constitue un fil d'Ariane bien fragile pour remonter les couloirs obscurs du labyrinthe du temps. Les détenteurs en sont les vétérans à la tête chenue, à la voix cassée, à la mémoire parfois fuligineuse, à l'étiquette parfois pointilleuse (vieillesse oblige !) : des ancêtres en puissance... Ils sont comme les derniers îlots d'un paysage autrefois imposant, lié dans tous ses éléments par un ordre précis, et aujourd'hui érodé, laminé, et culbuté par les vagues acérées du « modernisme ». Des fossiles vivants en sursis !

Chaque fois que l'un d'eux disparaît, c'est une fibre du fil d'Ariane qui se rompt, c'est littéralement un fragment du paysage qui devient sous-terrain. Or la tradition orale est de loin la source



historique la plus intime, la plus succulente, la mieux nourrie de la sève d'authenticité. « La bouche du vieillard sent mauvais, dit un proverbe africain, mais elle profère des choses bonnes et salutaires. » L'écrit, si utile soit-il, fige et dessèche. Il décante, dissèque, schématise et pétrifie : la lettre tue. La tradition habille de chair et de couleurs, elle irrigue de sang le squelette du passé. Elle présente sous les trois dimensions ce qui est trop souvent écrasé sur la surface bidimensionnelle de la feuille de papier. La joie de la mère de Soundjata*, bouleversée par la guérison subite de son fils, éclate encore dans le timbre épique et chaud des griots du Mali. Certes, bien des écueils sont à surmonter pour vanner savamment le matériau de la tradition orale, et trier le bon grain des faits de la paille des mots pièges, fausses fenêtres ouvertes pour la symétrie, du lustre et du clinquant des formules qui ne sont que l'emballage circonstanciel d'un message venu de loin.

La parole est lourde

On a dit que la tradition n'inspirait pas confiance parce qu'elle est fonctionnelle ; comme si tout message humain, par définition, n'était pas fonctionnel, y compris les documents d'archives qui, par leur inertie même, et sous leur apparente neutralité objective, cachent tant de mensonges par

omission et habillent l'erreur de respectabilité. Certes la tradition épique en particulier est une re-création paramythique du passé. Une sorte de psychodrame révélant à la communauté ses racines et le corpus de valeurs qui sustentent sa personnalité : un viatique enchanté pour remonter le fleuve du temps vers le royaume des ancêtres. C'est pourquoi la parole épique ne coïncide pas exactement avec la parole historique. Elle la chevauche par projections anachroniques en amont et en aval du temps réel, par télescopes qui ressemblent aux subversions du relief en archéologie. Mais les écrits eux-mêmes échappent-ils à ces intrusions énigmatiques ? Ici comme ailleurs il faut chercher le mot fossile-directeur. Il faut s'armer si possible d'un détecteur de métal pur pour évacuer les gangues et les scories.

Certes, dans le discours épique, la fragilité de la chaîne chronologique constitue son véritable talon d'Achille ; les séquences temporelles bouleversées créent un puzzle où l'image du passé ne nous arrive pas claire et stable comme dans un bon miroir, mais comme un reflet fugace dansant sur l'agitation de l'eau. La durée moyenne des règnes ou des générations est un domaine vivement controversé où les extrapolations à partir des périodes récentes sont fortement

* Fondateur de l'Empire du Mali au 13^e siècle, Soundjata est l'un des héros les plus populaires de l'histoire africaine.

sujettes à caution, ne serait-ce qu'en raison de mutations démographiques et politiques. Parfois un dynaste exceptionnel, personnage-aimant, polarise sur soi les hauts faits de ses prédécesseurs et successeurs littéralement éclipsés. Tels certains dynastes du Rwanda ; tel Da Monzon roi de Ségou (début du 19^e siècle) à qui les griots attribuent toute grande conquête de ce royaume.

Par ailleurs, le texte littéraire oral sorti de son contexte est comme un poisson hors de l'eau : il meurt et se décompose. Isolée, la tradition ressemble à ces masques africains arrachés à la communion des fidèles pour être exposés à la curiosité des non-initiés. Elle perd sa charge de sens et de vie. Or, par sa vie même, parce qu'elle est sans cesse reprise en charge par de nouveaux témoins commis à sa transmission, la tradition s'adapte à l'attente de nouveaux auditoires, adaptation qui concerne au premier chef la présentation du message, mais qui ne laisse pas toujours indemne le contenu. Ne voit-on pas aussi des mercantis ou mercenaires de la tradition qui servent à volonté des resucées de textes écrits réinjectés dans la tradition !

Enfin, le contenu même du message est souvent hermétique, voire ésotérique. Pour l'Africain, la parole est lourde. Elle est force ambiguë, qui peut faire et défaire, qui peut charrier des maléfices. C'est pourquoi on ne l'articule pas ouvertement et directement. On l'enveloppe



du lac Kisale, ou les événements du 16^e siècle transmis par les Shona et dont D. P. Abraham a constaté la concordance avec les écrits des voyageurs portugais de cette époque.

Bref, le discours de la tradition, qu'elle soit épique, prosaïque, didactique ou éthique, peut être historique à un triple point de vue. D'abord, il est révélateur du faisceau d'usages et de valeurs qui animent un peuple et conditionnent ses actes à venir par la représentation des archétypes d'hier. Ce faisant, l'épopée reflète, mais aussi elle crée l'histoire. Quand on s'adresse à Da Monzon en disant : « Maître des eaux et maître des hommes », on signifie par là le caractère absolu de son pouvoir. Mais les mêmes récits nous le montrent consultant sans cesse ses guerriers, ses griots, ses femmes. Le sens de l'honneur et de la réputation éclate dans la fameuse réplique du « chant de l'arc » à la gloire de Soundjata (*Soundjata fasa*) : « Saya kaoussa malo yé » (« La mort vaut mieux que la honte. ») Cette valeur s'exprime bellement aussi dans l'épisode de Bakary Dian contre les Peul du Kournari. Retiré par dépit dans son village de Dongorongou, le preux Bakary Dian qu'on vient supplier de reprendre la tête des troupes de Ségou, cède finalement quand on touche la corde sensible de l'orgueil et de la gloire : « Les vieilles paroles échangées, oublie-les. C'est ton nom à présent qu'il faut regarder ; car on vient au monde pour se faire un nom. Si tu nais, grandis et meurs sans avoir un nom, tu es venu pour rien ; tu es parti pour rien. » Et lui de s'écrier : « Griots de Ségou, puisque vous êtes venus, ce ne sera pas impossible. Je ferai ce que vous me demandez, pour ma renommée. Je ne le ferai pas du tout pour Da Monzon. Je ne le ferai pour personne à Ségou. Je le ferai seulement pour ma réputation. Même après ma mort, on l'ajoutera à mon nom. »

De même ce trait de civilisation et de droit :

Silamaka dit : « Vous avez de la chance qu'il me soit interdit de tuer des messagers. »

Au demeurant, la recomposition du passé est loin d'être intégralement imaginaire. On y trouve des tranches de souvenirs, des filons d'histoire qui sont souvent plus prosaïques que les garnitures colorées de l'imagination épique : « C'est ainsi que débuta cette institution des bergers collectifs dans les villes bambara. Si on te choisit et qu'on te fait pasteur, tu deviens Peul public. Les Peuls publics gardaient les troupeaux du Roi. C'étaient des hommes d'ethnies différentes, et leur chef pasteur s'appelait Bonke. » Ou encore : « A cette époque on ne portait pas de babouches, mais des samaras de cuir de bœuf tanné, avec une corde au nez (autour du gros orteil), et une corde au talon. » Enfin, le récit épique est émaillé d'allusions à des techniques, à des objets qui ne sont pas essentiels au déploiement de l'action, mais signalent le milieu de vie. « Il (Da Monzon) manda ses soixante piroguiers Somono, trente hommes à la proue et trente hommes à la poupe. La pirogue était richement décorée. »

« On prépare les échelles, on les applique contre la muraille. Les chasseurs de Ségou grimpent à l'assaut et s'infiltrèrent dans la ville (...) Les cavaliers de Ségou lancent des flèches enflammées. Les cases du village prennent feu. » Saran, la femme éprise de Da Monzon, va mouiller la poudre à fusil des guerriers de Koré... C'est par un diagnostic serré relevant parfois de l'analyse psychanalytique, que, à travers les psychoses mêmes du public ou des traditionalistes, l'historien peut atteindre à la substantifique moelle de la réalité historique.

Dès lors, la multiplicité des versions transmises par des clans adverses, par exemple par les griots-clients de chaque noble protecteur (horon, dyatigui), bien loin de constituer un handicap, n'est qu'une garantie supplémentaire pour la

d'apologues, d'allusions, de sous-entendus, de proverbes clairs-obscur pour le commun, mais lumineux pour ceux qui sont munis des antennes de la sagesse. En Afrique, la parole lourde n'est pas gaspillée. Et plus on est en position d'autorité, moins on parle en public. Mais quand on lance à quelqu'un : « Tu as mangé le crapaud et rejeté sa tête », il comprend aussitôt qu'on l'accuse de se dérober à une partie de ses responsabilités. Cet hermétisme du « mi-dire » signe à la fois la valeur inestimable et les limites de la tradition orale, puisque sa richesse est presque impossible à transférer intégralement d'une langue à l'autre, surtout quand cette autre est structurellement et sociologiquement éloignée. La tradition s'accommode très peu de la traduction. Déracinée, elle perd sa sève et son authenticité, car la langue est la « maison de l'être ». Beaucoup d'erreurs imputées à la tradition proviennent d'ailleurs d'interprètes incompetents ou sans scrupule.

Jusqu'à la substantifique moelle

Quoi qu'il en soit, la validité de la tradition orale est amplement prouvée aujourd'hui. Elle est largement confirmée par les recoupements avec des sources archéologiques ou scripturaires comme pour le site de Koumbi Saleh, les vestiges

Ci-contre, au Mali, un historien interroge un vieux chef coutumier. Ci-dessus, musiciens dans un village de Côte-d'Ivoire. Parmi eux, trois joueurs de balafon, xylophone africain fait de lames de bois dur placées au-dessus de résonateurs en courge évidée.



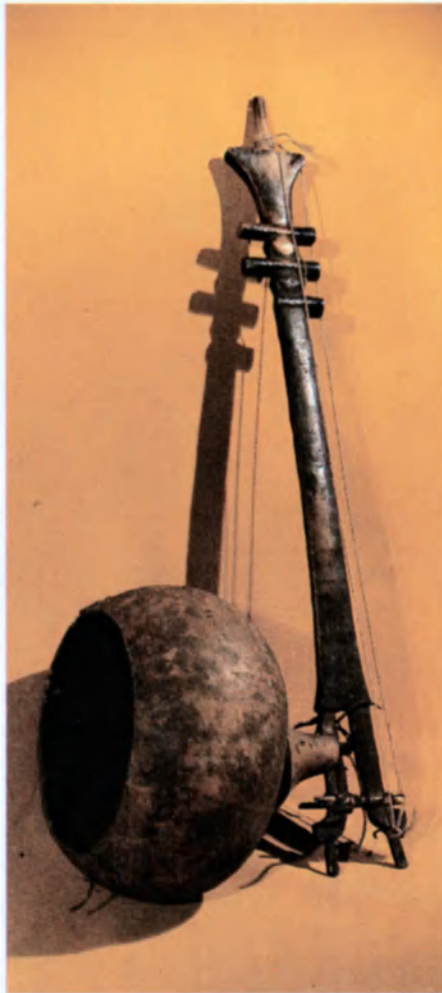


critique historique. Et la concordance des récits, comme dans le cas des griots bambara et peul appartenant aux deux camps adverses, donne un relief particulier au bon aloi de ce témoignage. Comme le montre le cas des Gouro chez qui la tradition ésotérique libérale et intégrationniste, transmise par les lignages, coexiste avec la tradition ésotérique, oligarchique et procédurière de la société secrète, la parole historique — par sa polygenèse même — comporte des éléments d'autocensure. En effet, ce n'est pas une propriété privée, mais un bien indivis dont répondent divers groupes de la communauté.

L'essentiel, c'est de soigner la critique interne de ces documents par la connaissance intime du genre littéraire en cause, sa thématique et ses techniques, ses codes et ses stéréotypes, les formules de remplissage, les diversions conventionnelles, la langue dans son évolution, le public et ce qu'il attend des traditionalistes. Et surtout la caste de ces derniers, ses règles de vie, sa formation, ses idéaux, ses écoles. On sait qu'au Mali et en Guinée, par exemple, de vraies écoles d'initiation ont existé depuis des siècles à Keyla, Kita, Niagassola, Niani, etc.

Le langage de la musique

Cette tradition rigide, institutionnalisée et formelle, est en général mieux structurée, mieux soutenue par la *musique* de cour qui fait corps avec elle, qui la scande en tranches didactiques et artistiques. Certains des instruments utilisés, tel le Sosso Balla (Balafon de Soumaoro Kanté) sont en eux-mêmes, par leur antiquité, des monuments dignes d'une investigation de type archéologique. Mais les correspondances entre types d'instruments et types de musique, de chants et de danses, constituent un monde minutieusement réglé, où les anomalies et les ajouts postérieurs sont aisément repérables. Chaque genre littéraire oral possède ainsi son instrument spécial dans chaque



Instruments africains : harpes, cithare et tambours.



région culturelle ; le xylophone (balla) ou le bolon (harpe-luth) pour l'épopée mandingue, le bendré des Mossi (gros tambour rond à une seule face, taillé dans unealebasse et battu à mains nues) pour l'exaltation, muette souvent, des noms de guerre (zabyouya) des souverains, le mvet (harpe-cithare) pour les poètes musiciens des Fang dans leurs tropicales *Niebelungen*. Vecteurs de la parole historique, de tels instruments sont vénérés et sacrés. En effet, ils font corps avec l'artiste, et leur place est d'autant plus essentielle dans le message que, à la faveur des langues à tons, la musique est directement intelligible, l'instrument devenant la voix de l'artiste sans que celui-ci ait besoin d'articuler une parole. Le triple rythme tonal, d'intensité et de durée, se fait alors musique signifiante, dans cette sorte de « sémantico-mélodisme » dont parlait Marcel Jousse. A vrai dire, la musique fait tellement partie de la tradition que certains récits ne peuvent être transmis que sous la forme chantée. La chanson populaire elle-même, qui donne le pouls de la « volonté générale » sous une forme satirique parfois épicée d'humour noir, et qui est restée vivace jusqu'à travers les luttes électorales du 20^e siècle, est un genre précieux, qui contrebalance et complète les dires des « documents » officiels.

Ce qui est dit ici de la musique vaut aussi bien pour d'autres modes d'expression comme les arts plastiques dont les productions nous livrent parfois, comme dans les royaumes d'Abomey et du Bénin (bas-reliefs) ou en pays Kuba (statuaire), l'expression directe de personnages, d'événements ou de cultures historiques.

Bref, la tradition orale n'est pas seulement une source de pis-aller à laquelle on se résignerait qu'en désespoir de cause. C'est une source à part entière, dont la méthodologie est désormais assez bien établie, et qui confère à l'histoire du continent africain une puissante originalité.

● ● ●

Chant d'arômes

Lors de récentes représentations de l'opéra de Prokofiev, *L'amour des trois oranges*, à Londres, les mélomanes ont eu l'occasion d'exercer non seulement leur ouïe et leur vue, mais aussi leur odorat. Dans cet opéra, l'amour contrarié d'un prince pour une orange, qui se révélera être une princesse, finit par triompher. En froissant, au moment opportun, des cartes imprégnées d'essences choisies, les spectateurs pouvaient sentir des odeurs d'orange, d'œuf pourri (scène du démon), de viande avariée (scène de la cuisine) et un parfum exotique (scène finale).

● ● ●

Découverte : un gène essentiel pour le cerveau

Des chercheurs, selon la revue scientifique britannique *Nature*, seraient parvenus à identifier pour la première fois un gène d'une importance vitale pour le fonctionnement du cerveau. Il programme, avec d'autres, la fabrication, par les cellules du cerveau, d'une protéine, le récepteur de glutamate, dont le rôle est essentiel dans l'échange d'informations entre lesdites cellules. En étudiant ces protéines, les chercheurs espèrent mettre au point des substances qui soignent mieux les lésions cervicales consécutives à une attaque ou à une blessure à la tête et améliorer le traitement de certains troubles de l'apprentissage et de la mémoire.

● ● ●

Le capital dentaire

Dans les pays en développement, la consommation accrue

d'aliments sans valeur nutritive et de sucre raffiné s'est traduite, depuis les années 1960, par une nette augmentation du nombre de caries dentaires, selon un rapport de l'OMS (Organisation mondiale de la santé) sur les « Tendances en matière de santé et d'hygiène dentaires ». Exception de poids, la Chine. Les petits Chinois sont ceux qui ont les dents les plus saines selon les normes de l'OMS qui calculent le nombre de caries, de dents en moins ou de plombages chez les enfants de douze ans. Toutefois, dans les pays industrialisés, les campagnes en faveur de l'hygiène dentaire et de l'emploi du fluor ont eu un effet bénéfique sur la santé dentaire. La Finlande et l'Australie viennent en tête, suivies de près par les Etats-Unis et la Suède.

● ● ●

Les grandes épopées : une même source ?

D'une même tradition orale, depuis longtemps perdue, dérivent peut-être l'*Odyssée* d'Homère, les *Mille et une nuits* et l'épopée babylonienne de *Gilgamesh*. C'est la thèse défendue par Stephanie Dalley. Dans un livre récent, elle met en lumière d'importantes similitudes entre ces trois œuvres, convergences qui donnent à penser qu'Ulysse, Gilgamesh et Sindbad descendent peut-être tous les trois d'un seul et même personnage. Ces épopées se seraient développées et enrichies mutuellement à mesure que les conteurs adaptaient le fonds des légendes traditionnelles à des auditoires d'origine ethnique différente.

● ● ●

La tour prends garde...

La tour penchée de Pise est provisoirement fermée au public, le temps d'effectuer les travaux qui la consolideront sans lui faire perdre sa célèbre inclinaison. Commencé en 1174, le célèbre édifice de marbre blanc pèse 14 000 tonnes et comprend huit étages, sans compter le beffroi ajouté en 1350. Son inclinaison actuelle correspond à un décalage de plus de cinq mètres par rapport à la perpendiculaire et il s'enfoncé d'environ un millimètre par an.

● ● ●

Maladies et modes de vie

L'OMS vient de lancer un programme baptisé « Intersanté » pour encourager des habitudes de vie plus saines et lutter contre les maladies non contagieuses liées à certains comportements et modes de vie, comme l'abus des graisses, du sel et de l'alcool, le tabagisme, le manque d'exercice et la pollution de l'air. Selon l'OMS, ce type de maladies non contagieuses est responsable d'un nombre élevé de décès : de 70% à 80% dans les pays industrialisés et de 40 à 50% dans les pays en développement.

● ● ●

Un dinosaure géant

Des paléontologues ont mis au jour dans le Colorado, aux Etats-Unis, les restes fossilisés d'un dinosaure, l'*Epanterias*, qui avait une taille voisine de celle du gigantesque *Tyrannosaure*, mais qui vivait trente millions d'années avant celui-ci. Long d'une quinzaine de mètres, l'*Epanterias* pesait environ quatre tonnes et devait engloutir jusqu'à quarante tonnes de viande par an. « Il devait même pouvoir avaler

une vache entière » déclare le professeur Robert T. Bakker, de l'université du Colorado, chef de l'expédition qui a fait cette découverte.

● ● ●

L'alphabétisation et les musées

Avec son premier numéro de 1990 (n° 165), *Museum*, la revue trimestrielle de l'Unesco, marque l'ouverture de l'Année internationale de l'alphabétisation. Plusieurs articles sont consacrés à des musées qui célèbrent l'histoire de l'écrit, comme les Archives Sungam (République de Corée), le musée Gutenberg de Mayence (RFA), ainsi qu'à des musées de France, du Kazakhstan (URSS), de Cuba et du Nicaragua qui s'intéressent aux questions de l'alphabétisation de masse. Ce numéro contient aussi une section traitant des problèmes que rencontrent les musées du Pacifique et les rubriques habituelles dont « Une ville, des musées », en l'occurrence Beijing. Le prochain numéro de *Museum* sera consacré aux « Musées portuaires de par le monde ».

● ● ●

Prévoir les catastrophes

Dans le cadre de ses contributions à la Décennie internationale de la prévention des catastrophes naturelles (1990-1999) lancée par les Nations Unies, l'OMS vient d'ouvrir à Addis-Abeba (Ethiopie) un Centre régional de secours en cas de catastrophes. Il a pour vocation d'aider à combattre les nombreuses catastrophes — sécheresses, famines, inondations, cyclones, séismes, guerres, épidémies — dont l'Afrique a souffert ces dernières années.

ANNA AKHMATOVA

POÈTE DU COURAGE

PAR ELENA BÉLIAKOVA

ANNa Akhmatova eut une vie tragique. Elle connut aussi bien la gloire que les pires humiliations.

Née en 1889, sa jeunesse coïncide avec un renouveau littéraire extraordinaire auquel la poésie russe doit son « âge d'argent ». Son premier recueil de poésie, *Le Soir*, paraît en 1911. Il est suivi en 1914 du *Rosaire* qui est réédité huit fois et lui apporte la consécration. La plupart de ces œuvres de jeunesse ont pour thème la rencontre et la séparation, l'amour et la solitude. Toutes frappent par la rigueur et la clarté d'un style qu'on qualifiera plus tard de « laconique ».

La Russie entière lit alors Akhmatova. Les critiques littéraires prédisent à la « Sappho russe » un brillant avenir. Paraissent successivement *La volée blanche* (1917), *Le plantain* (1921) et *Anno Domini* (1922).

Contrairement à beaucoup d'intellectuels de son entourage, Akhmatova n'émigre pas après la Révolution d'octobre 1917. Pourtant, dès 1923, on cesse d'éditer ses œuvres. L'« Homme nouveau » n'a que faire de son lyrisme. A la gloire succède l'oubli : le nom d'Akhmatova disparaît de la littérature pour dix-sept ans.

La vie lui réserve bien d'autres épreuves : en 1921, son premier mari, le poète Nikolaï Goumilev, accusé d'avoir pris part à un « complot antirévolutionnaire », est fusillé. En 1935, son fils, l'orientaliste Lev Goumilev, est arrêté. Condamné à deux reprises, il subira quatorze années de détention et d'exil intérieur. Puis ce sera son troisième mari, l'historien d'art Nikolaï Pounine, qui mourra en prison.

Cependant, Anna Akhmatova ne cesse d'écrire. La détresse qu'elle partage avec des milliers d'autres femmes, côtoyées dans les files



Portrait d'Anna Akhmatova (1914) par Nathan Altman (1889-1970)

d'attente devant les prisons de Leningrad, lui inspire *Requiem* (1935-1940), un cycle de quinze poèmes évoquant avec une poignante sobriété le malheur d'une mère séparée de son fils. Elle rend visite à Ossip Mandelstam, exilé à Voronej, et en revient avec des vers hantés par le pressentiment de la mort prochaine de ce poète, qui était aussi un ami. Akhmatova dénonce l'illégalité et l'arbitraire qui règnent dans le pays, la cruauté de Staline et de son entourage. Craignant d'être arrêtée, elle ne prend aucune note et apprend ses vers par cœur.

En 1940, sa poésie sort de l'oubli. Elle peut enfin publier un recueil de poèmes antérieurs à la Révolution. Ses vers patriotiques, écrits pendant la guerre, paraissent dans divers journaux et revues.

Mais en 1946, Akhmatova est la cible principale d'une campagne de redressement idéologique menée contre l'intelligentsia artistique et littéraire par le Comité central du Parti

communiste, lequel condamne dans une résolution les revues *Zvezda* (L'Etoile) et *Leningrad* pour avoir publié sa poésie « bourgeoise et décadente », « dénuée d'idées » et « anti-populaire ».

Son dernier recueil mis au pilon, Akhmatova est exclue de l'Union des écrivains, une nouvelle traversée du désert qui va durer toute une décennie. Il lui faudra attendre le « dégel » littéraire qui succède à la mort de Staline pour y être réintégrée et pouvoir publier à nouveau. Sa poésie remporte alors un énorme succès.

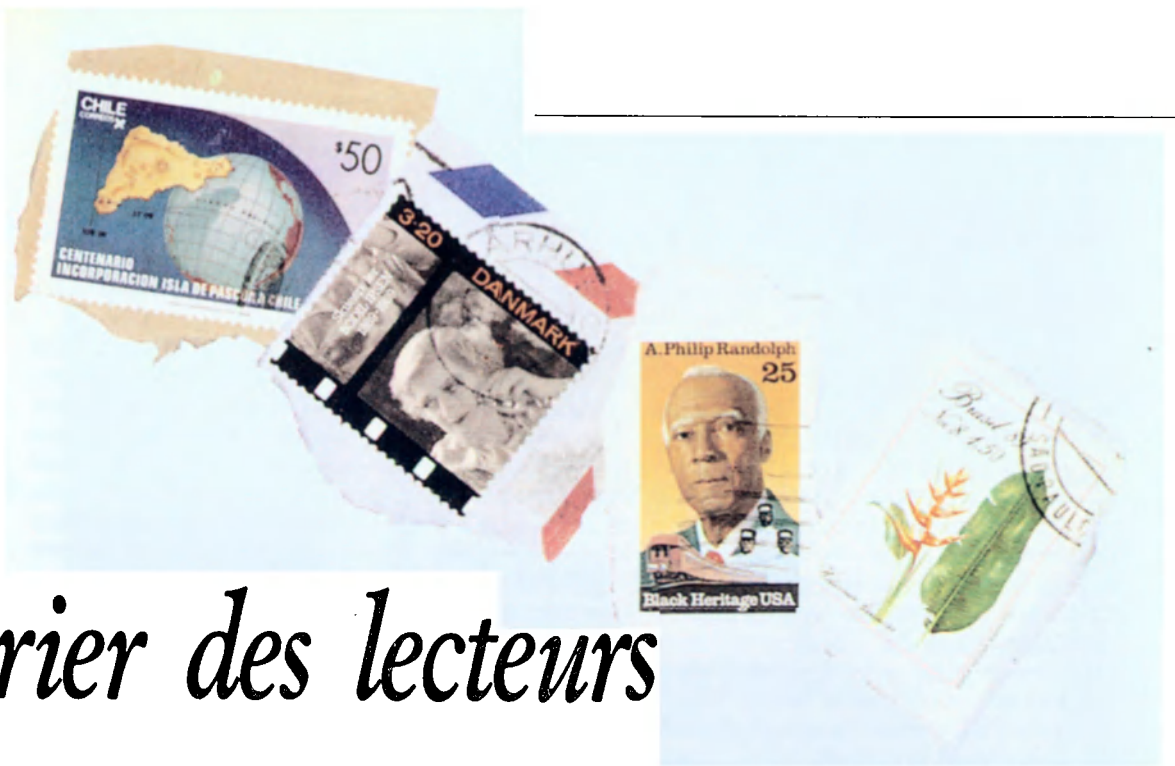
Les années 60 vont lui apporter une renommée mondiale. Ses œuvres sont traduites en anglais, français, allemand, italien, tchèque, bulgare, et en bien d'autres langues. Quantité d'articles, de livres, de monographies lui sont consacrés. En 1964, elle reçoit en Italie le prix international de poésie Etna-Taormina. En 1965, elle est nommée docteur *honoris causa* de l'Université d'Oxford, au Royaume-Uni.

Anna Akhmatova s'est éteinte le 5 mars 1966. Mais au fil des ans, l'intérêt pour son œuvre n'a cessé de grandir. Ses recueils sont tirés à des dizaines de milliers d'exemplaires et on exhume ses inédits, ses plus beaux poèmes patriotiques, hier encore quasiment inconnus en Union soviétique. *Requiem* y paraît en 1987, alors qu'il a été publié en Occident dès les années 60. En 1988, la résolution prise par le Parti communiste en 1946 contre les revues *Leningrad* et *Zvezda* est abrogée. Cette dernière revue a consacré un numéro entier au centenaire d'Anna Akhmatova.

C'est à Leningrad, qui a occupé une place particulière dans sa vie, que se sont déroulées, en juin 1989, les fêtes solennelles qui ont marqué le centenaire de la naissance d'Anna Akhmatova : inauguration d'un musée quai Fontanka, où elle a vécu plus de trente ans et composé quelques-uns de ses vers les plus tragiques ; conférences de l'Institut de littérature russe de l'Académie des sciences d'URSS et de l'Organisation des écrivains de Leningrad ; soirées littéraires et musicales où des poètes célèbres ont lu ses poèmes ainsi que ceux que lui ont dédié ses contemporains — Blok, Tsvetaïeva, Mandelstam, Pasternak—, et où l'on a interprété des pièces vocales composées sur ses poèmes par Prokofiev et Slonimski.

Cet anniversaire aura enfin permis de rendre à l'un des plus grands poètes de ce siècle l'hommage qui lui était dû. ■

ELENA BELIAKOVA,
d'URSS, travaille à l'agence de
presse Novosti, à Leningrad,
comme correspondante.



Le courrier des lecteurs

Et la fête continue...

Je suis fort surpris par la conclusion de l'article de M. Abdol-Hosseyn Zarrinkoub sur la fête du Nowrouz, le nouvel an iranien, paru dans votre rubrique « Diagonales » de janvier 1990 sous le titre « Le combat du jour et de la nuit ». Cet éminent historien iranien écrit en effet : « Si l'islam a confirmé cette fête zoroastrienne, c'est pour le rôle qu'elle joue dans la stabilisation de l'année fiscale. Ainsi que pour le caractère jovial et gaillard des cérémonies qui l'accompagnent... » Or, il est bien connu que l'islam a généralement respecté toute pratique antérieure lorsqu'elle n'était pas nuisible à la société. Il n'a donc jamais essayé de supprimer la fête préislamique du Nowrouz en Iran. Non pour des raisons « fiscales » ou pour son « caractère jovial », mais comme une tolérance vis-à-vis d'une tradition déjà établie.

L'islam a même participé à certains aspects de cette fête. M. Zarrinkoub doit savoir que le 21 mars, jour du Nouvel An iranien, à la seconde précise de l'équinoxe du printemps, moment cosmologique privilégié, les musulmans iraniens récitent une prière invoquant « Dieu qui transforme la nuit et le jour... » pour lui demander de changer l'état de leur âme et de la tourner vers le bien.

Je suis également très étonné que M. Zarrinkoub ait pu écrire que le chant et la musique expliquaient l'intérêt des milieux soufis pour cette fête, comme si les grands esprits du soufisme avaient pu être à la recherche de ces jouissances éphémères...

Reza Feiz
ancien Délégué permanent
de la République islamique d'Iran
auprès de l'Unesco

Une fenêtre sur le monde

Je lis votre revue depuis vingt ans. Grâce à son excellente illustration, elle a été véritablement pour moi une « fenêtre ouverte sur le monde », comme l'indiquait votre logo.

Depuis son numéro de juin 1989, la revue a modernisé sa présentation et, surtout, décapé son contenu en s'écartant de la démarche trop abstraite qu'elle avait suivie jusque-là. Traiter les sujets les plus divers en présentant des personnages concrets dans des situations concrètes est l'une des règles d'or du journalisme moderne, dont vous vous rapprochez à présent. Les raisonnements abstraits font nécessairement appel au langage neutre des documents officiels, ce qui donnait à vos textes un côté aride et froid. Or, il est évident que c'est par sa coloration affective qu'un texte touche durablement le lecteur. Une idée ne s'impose vraiment qu'en suscitant l'émotion.

Je pense que l'entretien avec M. François Mitterrand fut, à cet égard, un tournant décisif pour votre revue et sa nouvelle image. Je vous engage à continuer de consacrer régulièrement des entretiens et des articles non seulement à des hommes de science et de culture, mais aussi à des personnalités politiques de premier plan...

Enfin, pourquoi ne pas stimuler les échanges entre les peuples dans les domaines de la science et de la culture en publiant, dans le courrier des lecteurs par exemple, les adresses de ceux d'entre eux qui cherchent des correspondants ?

Vladimir Ovchinnikov
Journaliste
Novosibirsk (URSS)

Les mathématiques arabes

Je vous sais particulièrement gré d'avoir consacré un article de votre numéro « Voyage au pays de mathématiques » (novembre 1989) à l'histoire des mathématiques arabes, domaine encore peu connu du public cultivé aujourd'hui. Cet article, paru sous forme d'interview, appelle toutefois des réserves.

Si l'on peut être tout à fait d'accord avec ce que M. Rashed dit, à la fin de son interview, sur la continuité de la pensée mathématique dans le bassin méditerranéen depuis les Grecs jusqu'au 18^e siècle — je dirais même jusqu'à nos jours — on peut difficilement souscrire à ses autres déclarations. Je n'évoquerai ici que trois questions abordées par M. Rashed.

1. L'originalité de l'ouvrage d'al-Khwarizmi, *Le livre de l'al-jabr et de la muqabala*, qui semble ne faire aucun doute pour M. Rashed, est loin d'être certaine. Al-Khwarizmi lui-même, dans l'introduction de son livre, nous informe qu'il s'agit d'un « résumé (*mulakhkhas*) du calcul de l'algèbre et de la muqabala » rédigé à la demande du Calife al-Ma'mun pour expliquer « les subtilités et les difficultés de ce calcul » et le rendre ainsi accessible au public. Pour écrire un résumé explicatif d'une science, il faut que cette science existe déjà.

Par ailleurs, l'originalité de l'ouvrage est d'autant plus difficile à établir que le seul texte antérieur qui nous soit parvenu où des techniques algébriques sont utilisées est *Les arithmétiques* de Diophante, qui date du 3^e siècle de notre ère et qui est donc antérieur de six siècles à l'ouvrage d'al-Khwarizmi. Certes, celui-ci utilise un vocabulaire algébrique inexistant

chez le mathématicien grec. Mais comme aucun texte postérieur à celui-ci et antérieur à al-Khwarizmi ne nous est parvenu, il ne nous est pas possible de nous prononcer sur l'origine de ce vocabulaire.

Enfin, le problème de l'originalité de l'ouvrage se complique du fait que la formule utilisée pour résoudre les équations du second degré — celle-là même qu'on apprend aujourd'hui dans les classes secondaires — remonte aux Babyloniens.

Quant à dire que le style est à la fois « algorithmique et démonstratif », c'est voiler la nature du contenu de l'ouvrage. Car il ne s'agit pas d'un « style ». Al-Khwarizmi démontre — et c'est capital — la validité des formules algébriques de résolution des équations du second degré par des démonstrations géométriques accompagnées de figures. Par ailleurs, ces figures ne sont pas empruntées aux *Eléments* d'Euclide dont la traduction en arabe est pourtant contemporaine de l'œuvre d'al-Khwarizmi (troisième décennie du 9^e siècle). Les figures proviennent donc d'une autre tradition mathématique que la grecque. Elles reposent, elles aussi, le problème de l'originalité de l'ouvrage.

2. Pour ce qui est des rapports de l'algèbre et de la géométrie, d'une part, et de l'« arithmétisation » de l'algèbre d'autre part, on ne voit pas à quels textes ou à quels procédés de l'algèbre arabe renvoient les expressions utilisées par M. Rashed. Si l'on s'en tient aux textes, le développement de l'algèbre et ses rapports avec la géométrie et l'arithmétique peuvent être plus précisément et plus simplement évoqués de la manière suivante.

L'algèbre arabe comprend essentiellement deux chapitres : la résolution des équations du premier, du second et troisième degré d'une part, et le calcul des polynômes d'autre part (addition, multiplication, division, extraction des racines des polynômes).

a) En ce qui concerne les rapports de ces deux chapitres de l'algèbre et de l'arithmétique, al-Khwarizmi dit explicitement que les objets fondamentaux de l'algèbre — l'inconnue et la seconde puissance de l'inconnue — sont des espèces de nombres. L'algèbre est donc, dès le départ, une arithmétique. Elle ne peut donc avoir été « arithmétisée » par les successeurs d'al-Khwarizmi. Ce que M. Rashed appelle ainsi est simplement un développement normal — mais important — du calcul des polynômes.

b) Les rapports de l'algèbre et de la géométrie sont un peu plus complexes. Ils concernent particulièrement la théorie des équations du second et du troisième degré.

Pour résoudre les équations du second degré, les Arabes disposaient de la formule donnée par al-Khwarizmi et qui remonte, nous l'avons dit, aux Babyloniens. Mais les grands mathématiciens arabes accompagnaient toujours cette formule de démonstrations géométriques empruntées essentiellement, chez les successeurs d'al-Khwarizmi, au Livre II des *Éléments* d'Euclide. Si

les grands mathématiciens se donnaient la peine de démontrer les formules algébriques par lesquelles ils résolvait les équations du second degré, ce n'était pas pour en donner une quelconque « traduction », qui, du reste, eût été superflue. Une démonstration ne peut en aucun cas être considérée comme une traduction. S'ils le faisaient, c'était, comme ils le disent explicitement eux-mêmes, pour fournir la preuve de la validité des formules algébriques utilisées. (...)

3. L'attribution à Sharaf al-Din al-Tusi de « méthodes qui ne seront baptisées que plus tard — telle la dérivée », ne trouve pas de justification dans les textes de cet auteur. Cette méprise a fait l'objet de deux réfutations. L'une dans un compte rendu rédigé par l'auteur de la présente lettre dans la revue *Annals of Science* (44, 1987), et l'autre dans un article publié par M. Hogendijk, mathématicien et historien des mathématiques arabes, dans la revue *Historia mathematica* (16, 1989).

Khalil Jaouiche
Chargé de recherche au CNRS
Paris

Dionysies andalouses

Dans votre numéro de décembre 1989, que j'ai lu avec intérêt, Jean Duvignaud fait allusion dans son article sur « Le temps de la fête » à « cette curieuse fête andalouse de la "Vierge des marais", le "Rocío", où s'enchevêtrent des allégories arabes,

chrétiennes, gitanes. » Il me paraît raisonnable d'y ajouter des allégories remontant à la tradition gréco-romaine, et plus précisément aux rituels des fêtes dionysiaques...

La tradition orale nous apprend que l'image de la Vierge du « Rocío » fut découverte par un chasseur dans cette région d'Andalousie au début du 15^e siècle ; or, le contexte culturel de l'époque était éminemment islamique, ce qui autorise le professeur Duvignaud à parler fort justement d'allégories arabes et chrétiennes. Mais pourquoi omettre le culte dionysiaque, dont on sait pertinemment qu'il atteignit les rivages ibériques ? Les auteurs romains ont évoqué les colonies grecques qui, neuf siècles avant l'ère chrétienne, s'étaient implantées dans l'estuaire marécageux du Guadalquivir (site de l'actuel ermitage d'El Rocío), où d'autres populations s'établirent à leur suite. Certains vestiges mis au jour à proximité du sanctuaire permettent de penser qu'à ce même emplacement s'élevait jadis un temple romain.

Il arrive que des traditions que l'on croyait disparues resurgissent, sous une forme différente mais dans toute leur vigueur première, avec leurs spécificités et leurs rites. C'est peut-être là ce qui fait aujourd'hui l'originalité de l'Andalousie, dont le peuple a toujours vécu à la croisée des cultures.

Francisco J. Carrillo
Unesco, Paris

Couverture : Faillet © Artepht, Paris.
Couverture de dos : © Pestana, Paris.
Page 2 : © Josette Verbestel, Belgique.
Pages 4-5, 14 en haut, 37 à gauche, 39 : © Roger-Viollet, Paris. Pages 6-7 : © Keystone, Paris. Page 8 : Morvan © Sipa Press, Paris. Page 9 : Wallis © Sipa Press, Paris. Page 10 : Roland Michaud © Rapho, Paris. Page 12-13 : Erich Lessing © Magnum, Paris. Page 14 au milieu : J. Ross © Rapho, Paris. Page 14 en bas : © Bulloz, musée Carnavalet, Paris. Page 15 en haut : © De Selva-Tapabor, Paris. Pages 15 en bas, 19, 31 : © Lauros Giraudon, Paris. Pages 16, 25 en bas : © J. L. Charmet, Paris. Page 17 : D.R. Pages 17 en bas, 22-23, 29 : © Dagli Orti, Paris. Pages 18, 20, 36-37 : © Edimédia, Paris. Page 21 : © Cahiers du cinéma, Paris. Page 23 médaillon, 24 au milieu et en bas : © J.L. Nou, Paris. Page 24 en haut : © Musée national, Delhi. Page 25 en haut : H. Cartier-Bresson © Magnum, Paris. Pages 26, 28 : M. Yamashita © Rapho, Paris. Pages 27, 30, 37 à droite : © E.R.L./Sipa Icono, Paris. Pages 32-33 en haut, 33 à droite, 34, 35 : © IPS, Paris. Page 32-33 en bas : © Bridgeman-Giraudon, Paris. Page 38-39 : © Réunion des musées nationaux, musée du Louvre, Paris. Page 40 : © Kharbine Tapabor, Paris. Page 41 : © Haags Gemeentemuseum, La Haye. Page 42 en haut : © Musée de l'Homme, Paris. Page 42 au milieu en haut : © Vautier Decool, Paris. Page 42 au milieu en bas : © Jean Suquet, Paris. Page 42 en bas : © Musée d'art asiatique, Stedelijk Museum, Amsterdam. Pages 43, 44-45 : Renaudeau © Hoa Qui, Paris. Page 45 : P. Cassard © Hoa Qui, Paris. Page 46 : M. Huet © Hoa Qui, Paris. Page 48 : © APN, Paris.

LECTURE

HISTOIRE GÉNÉRALE DE L'AFRIQUE

L'*Histoire générale de l'Afrique* constitue actuellement le plus important projet éditorial de l'Unesco. A cette œuvre monumentale qui comportera huit volumes, collaborent un grand nombre d'auteurs éminents de différents pays, sous la responsabilité intellectuelle et scientifique d'un comité comprenant Africains et spécialistes originaires d'autres aires culturelles. Approche panoramique du continent africain, cette collection doit permettre, par la vision donnée du passé, de comprendre ce qu'est l'Afrique aujourd'hui.

Edition principale

(Unesco/Nouvelles Editions Africaines, 1^e édition, 1980) : volumes parus :

Vol. I : Méthodologie et préhistoire africaine (150 FF)

Vol. II : Afrique ancienne (150 FF)

Vol. IV : 12^e au 16^e siècle (150 FF)

Vol VII : Domination coloniale 1880-1935 (150 FF)

Vol. III : L'Afrique du 7^e au 11^e siècle (fin mars 90)

Edition abrégée (Présence africaine/Edicef/Unesco, 1986) :

Volumes parus : I, II et VII (40 FF chacun)

Mensuel publié en 34 langues
et en braille

par l'Organisation des Nations Unies pour
l'éducation, la science et la culture.

31, rue François Bonvin, 75015 Paris, France.

TÉLÉPHONE :

POUR JOINDRE DIRECTEMENT VOTRE CORRESPONDANT
COMPOSEZ LE 45. 68. ... SUIVI DES QUATRE CHIFFRES QUI
FIGURENT ENTRE PARENTHÈSES À LA SUITE DE CHAQUE NOM.

Directeur : Bahgat Elnadi

Rédacteur en chef : Adel Rifaat

RÉDACTION AU SIÈGE

Secrétaire de rédaction : Gillian Whitcomb

Français : Alain Lévêque, Neda El Khazen

Anglais : Roy Malkin, Caroline Lawrence

Espagnol : Miguel Labarca, Araceli Ortiz de Urbina

Arabe : Abdelrashid Elsaddek Mahmoudi

Russe : Gueorgui Zéléline

Études et recherches : Fernando Ainsa

Unité artistique, fabrication : Georges Servat

Illustration : Ariane Bailey (46.90)

Documentation : Violette Ringelstein (46.85)

Relations éditions hors Siège : Solange Belin

Relations avec le public : Claudie Duhamel (45.86)

Secrétariat de direction : Annie Brachet (47.15),
Mouna Chatta

**Éditions en braille (français, anglais, espagnol et
coréen) :** Marie-Dominique Bourgeois (46.92)

ÉDITIONS HORS SIÈGE

Russe : Alexandre Melnikov (Moscou)

Allemand : Werner Merkl (Berne)

Italien : Mario Guidotti (Rome)

Hindi : Ganga Prashad Vimal (Delhi)

Tamoul : M. Mohammed Mustafa (Madras)

Persan : H. Sadough Vanini (Téhéran)

Néerlandais : Paul Morren (Anvers)

Portugais : Benedicto Silva (Rio de Janeiro)

Turc : Mefra Ilgazer (Istanbul)

Oourdou : Hakim Mohammed Said (Karachi)

Catalan : Joan Carreras i Marti (Barcelone)

Malais : Azizah Hamzah (Kuala Lumpur)

Coréen : Paik Syeung Gil (Séoul)

Kiswahili : Domino Rutayebesibwa (Dar-es-Salaam)

Croato-serbe, Macédonien, Serbo-croate,

Slovène : Bozidar Perković (Belgrade)

Chinois : Shen Guofen (Beijing)

Bulgare : Goran Gotev (Sofia)

Grec : Nicolas Papageorgiou (Athènes)

Cinghalais : S.J. Sumanasekera Banda (Colombo)

Finois : Marjatta Oksanen (Helsinki)

Suédois : Manni Kössler (Stockholm)

Basque : Gurutz Larrañaga (San Sebastian)

Thaï : Savitri Suwansathit (Bangkok)

Vietnamien : Dao Tung (Hanoi)

Pachto : Zmarai Mohaqiq (Kaboul)

Haoussa : Habib Alhassan (Sokoto)

Bangla : Abdullah A. M. Sharafuddin (Dacca)

VENTES ET PROMOTION

Responsable : Henry Knobil (45.88), **Assistante :** Marie-

Noëlle Branet (45.89), **Abonnements :** Marie-Thérèse

Hardy (45.65), Jocelyne Despouy, Alpha Diakité, Jacqueline

Louise-Julie, Manichan Ngonekeo, Michel Ravassard,

Michelle Robillard, Mohamed Salah El Din,

Sylvie Van Rijsewijk

Liaison agents et abonnés : Ginette Motreff (45.64),

Comptabilité : Liliane Tasch (45.66),

Projets culturels : Ricardo Zamora-Perez (45.80),

Courrier : Martial Amegee (47.50)

Magasin : Hector Garcia Sandoval (47.50)

ABONNEMENTS

Tél. : 45.68.45.65

1 an : 126 francs français, 2 ans : 234 francs.

Pour les pays en développement :

1 an : 99 francs français, 2 ans : 180 francs.

Reproduction sous forme de microfiches (1 an) : 85 francs.

Reliure pour une année : 68 francs

Paiement par chèque bancaire, CCP ou mandat à l'ordre

de l'Unesco.

Les articles et photos non copyright peuvent être reproduits à condition
d'être accompagnés du nom de l'auteur et de la mention « Reproduits
du Courrier de l'Unesco », en précisant la date du numéro. Trois
justificatifs devront être envoyés à la direction du Courrier. Les photos
non copyright seront fournies aux publications qui en feront la demande.
Les manuscrits non sollicités par la Rédaction ne seront renvoyés que s'ils
sont accompagnés d'un coupon-réponse international. Les articles paraissant
dans le Courrier de l'Unesco expriment l'opinion de leurs auteurs et non
pas nécessairement celle de l'Unesco ou de la Rédaction. Les titres des
articles et les légendes des photos sont de la Rédaction. Enfin, les frontières
qui figurent sur les cartes que nous publions n'impliquent pas
reconnaissance officielle par l'Unesco ou les Nations Unies.

IMPRIMÉ EN FRANCE (Printed in France)

DEPOT LEGAL - C1 - AVRIL 1990

COMMISSION PARITAIRE N° 71842 - DIFFUSÉ PAR LES N.M.P.P.

Photocomposition : Le Courrier de l'Unesco. Photogravure-impression :
Maury-Imprimeur S.A., Z.I. route d'Étampes, 45330 Malesherbes.

ISSN 0304-3118

N° 4 - 1990 - OPI - 90 - 4 - 479 F

Ce numéro comprend 52 pages et un encart publicitaire de 4 pages
situé entre les pages 10-11 et 42-43.

VIENT DE PARAITRE

Jean-Pierre Vélis

Lettre d'illettrie

Nouvelles d'une contrée
récemment redécouverte
dans les pays industrialisés



La Découverte / Unesco / *essais*

Le problème de l'analphabétisme ne se limite pas aux seuls pays en
développement — il affecte aussi les pays industrialisés, même ceux qui
jouissent d'un haut niveau de prospérité matérielle. Phénomène encore
largement caché, il n'en constitue pas moins une sérieuse entrave au
développement et une source d'inégalité entre citoyens d'une même nation.

Jean-Pierre Vélis est un journaliste spécialiste des questions d'éducation.
Si sa **Lettre d'illettrie**, par la vivacité du ton, s'apparente à un témoignage
personnel, le tableau qu'elle brosse de l'illettrisme en Europe est le plus
objectif des constats. Mieux qu'une approche purement analytique,
l'énumération des faits et des situations dont l'auteur a pu avoir une
expérience directe trace de manière incisive le profil de l'« illettré » et met
en lumière, dans un style accessible au grand public, ces résistances de
l'analphabétisme que la généralisation de l'obligation scolaire avait pu un
temps faire perdre de vue.

Éditions La Découverte/Unesco

1990, 174 p. ISBN 2-7071-1917-2 (La Découverte), ISBN 92-3-202651-1 (Unesco)

Prix : 75 francs français

En vente à la librairie de l'Unesco, 7 place de Fontenoy, 75700 Paris, France.

